
le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

CORRESPONDANCE

Pour la France

Editions Programme
3 Rue Basse Combalot
69007 Lyon

Pour la Suisse

Editions Programme
Ch. de la Roche 3
1020 Renens

Pour l'Italie

Il Comunista
C. P. 10835
20110 Milano

Supplément à «programme communiste» n° 98, Revue théorique du parti communiste international / ISSN - 0033 - 037 X / Imprimés par nos soins décembre 2001

- TABLE DES MATIERES -

- **Le CCI à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe** 1
- **Le CCI ou l'opposition au pouvoir révolutionnaire prolétarien**
- A propos de Cronstadt:
Violence, terreur, dictature, armes indispensables du pouvoir prolétarien
(«le prolétaire», n° 458, juillet-août-septembre 2001 et «le prolétaire», n°459, octobre-novembre 2001) 19
- **A l'épreuve des luttes de classes: le caractère anti-prolétarien des positions du CCI**
- (1) Le C.C.I. contre l'organisation de la classe ouvrière
(«le prolétaire», n° 401, mai-juin 1989) 30
- (2) Le CCI contre les grèves
(«le prolétaire», n° 435, février-mars-avril 1996) 34
- (3) A propos d'Adelshoffen, Cellatex...
Un exemple à ne pas suivre: le C.C.I.
(«le prolétaire», n° 455, oct.-nov.-déc. 2000) 40
- **Le purisme comme masque de l'adaptation au social-chauvinisme**
Une polémique révélatrice du CCI
(«le prolétaire», N° 426, avril-mai 1994) 45
- **La tare insurmontable des préjugés libertaires**
Le C.C.I.ou la phobie de l'autorité
(«le prolétaire», N° 301, 30 nov. - 13 déc. 1979 et «le prolétaire», N° 302, 14-27 déc. 1979) 52
- **Annexe: aux débuts du C.C.I.**
- La légende d'une «Gauche européenne»
(«le prolétaire», N° 204, 4-17 oct. 1975) 60
- L'insondable profondeur du «marxisme occidental»
(«le prolétaire», N° 203, 20 sept.-03 oct.. 1975) 65

Le C.C.I. à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe

Lorsqu'en 1952 notre Parti énonçait les thèses sur l' *«Invariance historique du marxisme»*, nous identifions trois groupes principaux d'ennemis pour notre action et, parmi ceux-là, nous affirmions que le plus dangereux était le troisième, c'est à dire ceux qui se déclaraient disciples de la doctrine et de la méthode révolutionnaires (le marxisme), mais qui voyaient les causes de la défaite dans des défauts de la doctrine elle-même, qu'il s'agirait de corriger ou ajourner pour qu'elle serve à la prochaine révolution. Ces modernisateurs, affirmions-nous, sont les adversaires les plus dangereux sur la voie de la reconstitution du Parti de classe.

Le C.C.I. fait partie de cette dernière catégorie et il en est sans doute une des expressions plus pernicieuses à cause d'une phraséologie et de toute une série de positions qui peuvent apparaître comme marxistes et révolutionnaires aux yeux de ceux qui tendent à se dégager de l'emprise de l'opportunisme. Bien souvent le néophyte a le plus grand mal à saisir l'importance de ce qui distingue ses positions des nôtres. S'appuyant sur la confusion encore générale dans le prolétariat et parmi les éléments à la recherche des positions communistes correctes, le C.C.I. fait en outre tout pour maintenir et accroître cette confusion. Affirmant que les différences entre les organisations qu'il classe dans un même «camp prolétarien» ne sont que des divergences secondaires relevant en bonne part du «sectarisme», il s'efforce régulièrement et systématiquement de susciter des accords politiques, des prises de position, des proclamations, des actions communes entre ces organisations, comme première étape d'un rapprochement plus profond.

En publiant dans cette petite brochure, outre un tour d'horizon général de ses positions caractéristiques quelques articles de polémique et de critique du C.C.I. parus sur «Le Prolétaire», nous voulons fournir aux lecteurs des éléments de démonstration de notre thèse: les différences qui nous séparent du C.C.I. ne sont pas secondaires mais essentielles car sur une série de points programmatiques et politiques fondamentaux pour le sort de la lutte prolétarienne, les positions du C.C.I. sont **en rupture avec les positions marxistes**. Il nous faudra y revenir plus longuement car la clarification politique indispensable pour la reformation du parti de classe et la réorganisation classiste du prolétariat nécessite la critique toujours plus nette et plus profonde de toutes les positions fausses. Elle implique aussi en conséquence, rappelons-le au passage, le refus le plus décidé de tout ce qui tend à adoucir les angles, à atténuer les divergences, à estomper les oppositions politiques et programmatiques, quel qu'en soit le prétexte, fut-il le plus généreux en apparence.

QUELQUES POINTS D'HISTOIRE

«Le C.C.I. se réclame - pouvons-nous lire dans la manchette de ses publications - des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne».

L'énonciation de quelques une de ses positions caractéristiques montrera combien il est loin du programme communiste tour à tour **réaffirmé** (et non pas *enrichi*, c'est-à-dire *révisé*, grâce aux apports successifs) contre les dégénérescences et les contre-révolutions par les Internationales, et par la Gauche dite italienne dont il essaye de noyer le rôle et les enseignements dans un impossible «mariage» avec l'extrémisme infantile des Gauches hollandaise et allemande.

Cet escamotage de la physionomie nette de la Gauche communiste d'Italie doit être particulièrement combattu, parce qu'il s'agit en définitive d'une attaque contre les positions authentiquement marxistes que ce courant a défendues, alors que les Gauches hollandaise et allemande tombaient dans des déviations de type semi-libertaires.

Contre le C.C.I. qui prétend se poser en continuité avec la Fraction de Gauche (à l'étranger) du P.C. d'Italie («Bilan» – «Prometeo»), nous avons affirmé dans notre article «Sur la voie du Parti compact et puissant de demain» que: *«le mérite de notre Fraction à l'étranger entre 1928 et 1940 a été de résister sur des positions qui ne pouvaient être qu'à contre-courant»* («P.C.» n°76, p. 6). Nous précisons cette analyse dans la série en cours de publication sur l'histoire de la Fraction («P.C.» n°97, 98 et 99), et nous devons continuer ce travail.

Loin de tomber dans les illusions immédiatistes - auxquelles Trotsky lui-même devait succomber - de pouvoir renverser un rapport de forces défavorable au prolétariat en recourant à toutes sortes de manœuvres pour agréger forces et courants hétérogènes, rapprochés seulement par le facteur négatif de l'opposition au stalinisme, notre Fraction affirmait la nécessité d'asseoir la reconstruction du Parti et de l'Internationale sur un **bilan historique**. C'est la tâche à laquelle elle s'attachait, mais que, de par les limites matérielles de la période historique, elle ne pouvait pas remplir.

«Les "Leçons des contre-révolutions" ne peuvent pas être tirées à n'importe quel moment, en particulier pas au moment où on se dégage à peine d'une défaite qui ne semble pas encore consommée, et dont on ressent forcément les reflets, y compris sur le plan idéologique». (Idem, p. 7)

C'est sous la pression de la contre-révolution que, dans le travail de la Fraction, sont apparus des éléments que nous considérons comme caducs ou erronés. Nous retrouvons dans «Bilan» les **germes** de positions qui seront ensuite développées par des transfuges de la Fraction (la Gauche Communiste de France avec son organe «Internationalisme») dans lesquels le C.C.I. peut voir son origine. C'est le cas par exemple de la vision de la décadence du capitalisme entendue comme une crise permanente des forces productives, de la question du rôle de l'Etat dans la période de transition; et surtout de cette vision fautive de la formation du Parti comme nécessitant non seulement ce fameux bilan historique mais aussi la reprise sur large échelle des luttes prolétariennes, position sur laquelle le C.C.I. a tellement spéculé,

tout comme, à l'époque de la fondation du «Parti» en 1945, ses parents d'«Internationalisme».

Nous revendiquons donc toujours, contre le C.C.I., la Fraction à l'étranger en dépit de ses faiblesses; nous la revendiquons non pas pour les positions prises sur telle ou telle question particulière, mais pour sa défense globale du programme et du parti révolutionnaires, qu'elle seule a accompli dans cette période, sans jamais chercher de fausses solutions volontaristes. C'est la raison pour laquelle elle a représenté un moment indispensable sur la voie du Parti compact et puissant de demain. Adoptant la position selon laquelle le marxisme est un simple cadre d'une théorie en enrichissement continu (voire une simple **méthode**), le C.C.I. voit, contrairement à nous, dans ses faiblesses et ses erreurs le cœur de l'apport de la Fraction au mouvement prolétarien.

Fondé en 1943 dans le nord de l'Italie, le P.C. Internationaliste connaît en 1945 son véritable congrès constitutif. L'essentiel des Fractions de la Gauche Communiste le rejoignent. Si Bordiga, avec quelques militants, considérait cette fondation comme prématurée, c'était sur la base de la constatation du fait que le travail de bilan historique et de restauration de principes n'était pas accompli de manière à pouvoir constituer la base d'un parti homogène, et non pas, selon les spéculations du C.C.I., parce qu'il considérait la situation comme non révolutionnaire et donc non mûre pour la fondation du parti (1).

Cette dernière position était celle de la minorité de la F.F.G.C. - tandis que la majorité se rallia au P.C. Internationaliste tout en conservant sa dénomination jusqu'en 1948 - qui se constitua en mai 1945 en «Gauche Communiste de France» en continuant à publier **«Internationalisme»**. L'écart entre les deux organisations se creusera toujours plus, nos camarades poursuivant le travail de restauration de la doctrine qui amènera à la véritable constitution de notre parti en 1952, les autres allant toujours plus loin sur la voie de la révision et de l'enrichissement de la théorie.

«Le travail théorique du groupe "Internationalisme" représente un enrichissement essentiel de la théorie révolutionnaire» écrit «R.I.» («Bulletin d'étude et de discussion» n°6, p. 10), et encore: *«dans le travail d' "Internationalisme", il y a des éléments de base qui inspirent l'orientation du C.C.I.»* (idem, p.11).

Nous pouvons considérer en effet ce groupe comme étant le géniteur réel du C.C.I. Dans son organe se trouvent toutes les positions du C.C.I., depuis la conception de la décadence (complètement développée ensuite) jusqu'aux conséquences politiques de cette analyse dans les domaines syndical, parlementaire, et dans la question nationale et coloniale, depuis la question de la période de transition et de la fonction de l'Etat jusqu'à la conception du parti antiléniniste (*«antisubstitutionniste»*) mais non purement conseilliste.

En 1952, à la suite de la guerre de Corée, considérant l'éclatement de la 3ème guerre impérialiste comme imminent, ce petit noyau cesse les publications et, «pour préserver les cadres», se transfère au Venezuela, où en 1964 il recommence à publier très irrégulièrement une revue: «Internacionalismo».

Fin 1967, quelques éléments viennent en France où en décembre 1968, à Toulouse, commence la publication de «Révolution Internationale». Le travail en vue du «regroupement des révolutionnaires» comme aboutissement de la plus ouverte *«discussion en vue de parfaire l'éclaircissement théorique nécessaire»* («R.I.»,

ancienne série n°5, p. 5), donne ses premiers fruits en 1972, où «Révolution Internationale» fusionnera avec l'«Organisation Conseilliste» de Clermont-Ferrand et les «Cahiers du Communisme des Conseils» de Marseille. Commence alors la publication de la nouvelle série de «R.I.». Dans cette période «R.I.» se structure organisationnellement en même temps qu'à côté de la tradition Kaapédiste, elle commence de plus en plus à vouloir s'appropriier, en la déformant, celle de la Gauche Italienne. Ceci provoque des frictions, qui aboutiront en 1973 à la sortie de l'ancienne Organisation Conseilliste qui donnera naissance au P.I.C. («Pour une Intervention Communiste» qui publie «Jeune Taupe») avec des positions plus classiquement conseillistes.

En 1974, le mouvement s'étend à plusieurs pays (Italie, Grande-Bretagne, Belgique, Espagne) et commence à se centraliser et se structurer au niveau international, ce qui aboutira à la fondation du C.C.I. (premier congrès en 1975).

Loin d'être une organisation nouvelle et immature dont les positions pourraient évoluer ou ne seraient pas bien définies, le C.C.I. exprime la permanence historique d'un courant extrémiste infantile de gauche qui a historiquement revêtu des formes différentes, mais contre le danger duquel le parti prolétarien a toujours dû se battre depuis Marx. Ce courant prend aujourd'hui des connotations particulièrement nocives parce qu'il fait passer ses positions comme étant celles du marxisme authentique, en se référant explicitement à notre tradition. Loin d'exprimer un travail interne qui pourrait le faire évoluer en bloc ou en partie, ces références fréquentes à la «Gauche communiste italienne» répondent plus simplement au besoin de se draper dans une légitimité historique, et d'autant plus en période de difficultés internes. C'est ce que démontre l'analyse des positions politiques et programmatiques fondamentales de cette organisation qui, en dépit des scissions et luttes internes, restent, pour l'essentiel, inchangées depuis la constitution du CCI., après le départ des éléments nettement conseillistes.

Si nous n'excluons pas que des individus puissent sortir du C.C.I. pour rejoindre nos rangs, il est tout aussi impossible de s'attendre à voir surgir en son sein des groupes ou fractions qui, dans le débat avec leur propre organisation, arriveraient en bloc à développer des positions en convergences avec les nôtres, que de s'attendre à une évolution dans le même sens du C.C.I. lui-même. Un tel résultat ne peut venir en effet que d'une remise en cause complète, mieux, d'une **rupture** avec les positions pratiques, politiques et programmatiques générales de celui-ci et non pas de leur simple modification ou amélioration, tant est grand le fossé entre ces positions et celles authentiquement communistes, comme nous allons le voir.

NATURE ET FONCTION DE LA THÉORIE

«Le marxisme, bien qu'il ne soit pas un système ni un corps de doctrine fermé, mais au contraire une théorie en élaboration constante, en liaison directe et vivante avec la lutte des classes (...) constitue (...) le seul cadre à partir et au sein duquel la théorie révolutionnaire peut se développer» («Plateforme du C.C.I.», Revue Internationale n°5, p.7).

Le C.C.I. affirme donc que pour lui le marxisme n'est pas, comme pour nous, la théorie qui naît d'un bloc avec l'apparition du prolétariat sur la scène historique et

qui l'accompagne sur tout l'arc de son histoire, mais un simple et vague «cadre». On comprend ce que signifient pour lui ces apports successifs des diverses Internationales: l'**enrichissement**, le développement, l'amélioration, etc. et non la **restauration** d'une doctrine dont le caractère scientifique explique son **invariance**. De même qu'une loi scientifique ne se modifie pas au fil du temps (ou bien son exactitude se vérifie ou bien c'est sa fausseté, et alors il faut la remplacer par la loi exacte), le marxisme en tant qu'ensemble cohérent, ne peut être modifié, pour l'adapter aux supposés besoins du moment, sans tomber en pièces: c'est bien là le but réel des innombrables opportunistes qui se sont toujours attaqués au marxisme en prétendant l'«enrichir».

Pour justifier son propre «enrichissement», c'est-à-dire son propre **révisionnisme**, le C.C.I. doit à l'inverse démontrer que les marxistes ont toujours été des enrichisseurs; et pour ce faire il est obligé de tout mélanger: ainsi, ce qui pour nous est la théorie et les principes (qui sont invariants) ne l'est pas pour lui, ou plutôt ne l'est pas uniquement.

Il prétend par exemple démontrer la caducité du «*Manifeste*», et par là la non invariance du Programme Communiste, par le fait que dans la série de mesures que le prolétariat aurait dû prendre en 1848 en Allemagne en prenant le pouvoir, certaines ont été réalisées par la suite par la bourgeoisie (comme l'éducation gratuite de tous les enfants, etc.) et donc ne font plus partie du programme du prolétariat. En réalité ces mesures énoncées par le *Manifeste* étaient des mesures concrètes immédiates à prendre dans la phase initiale de la transition au socialisme, lorsque l'économie est encore bourgeoise. Elles correspondaient donc au degré de développement où se trouvaient alors des forces productives. L'invariance programmatique du marxisme n'est pas contradictoire avec le fait que les mesures transitoires (ou les revendications immédiates) ne peuvent pas ne pas varier selon les situations concrètes; mais il n'empêche que c'est toujours le **même** programme, la **même** théorie, qui doit être utilisée pour analyser ces situations et en faire découler de la manière la plus cohérente possible les méthodes d'action et fixer les objectifs à atteindre dans ces situations. Sinon, c'est la porte ouverte à tous les possibilismes, au classique opportunisme du «*le mouvement est tout, le but (le programme) n'est rien*».

De même, pour le C.C.I., les formes d'organisation très variées dans lesquelles s'expriment la combativité et la lutte du prolétariat font partie de la théorie; la découverte des Soviets en 1905 est considérée comme un enrichissement fondamental de celle-ci et une correction de «*cette formulation ambiguë dans les statuts de la 1ère Internationale* [ainsi que du «Manifeste du Parti Communiste», NdIR]: «*Le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique (...)*» (R.I. n°17, p.15). Si le C.C.I. avait raison, il faudrait alors condamner toute la révolution d'octobre et le rôle du parti bolchevik à la tête du prolétariat: c'est d'ailleurs à cette conclusion qu'aboutirent les dissidents belges du C.C.I. (le Groupe Communiste Internationaliste) qui qualifièrent la prise du pouvoir en octobre 17 de coup d'Etat bolchevik contre-révolutionnaire! L'Internationale communiste, à laquelle se réfère malgré tout le C.C.I., n'a laissé aucun doute sur le fait qu'elle confirmait totalement cette notion fondamentale du marxisme.

Il faut également se souvenir que le C.C.I. avait prétendu nous prendre en défaut en nous reprochant de trahir nous-mêmes notre invariance, quand, à la fin des années

70 nous avons jugé que le cycle des révolutions bourgeoises était clos à l'échelle planétaire. C'était encore une fois l'incapacité à comprendre que l'invariance du marxisme ne signifie pas l'invariance des situations objectives. Notre conclusion était tirée de l'analyse des changements d'une situation matérielle à la lumière de la même doctrine qui avait fait considérer par les marxistes que cette phase était close en Europe en 1871 (pour le C.C.I. elle ne l'était pas, on était encore dans la période ascendante) - et toujours ouverte pour d'autres aires de la planète. C'est la même doctrine invariante qui faisait prévoir que cette phase des révolutions bourgeoises se terminerait inévitablement et qui avait permis de définir une tactique différente dans les aires où seule la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour et dans les aires où la révolution bourgeoise n'avait pas encore eu lieu: Marx et Engels en ont donné le premier exemple précisément dans le *Manifeste*.

«*Les principes ne sont pas le but final, ils ne sont pas le programme, ils ne sont pas la tactique, ils ne sont pas la théorie: la tactique et la théorie ne sont pas les principes*», écrivions-nous en paraphrasant le meilleur Lénine du IIIème Congrès, dans «Tactique et organisation sont inséparables des principes» («Le Prolétaire» n°150) en systématisant ensuite le contenu de toutes ces «catégories» et les liaisons entre elles. Le C.C.I. confond tout, et cette confusion lui sert à démontrer l'enrichissement perpétuel de la théorie et, à force d'enrichir, à transformer les contours tranchants du marxisme en bouillie informe dans laquelle il n'est pas très difficile de reconnaître l'influence de l'opportunisme. Examinons donc ces fameux «enrichissements».

LA THÉORIE DE LA DÉCADENCE DU CAPITALISME

La marque petite-bourgeoise du C.C.I. s'affirme déjà dans la méthode d'étude du capitalisme. Si, pour Marx, l'anatomie de l'homme était la clef pour comprendre celle du singe, le C.C.I., lui, fait le parcours à l'envers et commence par chercher les catégories communes à toutes les formes sociales du passé et ensuite les applique au capitalisme. Le C.C.I. n'analyse pas quel est le cours historique du capitalisme sur la base de ses lois de fonctionnement propres, mais affirme qu'il faut d'abord «*dégager le concept général de décadence d'un système*» grâce à l'expérience du passé et ensuite seulement on peut appliquer «*ce concept général au cas particulier du capitalisme pour en déduire les traits spécifiques*» («R.I.» ancienne série n°5, p.76). Ainsi, comme les économistes bourgeois appliquent au passé les catégories du capitalisme, le C.C.I. applique au capitalisme une catégorie dégagée du passé et prétendue éternelle. C'est le cas de l'inflation ou de «*la dévaluation galopante des monnaies aussi bien dans le Bas Empire qu'à la fin du Moyen-Age*» (idem, p.86), ou de la baisse des profits dans la Rome antique, ou encore du rôle grandissant de l'Etat «*caractéristique de la décadence du capitalisme et que nous retrouvons dans l'hypertrophie de l'administration impériale et la monarchie absolue*» comme «*manifestation de ce phénomène dans la décadence de la société esclavagiste romaine et dans celle de la société féodale*» («Plateforme du C.C.I.», «Revue Internationale» n°5, p.9). Tous ces phénomènes sont présentés comme une caractéristique permanente, donc a-historique, de la prétendue décadence.

Le C.C.I. affirme que le capitalisme, «*comme tous les modes de production du*

passé», connaît une phase ascendante et d'expansion suivie d'une phase de déclin caractérisée par le ralentissement définitif de la croissance des forces productives. Cette théorie se fonde sur la vision de Rosa Luxemburg du développement du capitalisme, dont l'effondrement surviendrait à la suite du manque de débouchés fournis par les formes de productions précapitalistes subsistant sur la planète. Une fois ce travail de dissolution des formes précapitalistes accompli, - le C.C.I. fixe arbitrairement la date en 1914, identifiant faussement le partage du globe entre les impérialismes euro-américains avec l'extension à l'échelle planétaire des rapports de production capitaliste ce qui est très loin d'être alors le cas -, les marchés étant saturés, le capitalisme devient une entrave au développement des forces productives. Le capitalisme se survit au travers du cycle: crise, guerre, reconstruction; il ne se développe pas. Il est évident que ce schéma condamne à l'incompréhension du cours du capitalisme.

Il n'est pas possible de développer ici la critique de la conception de Rosa Luxemburg et de celle du C.C.I.. Ce que nous voulons souligner par contre, c'est d'abord la trahison de la part du C.C.I. de la bataille menée par la grande révolutionnaire et ensuite les conséquences qu'entraîne pour le prolétariat la vision du C.C.I. En effet, si en énonçant sa théorie, Rosa était guidée par le souci de combattre la déformation réformiste du marxisme opérée par Bernstein et cie, qui affirmaient que la période des crises et des révolutions était terminée, le seul but pour le prolétariat étant donc les réformes, le C.C.I., tout en acceptant la théorie «catastrophique» luxemburgiste, donne rétrospectivement raison au réformisme de Bernstein! Voyons un peu.

Sa vision gradualiste de l'évolution historique interdit au C.C.I. de comprendre la nature du prolétariat. Il affirme ainsi: «*les conditions [de son renversement] n'existent pas au moment de l'apogée d'une forme sociale*», ces conditions inexistantes étant d'une part «*la misère et la barbarie*», «*l'affaiblissement du pouvoir de la classe dominante*» et d'autre part «*l'apparition du projet nouveau et des forces sociales pour le réaliser*» («La décadence du capitalisme», C.C.I. brochure n°4, p. 13. Souligné par nous). Voilà jeté à la poubelle un siècle d'existence et de lutte du prolétariat et de son parti!

Pour le C.C.I. en effet, le prolétariat n'est pas une classe révolutionnaire dès son apparition sur la scène de l'histoire, et il ne l'est pas à l'apogée du capitalisme; il le devient seulement à partir de l'entrée supposée du capitalisme dans sa phase de décadence. Du coup ni la naissance de la théorie communiste, ni le sens et les enseignements des révolutions du XIXème siècle ne peuvent être comprises: «*La Commune de Paris, en ce qu'elle eut d'authentiquement révolutionnaire, fut plus un "accident de l'histoire" qu'un véritable signe des temps*» («La décadence...», p. 17. Cela fait irrésistiblement songer à la fameuse sentence de Bernstein, qui affirmait qu'on n'était plus à l'époque des révolutions mais à celle des réformes: «*Les Parisiens auraient mieux fait de rester couchés!*»).

Il est donc inévitable que le C.C.I. accuse ouvertement le «*Manifeste du Parti Communiste*» et la Ière Internationale de «*voir dans la période de sa constitution l'ère des révolutions sociales et de la conquête imminente du pouvoir politique*» («Organisation communiste et conscience de classe», brochure C.C.I. n°3, p. 27); ou: «*Contrairement à la sentence prononcée par le "Manifeste du P.C.", les institutions*

bourgeoises n'étaient pas encore devenues "trop étroites pour contenir les richesses qu'elle avait créées" » («R.I.» n°17, p.15-16).

La Ière Internationale «*ne comprendra pas la nécessité, tout en gardant le but final en vue, de lutter essentiellement pour des revendications économiques*» («Organisation communiste...», p.27). Alors que Marx luttait contre le réformisme des trade-unions et le danger de se limiter à la lutte «contre les effets de l'exploitation capitaliste», le C.C.I. reproche à l'Internationale de n'avoir pas été assez réformiste! Alors que les tendances de gauche luttaient dans la IIe Internationale contre la dégénérescence réformiste et l'affirmation des positions révolutionnaires, pour le C.C.I. la révolution prolétarienne ne pouvait pas encore sortir «*du stade du simple souhait*» («Plateforme du C.C.I.», «R.I.» n°5, p.8), se mettant ainsi du même côté que le courant opportuniste pour qui la révolution n'était qu'une phrase vide, un vœu pieux irréalisable, destiné seulement à consoler les prolétaires.

Pour le C.C.I., les réformes étant possibles dans la phase d'ascension du capitalisme, le prolétariat est alors réformiste; il devient révolutionnaire en 1914, et seulement parce que alors les réformes ne seraient plus possibles, parce que le capitalisme ne pourrait plus accorder d'améliorations des conditions de vie. Dans cette vision effroyablement schématique, non dialectique, la forme capitalisme n'est pas comprise comme un tout unique qui naît et se développe avec ses propres lois et ses contradictions internes; c'est une forme qui passe par des périodes qui s'opposent de façon métaphysique.

Le C.C.I. voit toute une série de phénomènes, comme la constitution du marché mondial, le développement des secteurs improductifs, la nécessité pour le capital de s'autodétruire périodiquement comme condition d'une nouvelle phase d'accumulation, le rôle croissant de l'Etat dans l'économie (aboutissement de la tendance à la centralisation et à la concentration), comme des nouveautés - alors que Marx les avait prévus parce qu'ils sont inscrits dans les lois de développement du capitalisme dès sa naissance et parce qu'ils étaient déjà présents dans le jeune capitalisme quoique avec une extension et une importance différentes. Et pour le C.C.I. ces phénomènes prétendus nouveaux sont interprétés comme des manifestations de la décadence, «*concept à peine ébauché par Marx*» (sic!), et non pas comme l'expression du développement et du renforcement du mode de production capitaliste. Cela conduit à des contresens complets sur la nature de chacun de ces phénomènes. Par exemple le développement du totalitarisme étatique devient le signe de la faiblesse du capitalisme; il ne présente pas une plus grande soumission de l'Etat au Capital comme nous le disons, mais le contraire:

«*Ses fondements [de l'étatisme] n'ont plus leurs racines dans la lutte contre les restes de systèmes pré-capitalistes féodaux, mais dans la lutte contre les propres contradictions internes du système [cela était-il inconnu hier?]. (...) L'Etat a accru l'étendue et l'emprise de son pouvoir parce qu'il s'est avéré la seule entité capitaliste capable (...) d'assurer la cohésion des mécanismes sociaux dont les structures tendent constamment à se désagréger*» («La décadence...», p. 18). Si pour le marxisme l'existence et le renforcement de l'Etat sont bien le signe de l'existence de contradictions insurmontables au sein de la société, c'est vrai dès le début du capitalisme et non pas à la seule époque de la «décadence». Mais ce qui pointe ici le nez c'est aussi une conséquence logique de la théorie de la décadence, celle de

l'écroulement spontané du capitalisme; c'est plus apparent dans une vieille brochure où il est écrit que l'Etat «*fait tenir par la force un édifice qui de lui-même tend spontanément, et de plus en plus, à s'écrouler*» («*Décadence et crise du capitalisme*», Brochure n°1 d' «*Internationalisme*», p. 10).

La théorie de la décadence empêche de comprendre le cours réel du capitalisme et, en particulier dans le XXème siècle, la nature des périodes révolutionnaires, de crise et de contre-révolution. Puisque depuis 1914, la révolution, et seulement elle, est devenue partout et toujours à l'ordre du jour partout, c'est à dire que les conditions objectives sont partout présentes, il n'est possible d'expliquer l'absence de cette révolution qu'en ayant recours aux facteurs subjectifs: ce qui manque pour que la révolution éclate, c'est seulement la **conscience** du prolétariat.

Il y a là comme un écho déformé des positions fausses du grand Trotsky à la fin des années trente. Trotsky lui aussi pensait alors que les forces productives avaient atteint le maximum possible sous le régime capitaliste et que par conséquent toutes les conditions objectives pour la révolution étaient mûres (et qu'elles commençaient même à «*pourrir*»); le seul obstacle se trouvait donc au niveau des conditions subjectives et il consistait dans le fait que les staliniens s'étaient frauduleusement emparé de la direction du mouvement communiste: *la crise de l'humanité se résume à la crise de cette direction*. Et ce n'est pas par hasard que sur la base de cette analyse erronée, Trotsky alla jusqu'à faire l'hypothèse d'une nouvelle ère de barbarie impliquant l'abandon des perspectives marxistes si le prolétariat ne réussissait pas faire la révolution au cours ou à l'issue de la deuxième guerre mondiale. Nous verrons plus loin que le C.C.I. de même va jusqu'à dire que le capitalisme est en train de saper les bases de la révolution socialiste, risquant de plonger l'humanité dans une barbarie sans issue: la racine de l'erreur étant commune (le **subjectivisme**, qu'il soit dicté par la généreuse impatience de Trotsky ou par le scepticisme désillusionné du C.C.I.), la conclusion est identique.

Mais à la différence de Trotsky, le C.C.I. qui n'est pas passé par l'école du marxisme authentique, n'a jamais rompu avec l'idéalisme; c'est pourquoi il voit la solution dans une oeuvre de propagande et d'illumination qui repose, comme conséquence de la nouvelle période, sur le dépassement des «*tactiques du passé*» (la dégénérescence de la IIIème Internationale étant la conséquence de sa pratique de ces tactiques soi-disant d'un autre âge).

DE LA DÉCADENCE À LA DÉCOMPOSITION

Le C.C.I. affirmait que les années 80 seraient «*les années de vérité*», c'est-à-dire qu'elles seraient, sinon les années de la victoire de la révolution, du moins celles de la reprise généralisée des affrontements sociaux et de la lutte révolutionnaire. Ce pronostic découlait de son analyse, fruit de l'immédiatisme post-soixante huitard, selon laquelle le prolétariat était à l'offensive depuis 1968 et la révolution portée de la main. Devant la non réalisation de cette perspective, le C.C.I. ne se demanda pas si cette analyse était fausse et si cette fausseté ne venait pas de prémisses également erronées; il bricola au contraire une théorie ad hoc pour sauver cette analyse et toute son orientation précédente: la théorie de la décomposition. Nous

ne ferons pas non plus ici la critique en règle de cette fumeuse théorie, nous contentant de signaler ses trouvailles les plus en rupture avec le marxisme et le matérialisme.

Comme tous les révisionnistes, le C.C.I. justifie sa nouvelle théorie par des «*conditions historiques nouvelles, inédites et inattendues*», à savoir: «*la situation d'impasse momentanée de la société, de "blocage", du fait de la "neutralisation" mutuelle de ses deux classes fondamentales*» (la bourgeoisie et le prolétariat) («*La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme*», «*Revue Internationale*» n°62). Découverte véritablement inattendue en effet que cet étonnant blocage dont seul le C.C.I. s'est aperçu! Selon cette théorie saugrenue, ni la bourgeoisie, ni le prolétariat n'ont la force d'imposer leur solution, c'est-à-dire la révolution pour celui-ci et la guerre pour celle-là. Dans cette conception où tout se passe dans le domaine des idées, de la conscience, on retrouve la surestimation extraordinaire de l'état de la classe ouvrière: elle aurait eue jusqu'ici la force d'empêcher la bourgeoisie de déclencher la guerre mondiale que celle dernière voudrait déclencher (sans pourtant avoir la force de se hisser au niveau de la lutte révolutionnaire: comprenne qui pourra); et une sous-estimation tout aussi extraordinaire de la force de la bourgeoisie: incapacité de celle-ci «*d'offrir la moindre perspective pour l'ensemble de la société*», «*d'organiser quoi que ce soit en mesure de mobiliser les différentes composantes de la société y compris au sein de la classe dominante*», «*perte de contrôle toujours plus grande de la classe dominante sur son appareil économique, lequel constitue l'infrastructure de la société*», etc. («*La décomposition...*», *Ibidem.*). Et dire que c'est cette même bourgeoisie impuissante, y compris dans ses propres rangs, qui serait par contre capable de manoeuvrer comme à la parade tous les acteurs sociaux (des partis aux syndicats jusqu'aux trotskystes, aux anarchistes et aux coordinations des grévistes) au point d'organiser jusque dans les moindres détails les luttes ouvrières elles-mêmes, de 1995 à 2003!

Si cette théorie invraisemblable ne peut donner qu'une vision fantastique de la réalité sociale (ou plutôt elle est construite précisément pour **justifier** cette vision fantastique, purement idéologique), elle débouche sur une vision parfaitement **défaitiste** de l'avenir des luttes de classes et des possibilités révolutionnaires futures du prolétariat; en effet maintenant «*le temps ne travaille plus en faveur de la classe ouvrière*», «*les luttes du prolétariat dans ce système ne sont pas non plus en mesure de constituer un frein à la décomposition*», décomposition qui affecte le prolétariat lui-même («*La décomposition...*», *idem.*), le capitalisme est en train de détruire les bases mêmes de la révolution socialiste! «*Dans le contexte de la décomposition, le prolétariat pourrait être englouti sans une telle défaite frontale et sans une guerre majeure entre les puissances centrales. Il pourrait succomber à l'avancée de la barbarie dans les pays centraux, un processus d'effondrement social, économique et écologique comparable mais encore plus cauchemardesque que ce qui a déjà commencé à arriver dans des pays tels que le Rwanda ou le Congo*» («*Rapport sur la lutte de classe*», 14e Congrès du C.C.I., «*Revue Internationale*» n°107).

Contre ce cauchemar, où il crie au danger de destruction de l'humanité, le C.C.I.

estime qu'il y a encore une solution (mais il y a un mais: «*nous n'excluons pas la possibilité que nous puissions dans le futur réviser notre analyse et reconnaître qu'un changement fondamental dans ce rapport* [le prolétariat comme unique barrière au développement de la barbarie capitaliste et sa potentialité de lancer des luttes massives] *a eu lieu au détriment du prolétariat*») («Rapport...», op. cit.), la **révolution communiste**. Mais détachant celle-ci de toute base matérielle, il la transforme en un impératif moral, en un sursaut héroïque et romantique des prolétaires devenus soudainement «*conscients de la gravité des enjeux*» (sauver l'humanité); bref, en idéaliste incurable, en la plaçant dans la sphère éthérée des idées et de la conscience, il la rend inaccessible, il en fait **un simple souhait!**

Disons maintenant quelques mots de questions particulières.

QUESTION SYNDICALE ET INTERVENTION DANS LES LUTTES OUVRIÈRES

Le C.C.I. a toujours rejeté l'idée que le développement de la lutte de défense immédiate puisse et doive être «**l'école de guerre du communisme**» (Engels), la base de la reconstitution de la force du prolétariat, ce qui est nécessaire pour pouvoir passer dans une phase supérieure à l'assaut au pouvoir bourgeois; et il s'oppose à la perspective de la renaissance d'un réseau d'associations syndicales classistes comme expression de cette force et condition de la maturation de la situation en un sens révolutionnaire. Le C.C.I. reconnaît bien la nécessité pour le prolétariat de se défendre et de lutter, mais il lui prescrit de n'entrer en lutte qu'à la condition qu'immédiatement cette lutte se généralise et se mène indépendamment des organisations collaborationnistes, bref qu'elle ait d'emblée un caractère absolument classiste - au sens où il l'entend, bien sûr.

Pour le C.C.I., l'existence de l'organisation de type syndical était justifiée uniquement dans la période ascendante du capitalisme, parce qu'elle pouvait accomplir sa tâche propre qui est d'améliorer les conditions de vie des travailleurs; à cette époque, les syndicats étaient «*d'authentiques organes de classe*» simplement parce que «*l'abolition du salariat n'était pas à l'ordre du jour*» («Plateforme du C.C.I.», «R.I.» n°5, p. 13), et non parce qu'ils étaient remplis d'une vie de classe et qu'ils agissaient en parfaite indépendance des intérêts bourgeois. En quoi se résume pour le C.C.I. le processus de leur intégration des syndicats à l'Etat bourgeois? C'est encore le fruit de la décadence, du fait que le capitalisme ne peut plus accorder de réformes; donc «*confrontés à une situation historique où seule l'abolition du salariat, et donc de leur propre disparition, est à l'ordre du jour, les syndicats sont devenus, comme condition de leur propre survie, d'authentiques défenseurs du capitalisme*» (idem, p. 13). Déjà dans les années 20, les syndicats n'étaient plus des organes de classe, et l'énième «faiblesse» de l'I.C. était de refuser de les combattre et de vouloir s'en emparer.

Le syndicat est donc vu par le C.C.I. comme un racket qui, guidé par l'instinct de survie, cesse de collaborer avec les ouvriers et se met au service de l'Etat. Dans cette analyse métaphysique, la forme syndicale devient une entité a-historique dotée de ses intérêts propres qui «choisit» en quelque sorte avec quelle classe collaborer. Le syndicat n'est pas, comme pour le marxisme, une organisation qui naît en réponse

à un besoin immédiat des travailleurs et dans laquelle dès le début les révolutionnaires s'affrontent à toute sorte de liquidationnistes qui voudraient limiter son rôle aux réformes et à la collaboration de classe; son intégration n'est pas le fruit du changement de rapport des forces en leur sein et dans la société entre prolétariat luttant pour ses buts propres et bourgeoisie; et du changement d'attitude de cette même bourgeoisie qui se rend compte de l'importance que cette «courroie de transmission» au sein du prolétariat a pour elle aussi.

Non; pour le C.C.I., c'est l'organisation même de type syndical qui est périmée. A cause de «*l'impossibilité, dans la période actuelle, de maintenir en vie des organes permanents de défense véritable des intérêts économiques du prolétariat. Par conséquent, le caractère capitaliste de ces organes s'étend à toutes les nouvelles organisations qui se donnent des fonctions similaires et ceci quel que soit leur modèle organisationnel et les intentions qu'elles proclament*» (idem, p. 13).

De cet **antisindicalisme de principe** ne peut que découler une attitude **défaitiste** et de **sabotage** des efforts difficiles que la classe ouvrière entreprend actuellement pour reprendre le chemin de la lutte et de l'organisation indépendante de classe. Le C.C.I. ne méprise pas pour autant la lutte immédiate; il revendique dans celle-ci un rôle d'intervention qui «*n'est pas d'organiser la classe ouvrière*» mais de favoriser «*la généralisation de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat*» (manchette). S'apercevant de la tendance - malheureusement encore embryonnaire et contradictoire - de la classe à s'organiser, le C.C.I. après avoir dans un premier temps préconisé l'intervention dans les comités et coordinations qui tendent à surgir pour «*influencer l'évolution de la réflexion politique*» («Revue Internationale» n°21, p. 15), maintenant les dénonce et les combat sous le nom de «*syndicalisme de base*» (voir plus loin «Le CCI contre l'organisation de la classe ouvrière»).

Donc, pas de participation à l'effort d'organisation, au travail visant à préparer et à mener les luttes; le C.C.I. «*oriente l'évolution de ces organes dans une direction (réflexion et discussion politique) plutôt que dans une autre*», dont on nous dit plus loin qu'elle risque de devenir «*des jalons fixes et structurés, des échelons organisationnels dans le développement de la lutte de classe*» (idem, p. 15-16). Ceci parce que «*ce qui compte avant tout, c'est la participation active de tous les ouvriers à la lutte*» et «*ces éléments combattifs ne doivent se substituer à cette participation et mener l'organisation et la coordination de la grève à la place de leurs camarades*» (idem, p. 15). En définitive le C.C.I. n'admet comme forme d'organisation des prolétaires que l'*Assemblée générale souveraine*, où l'on débat démocratiquement et où la conscience naît de cette démocratie, en affirmant que toute forme d'organisation un peu permanente tombe inévitablement entre les mains de la bourgeoisie, quand elle n'est pas directement créée par celle-ci.

Bref: décadence, arguments du plus pur style infantile ultra-gauche, vision d'une classe ouvrière comme entité abstraite et homogène, voilà le cocktail défaitiste qui conduit le C.C.I. à dénigrer et dénoncer les luttes ouvrières.

LA QUESTION NATIONALE

Le fait d'avoir jugé à la fin des années 70 (à la Réunion Générale de novembre 1979) que le cycle des révolutions bourgeoises qui avaient secoué les continents

arriérés le long de tout le deuxième après-guerre, touchait à sa fin et que donc la voie s'ouvrait à l'affrontement direct entre le prolétariat et la bourgeoisie dans la perspective de la Révolution Proletarienne même dans ces aires-là, ce fait ne doit pas cacher l'opposition profonde qui persiste même sur le terrain de la question nationale avec le C.C.I. Ce n'est pas une simple divergence sur l'évaluation de la situation, donc une divergence de date à laquelle ce cycle se serait fermé; non, c'est toute la vision du développement de l'histoire qui continue à nous opposer.

A la base, il y a toujours la théorie de la décadence selon laquelle avec l'entrée du capitalisme dans cette phase *«au même titre que l'ensemble des rapports de production capitalistes, la nation devient un cadre trop étroit pour le développement des forces productives. Aujourd'hui, la constitution juridique d'un nouveau pays ne permet aucun réel pas en avant dans un tel développement»* («Plateforme du C.C.I.», «Revue Internationale» n°5, p.16). Comment la nation pouvait constituer une entrave dans des aires dans lesquelles elle ne s'était pas encore constituée, c'est quelque chose qui est difficile à comprendre. Quant au développement des forces productives, il suffit de regarder la dissolution subie dans ces aires-là par les vieilles formes de production patriarcales et petites-bourgeoises, dissolution souvent opérée par l'impérialisme lui-même qui de l'extérieur a ainsi inoculé le germe des contradictions entre anciennes et nouvelles formes, entre anciennes et nouvelles classes, nouvelles classes qu'il ne pouvait s'empêcher de comprimer mais qui, poussées par un terrain social en plein mouvement, ont fini par exploser et par leur victoire ont jeté les bases du développement des rapports de production modernes et par là de nouvelles et immenses armées de prolétaires, de travailleurs salariés, frères de classe du prolétariat occidental. Et ça, ce n'est pas *«un réel pas en avant»* pour le C.C.I.

Non, tout ce mouvement immense de classes et d'Etats était pour le C.C.I. dans le même texte un simple *«moment de l'affrontement constant (impérialiste) entre blocs rivaux»* dans lequel l'attitude du prolétariat doit être de *«défaitisme révolutionnaire»* (idem). Cette remarque prend tout son sel quand on sait que maintenant le CCI rejette le défaitisme révolutionnaire dans les guerres impérialistes! Il reproche à ces mouvements-là de s'être arrêtés à un horizon bourgeois, mais c'est précisément le «défaitisme» du prolétariat occidental, son indifférence (alimentée par le social-impérialisme auquel la phrase «ultra-gauche» sert souvent de paravent) envers ces luttes et envers les massacres perpétrés par l'impérialisme, qui n'a pas permis que ces mouvements plébéiens dépassent l'horizon bourgeois - qu'ils ne pouvaient pas dépasser en restant isolés - dans une stratégie planétaire qui avait été celle de l'Internationale en 1920.

Si la position du C.C.I. ne cesse pas d'être erronée même à la fin du cycle, c'est parce qu'elle repose sur une autre erreur théorique qui est celle de considérer la société comme étant divisée seulement en deux classes et déchirée seulement par leur antagonisme. Une telle position, apparemment très radicale, a une conséquence profondément défaitiste dans tous les domaines de la stratégie prolétarienne:

«L'incapacité et parfois même le refus d'évaluer comme des facteurs objectivement propices à la lutte de classe prolétarienne, à court ou à long terme, les vicissitudes et les contradictions internes de la bourgeoisie, avec leurs conséquences sur le plan également militaire - comme l'a toujours fait au contraire le marxisme sans se ranger pour autant dans le camp d'aucun des adversaires, et au contraire en

les combattant tous au même titre et sur le même terrain. De cette même position découle la tendance à voir et à décrire la scène complexe des Etats bourgeois et de leurs rapports de paix et de guerre comme un tableau plat et uniforme où on ne distingue "ni Etats oppresseurs, ni Etats opprimés", où les "petits" valent autant que les "grands", où les revers ou vice-versa les victoires politiques et militaires des seconds ont le même poids historique (ou plutôt la même absence de poids) que les revers et les victoires des premiers» («Le Prolétaire» n°307).

Pour ce qui est du refus de distinguer l'opprimé et l'opresseur, voir plus loin *«Une polémique révélatrice du C.C.I.»*.

PARTI ET CLASSE

La conception de la dynamique sociale propre au C.C.I. est assimilable au schéma que, dans la réunion de Rome en 1951, nous avons appelé *«volontariste-immédiatiste»*. *«Le prolétariat ne se lance pas aveuglément, (...) sur le mur de l'exploitation s'il n'est pas convaincu en partie que les lois économiques et sociales qui régissent cette exploitation (...) (sont) le reflet d'une réalité concrète et transitoire»* («Organisation communiste et conscience de classe», brochure C.C.I. n°3, p.21). Pour le C.C.I. donc, le prolétariat développe directement à partir de sa condition économique la conscience et ensuite la volonté et l'action. Tout autre est la vision matérialiste, marxiste, du processus qui fait suivre aux poussées économiques l'action, la volonté et puis la conscience: **la conscience suit l'action**. Ailleurs dans le même texte, nous trouvons toutefois que *«la conscience part de la lutte même du prolétariat»* (p.24) et que *«la conscience est essentiellement le fruit de l'expérience»* et dans la «Plateforme du C.C.I.» («Revue Internationale» n°5, p.20) que *«la conscience de la classe se forge à travers ses luttes»*. En effet, pour le C.C.I., conscience et action sont **de façon immédiate** l'un le produit de l'autre et vice versa. Ce qui est plus important, c'est que, exactement comme dans le schéma cité, la succession des divers moments (poussées économiques, conscience, volonté, action) est la même dans la classe, dans son organisation unitaire (les Conseils) et dans l'organisation des révolutionnaires. Ce qui veut dire, comme le C.C.I. l'affirme clairement, que *«l'organisation générale de la classe et l'organisation des révolutionnaires (le parti) participent d'un même mouvement»* («Plateforme du C.C.I.», «Revue Internationale» n°5, p.21) et le rapport qu'il y a entre les deux est un simple *«rapport de tout et de partie du tout»* (idem).

Pour le C.C.I., le mouvement de prise de conscience du prolétariat se fait de façon spontanée et n'a pas de limites; dans ce mouvement, l'organisation des révolutionnaires a seulement la spécificité de regrouper *«les éléments de la classe qui se hissent les premiers à une "intelligence nette des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien"»* (idem, p.20). Si, pour nous, la classe ne peut parvenir au-delà de la conscience trade-unioniste sans l'intervention déterminante dans son sein de son avant-garde organisée qu'est le parti, cristallisation de la conscience **historique** du prolétariat et non expression de son expérience **immédiate**, pour le C.C.I. au contraire le rôle du parti est celui de *«participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière»* (manchette). Le rôle de simple participation

découle de la vision selon laquelle ce processus (généralisation des luttes et de la conscience) s'accomplit, de toute façon, de par la simple spontanéité ouvrière.

C'est une vision métaphysique qui se fait jour là aussi; le C.C.I. admet bien que le processus de prise de conscience puisse connaître des décalages de vitesse à l'intérieur de la classe mais il est inéluctable et spontané parce que le prolétariat est la classe révolutionnaire et il le reste **dans son ensemble** même lorsqu'il n'est pas homogène, et au-delà de ces décalages.

Cette situation se prolonge après la prise du pouvoir; là aussi c'est *«la classe ouvrière dans son ensemble qui seule peut exercer le pouvoir»* («Plateforme du C.C.I.», «Revue Internationale» n°5, p.20). La forme que prendra la dictature, c'est le pouvoir des Conseils Ouvriers et le parti continuera son travail de propagande à l'intérieur des Soviets **au même titre** que les *«autres organisations prolétariennes»* comme dans une espèce de parlement ouvrier.

Pour le C.C.I. donc le parti n'est pas l'**organe** du prolétariat, sa seule expression historique et politique révolutionnaire, sans lequel la révolution ne peut triompher; il n'a pas la fonction d'organiser le prolétariat et de conquérir sa direction contre toutes les autres organisations politiques, qu'elles soient implantées ou non dans la classe ouvrière et pour révolutionnaires qu'elles se proclament, autant d'obstacles dont il faudra débarrasser le chemin de la révolution. Non, pour le C.C.I., le prolétariat peut s'exprimer dans **plusieurs** organisations révolutionnaires coexistant dans les Soviets en débattant des problèmes de la révolution.

Cette même démocratie (ouvrière naturellement) qu'ils envisagent dans la classe et dans les soviets, est la règle aussi dans la vie interne du parti. Né de la fusion de groupes hétérogènes (et voulant étendre cette méthode de regroupement au «camp révolutionnaire»), le C.C.I. ne peut que repousser l'homogénéité interne comme le fondement et, dialectiquement, comme l'objectif permanent à atteindre dans la vie d'un parti qui se fixe l'objectif titanesque de diriger la lutte ouvrière vers et dans le renversement de l'ordre établi. Sa conception de la vie interne du parti s'apparente à celle traditionnelle de la social-démocratie, où la discipline formelle n'est que l'autre face de la démocratie parlementariste, toutes deux conséquence de l'hétérogénéité interne. Il en découle inévitablement que les divergences internes et les difficultés organisationnelles, tendent à ne pas se manifester sur le plan politique qui seul permet de résoudre les problèmes, mais sur le plan formel absolument stérile des accusations de violation de la démocratie ou de la discipline, sur les attaques et les regroupements personnels.

L'ETAT ET LA PÉRIODE DE TRANSITION

La liaison avec la social-démocratie ressort ici de façon particulièrement claire. A la base, nous trouvons une fausse vision de la nature de l'Etat, dans laquelle se mélangent social-démocratie et anarchisme. Le C.C.I. part de l'affirmation marxiste selon laquelle l'Etat est l'expression de la division en classes de la société, mais il l'entend en tant qu'expression immédiate: l'Etat *«s'identifie aux rapports de production dominants»* («Projets de résolution, ensuite approuvés, sur la période de transition», «Revue Internationale» n°11, p.24); *«l'Etat est toujours l'émanation des classes exploiteuses et de la classe économiquement dominante»* («L'Etat dans la

période de transition», «Revue Internationale» n°15, p.5).

Si l'Etat est bien le comité d'administration des intérêts de la classe dominante, il ne l'est pas nécessairement et automatiquement de celle **économiquement** dominante à un moment donné! Sinon on ne comprendrait pas pourquoi la bourgeoisie, qui était déjà économiquement dominante, a été contrainte de faire la révolution et de renverser l'Etat féodal. Toute classe qui conquiert le pouvoir politique, qu'elle soit ou non déjà dominante économiquement, établit son organe étatique d'oppression des anciennes classes pour libérer le mode de production dont elle est l'incarnation des entraves qu'il rencontre. La dictature du prolétariat - l'Etat prolétarien - est précisément nécessaire après la révolution parce que la bourgeoisie qui vient de perdre le pouvoir politique conserve encore sa puissance économique: l'intervention despotique du nouvel Etat révolutionnaire dans les rapports économiques est indispensable pour démanteler ces rapports de production encore dominants, pour déraciner le capitalisme et ouvrir la voie au socialisme.

La vision fautive de l'Etat, expression uniquement des rapports de production dominants et de la classe économiquement dominante, alors que pour les marxistes il est d'abord l'expression et l'outil de la domination **politique**, entraîne la conclusion du C.C.I. selon laquelle *«dans toute société l'Etat ne peut être autre chose qu'une institution conservatrice par essence et par excellence»* («Projets de résolution...», «Revue Internationale» n°11, p.24). Comment justifier ce rôle éternellement conservateur face à la succession des dominations de classe? Par l'autonomisation de l'Etat: *«issu de la société, il se place au-dessus d'elle et tend constamment à lui devenir étranger et à se conserver lui-même»* (idem).

Comme chez les anarchistes, l'Etat perd ainsi son caractère de classe; il n'est plus l'instrument d'une classe, mais il devient ainsi une entité a-historique qui, en dehors de la société ou plutôt au-dessus, poursuit on ne sait quels intérêts propres au travers tous les changements sociaux et donc aussi dans le passage du capitalisme au communisme. Pour le C.C.I., l'Etat ne cessera pas dans cette période de vouloir préserver ses propres intérêts, et même si la révolution le détruira, il resurgira du sous-sol de la société encore divisée en classes pour défendre les anciens rapports de production encore dominants.

Le marxisme n'a jamais affirmé que les anciennes classes ne s'accrocheraient pas et ne résisteraient pas en essayant de s'organiser: le «dualisme de pouvoir» qui marque certains moments cruciaux de la lutte révolutionnaire en est une expression. Le C.C.I., lui, envisage d'institutionnaliser le dualisme des pouvoirs et il échafaude un schéma abstrait des rapports entre les classes qui tombe dans l'interclassisme le plus plat.

Selon cette conception, le prolétariat prenant le pouvoir instaure sa dictature dont l'organe est les Soviets. Dans tout ce processus, le parti est une formation politique parmi d'autres et n'a pas une fonction dirigeante. *«Toutes les formations politiques qui se situent dans le cadre de la reconnaissance de l'autonomie de la classe par rapport aux autres classes et son pouvoir illimité à l'hégémonie dans la société, doivent avoir la pleine liberté d'action et de propagande au sein de la classe et de la société»* («L'Etat dans la période de transition», «Revue Internationale» n°15, p.10). Non content d'ouvrir la porte de la démocratie à la pénétration de l'idéologie bourgeoise à l'intérieur de la dictature prolétarienne, le C.C.I. va ainsi jusqu'à

préconiser le pluralisme et la démocratie à l'intérieur de la société toute entière. Alors que le marxisme proclame hautement que le contenu de la dictature du prolétariat sera d'interdire le droit d'organisation et d'action politique à toutes les autres classes, le C.C.I., lui, proclame qu' «*il serait un pur non sens et hautement préjudiciable et d'ailleurs impossible d'exclure les grandes masses des classes non prolétariennes mais non exploiteuses de la vie politique et sociale*» (idem, p.11); voilà l'interclassisme et avec lui le «*maximum de démocratie, c'est à dire de liberté d'opinion, de critique et d'expression*» (idem).

Le C.C.I. qui ne voit depuis 1914 que la révolution purement prolétarienne partout, préconise la participation - justifiée seulement dans une révolution double - d'autres classes à la gestion et à la vie politique de la société: et selon la bonne vieille dénaturation gramsciste, la dictature se transforme en une simple «*hégémonie*» (idem). En effet, «*le prolétariat garde sa pleine et entière liberté par rapport à l'Etat. Sous aucun prétexte, le prolétariat ne saurait reconnaître la primauté de décision des organes de l'Etat sur celle de son organisation de classe: les conseils ouvriers*» (idem, p.13) et donc «*la dictature du prolétariat ne s'exerce pas dans l'Etat, ni au travers de l'Etat, mais sur l'Etat*» («Projets de résolution...», «Revue Internationale» n°11, p.25). Si ça peut servir à rassurer quelqu'un, le prolétariat est quand même le dictateur et en plus «*il conserve son armement en dehors de tout contrôle de l'Etat*» («L'Etat dans la période de transition», «Revue Internationale» n°15, p.13); mais vous n'allez pas vous imaginer que lui, si démocratique, après avoir accordé le droit de propagande, organisation et participation aux autres classes, va les priver des armes. Le prolétariat conservera ses armes, oui, mais à côté il y aura «*une armée régulière avec une incorporation non seulement des ouvriers mais de l'ensemble de la population*» (idem, p.11)! Nous avons donc après la révolution, dans cette curieuse dictature du prolétariat, deux forces armées qui se font face: l'armée du prolétariat et l'armée interclassiste de l'Etat dont on nous a expliqué que, force conservatrice par excellence, il est l'expression des rapports de production encore dominants, c'est-à-dire des rapports bourgeois: c'est la recette assurée du massacre.

En réalité le C.C.I. essaye avec ce schéma absurde de répondre à un problème que jamais les marxistes n'ont négligé et sur lequel nous-mêmes avons attiré l'attention à propos de la dégénérescence de la Révolution russe. Il est effectivement possible qu'à la suite du piétinement de la révolution ou de son isolement, l'Etat, organe du prolétariat ayant conquis le pouvoir dans un cadre géographique donné, puisse dégénérer et devenir non pas le bastion avancé du prolétariat mondial mais le gérant d'intérêts nationaux en contradiction avec ceux du prolétariat mondial, comme cela arrivé en Russie. Cela veut dire tout simplement que le prolétariat victorieux dans un pays isolé ou un petit groupe de pays, à plus forte raison s'il s'agit de pays peu développés où il n'est qu'une minorité et où il est obligé pour résister à la pression de la bourgeoisie mondiale de faire des concessions aux classes petites-bourgeoises intérieures, court le risque de voir son propre pouvoir dégénérer et lui échapper - et non que la forme métaphysique de l'Etat est en soi l'ennemi à combattre..

Contre ce danger de dégénérescence du pouvoir prolétarien il ne peut exister aucune garantie constitutionnelle: la seule «garantie» est l'extension puis victoire de la révolution internationale. Mais si les marxistes ont affirmé que le pouvoir

prolétarien peut résister dans l'isolement d'autant mieux et d'autant plus longtemps qu'il réussit à barrer la route à toute influence des intérêts des autres classes dans cet Etat, le C.C.I. à l'inverse cède carrément celui-ci aux autres classes et finit par dissoudre le prolétariat dedans!

*

Déniant au prolétariat le droit de s'organiser pour mener la lutte quotidienne et immédiate de résistance au capitalisme (et condamnant les moyens classistes de lutte trop autoritaires), le privant de son organe politique indispensable pour se diriger dans la lutte des classes, la révolution et la dictature - le parti - en réduisant ce dernier à un rôle subalterne de conseiller et d'éclairer des consciences (et condamnant le recours à des moyens trop violents), lui refusant de constituer son propre Etat révolutionnaire indispensable après la prise du pouvoir pour contenir les classes anciennement dominantes et transformer les rapports économiques (et condamnant les mesures non démocratiques), le C.C.I. propose en fait au prolétariat une voie qui va à **contre-courant** de celle que celui-ci doit suivre pour s'émanciper, et qui a été indiquée par le marxisme.

Les articles qui suivent en font la démonstration.

(1) Pour éclaircir brièvement l'attitude de Bordiga sur la question de la constitution du parti, on peut citer sa lettre à Vercesi du 26 décembre 1945. Après avoir pris connaissance des rapports présentés à une réunion syndicale internationale, il écrit: «*Ç'aurait dû être une occasion de rencontre et d'affirmation du refus des méthodes employées par les socialo-communistes durant toute la période traversée jusqu'ici, en même temps que de réaffirmation des traditions de la gauche*», alors que «*l'élaboration positive d'une directive de travail est prématurée dans la phase de gestation actuelle*». Mais il n'en déduit pas que le parti ne se constitue qu'en présence d'une nouvelle vague révolutionnaire. **Au contraire**, il considère que la tentative faite l'année précédente avec la rédaction par lui de la *Plateforme de la Gauche*, et qui restera «*sans résultats positifs*» parce que «*les conditions pour la constitution dès maintenant du parti ne sont pas cristallisées*» (conditions qui ne sont pas de maturité de la situation objective, mais de maturité **interne** de réorientation politico-programmatique), cette tentative «*doit être répétée suivant les mêmes critères dialectico-marxistes que j'ai opposés aux méridionaux il y a un an, et ce n'est qu'après qu'on saura si le parti au sens historique et non purement formaliste peut renaître*».

Cette lettre explique le sens du travail de clarification qui était mené au sein du Partito Comunista Internazionalista et qui aboutira, avec la scission de 1952, à la constitution du parti sur des bases théoriques et programmatiques solides et homogènes. Les conditions pour la constitution du parti étaient alors «cristallisées», sans que la reprise (inexistante) de la lutte de classe et encore moins de la lutte révolutionnaire, y soit pour rien.

A propos de Cronstadt
**VIOLENCE, TERREUR, DICTATURE, ARMES
INDISPENSABLES DU POUVOIR
PROLÉTARIEN**

(«le prolétaire», n° 458, juillet-août-septembre 2001 et
«le prolétaire», n°459, octobre-novembre 2001)

Il y a 80 ans le pouvoir bolchevik en Russie devait faire face à l'insurrection des soldats et marins de Cronstadt, ville forteresse et port d'attache de la flotte de la Baltique, qui commandait militairement l'accès à Petrograd. Au bout d'une semaine de tentatives de règlement pacifique du conflit, il ne restait d'autre alternative aux bolcheviks qu'une périlleuse attaque militaire avant que la fonte des glaces rende l'île imprenable et permette la venue de navires de guerre impérialistes au secours des insurgés: la menace était mortelle et c'est en toute conscience que les dirigeants du parti, y compris ceux de la dite «opposition ouvrière», décidèrent de l'emploi de la force militaire si des négociations ne pouvaient aboutir à la fin de l'insurrection. Par la suite cette répression de Cronstadt fut dénoncée par les démocrates et les anarchistes non seulement comme la manifestation de la tyrannie sanglante du pouvoir bolchevik et la preuve que le stalinisme, avec son cortège de massacres et de répressions bestiales, était le continuateur du bolchevisme, mais aussi la démonstration que le caractère «autoritaire» et «anti-démocratique» du marxisme débouche inévitablement sur une dictature **contre** la classe ouvrière et le «peuple» en général. Cette thèse éculée reste un argument courant des anarchistes contre les marxistes; elle est en outre répandue avec toute la puissance des organes de propagande bourgeoise (voir le fameux «Livre noir du communisme» diffusé à des centaines de milliers d'exemplaires de par le monde).

Le 80e anniversaire de ces événements nous a donné de nouvelles preuves que la position prise par les organisations politiques qui s'affirment révolutionnaires sur ces événements peut **servir à juger de la réalité de leur fidélité aux positions marxistes**. Les «trôtskystes» de la LCR comme les «internationalistes» du CCI, en condamnant l'attitude des bolcheviks à Cronstadt avec les mêmes arguments démocratiques et libertaires, démontrent qu'ils ne comprennent pas, qu'ils s'opposent à la nécessité vitale pour le pouvoir révolutionnaire d'utiliser les armes de la **dictature**, de la **violence** et de la **terreur** dans le combat à mort qu'il livre à la contre-révolution.

(Nous ne reprenons dans cette brochure que la partie de l'article consacrée à la critique du CCI - NdIR).

**LE CCI:
QUE LA RÉVOLUTION AURAIT ÉTÉ BELLE
SIELLES'ÉTAIT LAISSÉE ÉCRASER!**

De son côté le CCI a publié sur «Révolution Internationale» deux articles traitant de ce thème: «La répression de Kronstadt en mars 1921, une erreur tragique du mouvement ouvrier» et «Contre les thèses anarchistes, les leçons tirées par la Gauche communiste» et deux autres dans sa «Revue Internationale»: «Comprendre la défaite de la révolution russe, 2. 1921: le prolétariat et l'Etat de transition» et «Comprendre Kronstadt» (1).

Même s'il prétend combattre les positions anarchistes, le CCI démontre une nouvelle fois qu'il est cent fois plus proche des conceptions libertaires que de la conception marxiste: c'est pourquoi sa critique des thèses anarchistes ne peut être que **superficielle**. D'ailleurs «Révolution Internationale» affirme d'emblée que: «*Il ne fait aucun doute que de nombreux anarchistes avaient raison dans leurs critiques envers la Tcheka (la police politique du parti) et l'écrasement de Kronstadt.*»

Après avoir ainsi donné raison sur l'essentiel de la question à de «nombreux anarchistes» - en laissant cavalièrement de côté ceux qui, comme les anarchistes italiens refusèrent de prendre fait et cause pour les insurgés: peut-être étaient-ils trop contaminés par le marxisme? (2) - «R.I.» leur reproche de n'offrir «*aucun cadre pour comprendre la signification historique de tels événements*»; en effet l'anarchiste Voline écrit dans son livre «La révolution inconnue»: «*(...) Cronstadt est un phare lumineux qui éclaire la bonne route. (...) Une fois l'entière liberté de discussion, d'organisation et d'action définitivement acquise par les masses laborieuses elles-mêmes, une fois le vrai chemin de l'activité populaire indépendante entrepris, le reste viendra s'enchaîner obligatoirement, automatiquement*» (3).

Après avoir cité ce passage bien typique des conceptions interclassistes, démocratiques et spontanéistes des anarchistes, tout ce que «R.I.» trouve à lui reprocher, c'est que «*même si la révolte s'était étendue à toute la Russie, même si Kronstadt avait gagné*», le problème crucial de l'isolement international n'aurait pas été résolu. Il y a là, ajoute doctement le journal, une «*sous-estimation des difficultés et de la nécessité de l'extension rapide du processus révolutionnaire*» qui est «*un véritable poison pour la conscience du prolétariat qui lui masque le premier des enseignements de Kronstadt, à savoir que toute révolution qui reste isolée dans un seul pays est irrémédiablement vouée à l'échec*». Le problème de l'extension de la révolution est sans aucun doute crucial. Mais «R.I.» se garde bien de répondre à la question de savoir quelle était la meilleure alternative non seulement pour le prolétariat et la révolution russes, mais même pour la révolution internationale: l'extension et la victoire de la révolte ou la victoire du pouvoir bolchevik? Dans la **lutte armée** qui opposa les insurgés de Cronstadt et les volontaires de Toukhatchevsky, de quel côté se place le CCI?

La thèse centrale de Voline, résumée quelques lignes au-dessus du texte cité,

est que Cronstadt était le premier pas vers la troisième révolution, vers la véritable révolution sociale, alors que les bolcheviks, marxistes autoritaires indémodables, étaient des oppresseurs embourbés «dans une action anti-révolutionnaire et antisociale». Si on veut combattre les positions anarchistes, c'est cette thèse-là qu'il faut discuter et réfuter, en raison surtout de toute la propagande bourgeoise anticommuniste qui s'appuie sur les atrocités stalinienne pour disqualifier les bolcheviks, le marxisme, la révolution. Or, de cette thèse centrale, l'article censé démolir les thèses anarchistes, ne dit rien. Nous allons voir que ce n'est pas le fait du hasard si le CCI n'arrive pas à faire la critique de l'anarchisme et s'il ne répond pas ouvertement aux questions ci-dessus.

LES FAUSSES LEÇONS DU CCI

Selon le CCI les véritables leçons de Cronstadt ont été tirées par la «Gauche communiste» et il accuse même «le courant bordiguiste» de passer «par dessus la tradition à laquelle il prétend appartenir». Pour preuve, tout en reconnaissant avec regret que ces militants n'aient «pas encore (sic!) rejeté la formule de "dictature du parti"», il produit un passage d'un article d'«Octobre» n°2 de 1938 où il est écrit:

«Des circonstances se produisent où un secteur prolétarien - et nous concédons même qu'il ait été la proie inconsciente de manoeuvres ennemies - passe à la lutte contre l'Etat prolétarien. Comment faire face à cette situation? En partant de la question principale que ce n'est pas par la force et la violence qu'on impose le socialisme au prolétariat. Il valait mieux perdre Cronstadt que de le garder au point de vue géographique alors que substantiellement cette victoire ne pouvait avoir qu'un seul résultat: celui d'altérer les bases mêmes, la substance de l'action menée par le prolétariat» (4).

Nous nions absolument que cette position fasse partie de notre «tradition»: elle fait partie des positions erronées, en **rupture** avec les authentiques positions marxistes de la Gauche communiste, qui sous la pression des difficultés d'une situation extrêmement défavorable, se sont peu à peu fait jour au sein de la «Fraction»; le CCI s'est jeté sur les faiblesses et les reculs des militants de notre courant dans l'émigration et il les présente comme des avancées et des acquis. Les insurgés de Cronstadt réclamaient sur le plan politique «les soviets sans les bolcheviks», c'est-à-dire le renversement du gouvernement bolchevik et le retour des partis qui dominaient avant la révolution dans les soviets (et qui avaient combattu la révolution). Milioukov, le chef de la contre-révolution bourgeoise, déclara soutenir cette insurrection et ce mot d'ordre: les bourgeois sérieux comprenaient parfaitement que ce qui était vraiment en jeu à Cronstadt au-delà des illusions et des discours, c'était le sort même de la révolution d'Octobre (11). La perte de l'île forteresse aurait signifié la perte de Petrograd et une menace mortelle sur Moscou et ce qui serait resté de la Russie révolutionnaire. Bien autre chose qu'une perte purement géographique d'une portion de territoire! Dans ces conditions affirmer que le respect des principes est plus important que la perte de Cronstadt, que la perte de la révolution, revient à reconnaître que **ces principes ne sont pas révolutionnaires**.

Ces principes, tels que le CCI - et non la «Gauche communiste» - les a imaginés, sont les suivants: - Pas de rapport de violence au sein de la classe ouvrière. - La

dictature du prolétariat n'est pas celle d'un parti. - La dictature du prolétariat n'est pas l'Etat.

Expression de l'incorrigible confusion théorique de leurs auteurs, ces «principes» sont le reflet de l'horreur libertaire envers les incontournables nécessités de la lutte de classe poussée jusqu'à sa phase extrême, jusqu'à la révolution et la guerre civile. Si par malheur ces principes et les organisations et partis qui les respectent étaient encore influents aux moments décisifs, cela ne pourrait conduire qu'à l'échec de la révolution ou à la chute du pouvoir prolétarien. Voyons un peu.

Les rapports de violence au sein de la classe ouvrière ne sont pas une invention des bolcheviks ou des «bordiguistes». De façon plus ou moins ouverte selon les situations ils existent, que les rédacteurs du CCI le veuillent ou non, en s'exerçant **contre** les prolétaires d'avant-garde tant que la classe bourgeoise reste la classe dominante, tant que le mode de production capitaliste qui place les prolétaires dans un rapport de soumission, n'est pas supprimé. La bourgeoisie combat les révolutionnaires en lançant contre eux ses esclaves salariés, en mobilisant des prolétaires politiquement inconscients, poussés par le besoin de se nourrir et de nourrir leur famille. Lors de la guerre civile, les blancs avaient organisé un détachement de volontaires ouvriers de l'Oural qui combattaient l'armée rouge.

Le prolétariat ne peut se constituer en classe et donc ensuite, après la révolution, en classe dominante - pour reprendre l'expression marxiste - qu'à l'issue d'une **lutte politique tenace en son sein** contre les influences bourgeoises portées par différentes institutions, organisations et partis prétendant «ouvriers», lutte qui ne peut pas ne pas comporter des épisodes d'affrontements et de violence. Il faut en avoir clairement conscience et en avertir les prolétaires d'avant-garde au lieu de les endormir par des jérémiades kautskystes contre la violence dans le prolétariat qui en détruirait l'unité, la solidarité, la cohésion et engendrerait la démoralisation, le désespoir. C'est au contraire la renonciation, **par principe**, à utiliser la violence y compris contre des prolétaires que la bourgeoisie utilise contre la révolution ou la lutte de classe - que ce soit pour briser une grève, pour faire échec à la lutte révolutionnaire ou pour ébranler le pouvoir prolétarien - qui **désarme** littéralement le prolétariat, le démoralise et le voue à la défaite.

Il est faux d'écrire que c'est l'utilisation de la violence et la répression de l'insurrection armée de Cronstadt qui «a constitué un affaiblissement du bastion prolétarien» et a hâté «la dégénérescence de la révolution». Cronstadt et les insurrections paysannes de cette période, ont montré aux bolcheviks que l'alliance avec la paysannerie qui avait permis la victoire de la **révolution double** (antiféodale et antibourgeoise, paysanne et prolétarienne), était sur le point de se rompre. Pour ne pas succomber, il fallait reculer, abandonner le dit «communisme de guerre», faire des concessions à la paysannerie, rétablir la liberté de commerce, s'efforcer de contrôler le développement du capitalisme qui en était la conséquence - en attendant l'éclatement de la révolution socialiste dans les pays capitalistes développés d'Europe occidentale qui était la **clé de tous les problèmes**.

Ce qui posait des problèmes particulièrement difficiles, c'était que le pouvoir prolétarien, confiné à la seule Russie, était obligé de composer avec la majorité paysanne de la population dont les aspirations et les intérêts de classe étaient étrangers au socialisme. Tant qu'il s'était agi de renverser le tsarisme, de liquider

les survivances féodales, d'empêcher le retour des grands propriétaires, l'alliance avec la paysannerie avait tenu bon, en dépit de toutes les inévitables et dramatiques oscillations des diverses couches au cours des épisodes de la guerre civile. Mais dès que la menace des blancs s'estompait, les paysans, qu'ils soient à la ferme ou sous l'uniforme, montraient leur impatience, qui se transformait souvent en hostilité, envers les contraintes que faisaient peser sur eux les prolétaires des villes, leur parti et leur gouvernement. S'il ne voulait pas être submergé, le «bastion prolétarien», tout en faisant à l'extérieur tous ses efforts pour tenter d'accélérer la maturation de la révolution socialiste internationale, ne pouvait pas ne pas réprimer les insurrections à base paysanne et petite-bourgeoise. Mais les bolcheviks étaient parfaitement conscients que la solution ne pouvait être militaire, ne serait-ce que parce que les paysans étaient majoritaires dans l'Armée Rouge! Il ne leur était jamais venu à l'esprit d'imposer par la violence le socialisme aux dizaines de millions de moujiks qui ne pouvaient aller que vers le capitalisme: une telle absurde tentative n'aurait pu se conclure que par la révolte généralisée de la paysannerie et le renversement du pouvoir prolétarien.

Si la révolution socialiste avait vaincu dans l'Occident capitaliste, le transfert massif de moyens de production aurait pu permettre de **brûler les étapes** de l'évolution économique de la Russie arriérée, mais la transition au socialisme n'aurait pu malgré tout y être ni immédiate ni très rapide.

A fortiori l'absence ou le retard de cette révolution plaçait le pouvoir prolétarien dans une situation critique, en le condamnant à de périlleux compromis avec les classes paysannes et petites bourgeoises, en le laissant face à cet océan de la petite production qui créait à chaque instant le capitalisme, pour reprendre la formule frappante de Lénine. Voilà la cause objective véritable de l'affaiblissement du pouvoir prolétarien, de sa dégénérescence, de son involution jusqu'à sa disparition totale: l'obligation de gérer le développement capitaliste en espérant pouvoir l'orienter en direction de la grande production d'Etat afin d'en garder le contrôle.. En dépit des dangers de l'entreprise, Lénine était convaincu qu'il était possible de tenir vingt ans, temps suffisant pour que mûrissent les révolutions prolétariennes en Occident, pourvu que de bons rapports soient maintenus avec la paysannerie - sinon c'était un demi-siècle de souffrances sous la terreur blanche. On sait ce qu'il advint: le pouvoir prolétarien ne fut pas renversé par la rupture de l'alliance avec la paysannerie, mais de l'intérieur, par le développement du capitalisme qui s'émancipa de tous les contrôles, s'assujettit l'Etat, le parti, toutes les institutions soviétiques.

Incapables de comprendre la portée de ce drame historique, incapables de discerner les grandes forces économiques et sociales à l'oeuvre, incapables de s'apercevoir de la situation particulière dans laquelle se trouvait la révolution russe, les trotskystes, les libertaires de tout poil, le CCI y compris, n'ont pu et ne peuvent proposer que des petites recettes impuissantes, à base de règlements constitutionnels et juridiques, de démocratie, qu'ils voudraient voir appliquer de manière générale, dans toutes les révolutions prolétariennes! Comme antidotes au risque de contre-révolution, ils prescrivent moins d'Etat, moins de parti, moins de violence, plus de démocratie, plus de démocratie ouvrière dans la société et dans le parti!

Selon le marxisme de telles recettes équivalent à une **autolimitation** de la force prolétarienne, à un **affaiblissement** du prolétariat et de son pouvoir au moment où

la lutte entre les classes est la plus acharnée: autant dire qu'elles ne peuvent donc que faire le jeu de la contre-révolution, indépendamment des intentions de leurs auteurs.

PARTI ET ETAT DE CLASSE, FORMES ESSENTIELLES DE LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

Dans un texte de parti datant de 1957, Amadeo Bordiga écrivait, après avoir rappelé que dans le Manifeste des Communistes se trouve «la sèche définition de l'Etat de classe: **le prolétariat lui-même organisé comme classe dominante**»:

«Donc le parti et l'Etat se trouvent au centre de la vision marxiste: c'est à prendre ou à laisser. Chercher la classe en dehors de son parti et de son Etat est une tentative vaine; l'en priver signifie tourner le dos au communisme et à la révolution.

*Les "modernisateurs" du marxisme considèrent cette tentative insensée comme une découverte originale qui daterait du second après-guerre [le CCI n'existant pas encore, Bordiga ignorait que cette découverte datait d'avant-guerre et appartenait à la tradition bordiguiste! -NdIR]: ils ignorent qu'elle avait déjà été faite avant le **Manifeste**, et repoussée dans le formidable pamphlet de Marx contre Proudhon, **Misère de la philosophie**. (...) On trouve à la fin la phrase fameuse: ne dites pas que le mouvement social n'est pas un mouvement politique, qui conduit à la thèse sans équivoque que nous défendons: nous n'entendons pas par politique la lutte pacifique d'opinions, ou pis, une discussion constitutionnelle, mais un "heur au corps à corps", la "révolution totale", et enfin, pour reprendre les paroles de Georges Sand: "le combat ou la mort".*

*(...) Nous ne faisons aucune réserve, nous ne mettons aucune limite même secondaires, au plein emploi des armes du **parti** et de l'**Etat** dans la révolution ouvrière; pour liquider tout scrupule hypocrite et étayer encore notre position, nous ajoutons qu'une seule organisation est en mesure d'opposer un remède efficace et radical aux manifestations **individuelles** inévitables de la pathologie psychologique que prolétaires et militants communistes auront héritées, non de leur **nature** d'hommes mais de la société capitaliste et de son horrible idéologie et mythologie d'individualisme et de "dignité de la personne humaine". Cette organisation, c'est justement le parti politique communiste aussi bien dans l'exercice de la dictature de classe qui lui revient intégralement, qu'au cours de la lutte révolutionnaire. Les autres organes qui voudraient se substituer à lui doivent être écartés non seulement en raison de leur impuissance révolutionnaire, mais parce qu'ils sont cent fois plus accessibles aux influences dissolvantes de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie» (12).*

Le CCI, lui, met toutes les limites possibles à l'utilisation des armes parti et Etat: «sous peine d'ouvrir immédiatement un cours de dégénérescence», à aucun moment la classe ne doit tolérer la «délégation du pouvoir à un parti»; «à aucun moment, la vigilance du prolétariat vis-à-vis de l'appareil d'Etat ne peut se relâcher», cet appareil d'Etat étant défini dans l'article de «R.I.» comme étant «les soviets territoriaux, émanation de toutes les couches non exploiteuses», tandis que «les organes spécifiques de la classe ouvrière» seraient «les assemblées d'usine et conseils

ouvriers»

Selon nous les Soviétiques, en tant qu'organes territoriaux réunissant des prolétaires de différentes usines et de différentes corporations, qui brisent donc explicitement les différences et divisions créées dans la classe par l'organisation capitaliste, sont d'un point de vue politique supérieurs aux soviétiques et organisations spécifiquement d'**usine** qui ne dépassent pas les limites d'entreprise: c'est pourquoi tous les courants non marxistes, ouvriéristes, libertaires ou ordinovistes, ont toujours préféré ce dernier type d'organisations.

Mais en outre, dans cette revue des organisations du prolétariat, où est passé le parti? «R.I.» se souvient tout à coup, à contrecœur, que «*le marxisme défend la formation d'un parti politique prolétarien (sic!), appelle à la centralisation des forces du prolétariat et reconnaît l'inévitabilité (resic!) de l'Etat de la période de transition vers le communisme*»; mais quel rôle doit avoir ce parti?

Ecoutez bien: «*(...) quand l'Etat se dresse contre la classe ouvrière comme ce fut le cas à Kronstadt (sic!), le rôle du parti, en tant qu'émanation et avant-garde du prolétariat, n'est pas de défendre l'Etat contre la classe ouvrière, mais de mener le combat aux côtés de celle-ci contre l'Etat*»!!

Donc les bolcheviks auraient dû lutter aux côtés des insurgés (qui ne sont plus des insurgés puisque c'est l'Etat qui s'est dressé contre eux!) - et, à propos, où étaient à Kronstadt les assemblées d'usine et les conseils ouvriers, ces fameux organes spécifiques de la classe ouvrière? - pour chasser les bolcheviks des soviétiques (organes de l'appareil d'Etat)!!! Cette absurdité a sa logique, si l'on peut dire. Se fiant aveuglément aux sources anarchistes (mais allant même parfois plus loin que ces derniers), le CCI affirme sans hésiter que les insurgés étaient des **ouvriers** (et non plus des soldats et marins, majoritairement d'origine paysanne), que malgré les confusions «*leurs revendications reflétaient aussi les intérêts du prolétariat face aux terribles conditions d'existence, à l'oppression croissante de la bureaucratie étatique et à la perte de son pouvoir politique avec l'atrophie des conseils*» et que «*la classe ouvrière de toute la Russie (...) se reconnaissait entièrement dans le programme des insurgés et soutenait pleinement la révolte*»!

En réalité les insurgés de Kronstadt représentaient si peu les intérêts du prolétariat, ils étaient si peu soutenus par toute la classe ouvrière de Russie, que leurs délégations aux usines de Petrograd, où régnait pourtant un vif mécontentement en raison de la faim, des terribles conditions de vie et de travail, ne rencontrèrent pratiquement aucun écho; et qu'à la réunion du soviétique du 4 mars, élargie aux comités d'usine, organisations de jeunesse, etc., leurs positions furent battues par la motion du parti bolchevik demandant la reddition des mutins. N'en déplaise au CCI, les faits confirment entièrement ce qu'écrivait Trotsky: «*Si on ne se laisse pas abuser par des mots d'ordre pompeux, de fausses étiquettes, etc., le soulèvement de Kronstadt n'apparaît que comme une réaction armée de la petite bourgeoisie contre les difficultés de la réaction socialiste et la rigueur de la dictature prolétarienne. (...) Du point de vue de classe, lequel - sans offenser messieurs les éclectiques - demeure le critère fondamental, non seulement pour la politique, mais aussi pour l'histoire, il est extrêmement important de comparer le comportement de Kronstadt à celui de Petrograd dans ces journées critiques. (...) Le soulèvement de Kronstadt n'a pas attiré, mais repoussé les ouvriers de Petrograd. La démarcation s'opéra selon la ligne*

des classes. Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Kronstadt se trouvaient de l'autre côté de la barricade, et ils soutinrent le pouvoir soviétique. L'isolement politique de Kronstadt fut la cause de son manque d'assurance interne et de sa défaite militaire» (13).

Mais il y a plus grave. Si le CCI croit un mot de ce qu'il écrit, il doit aller jusqu'au bout: appeler un chat un chat, Lénine et Trotsky des contre-révolutionnaires qui ont ravi à la classe ouvrière le pouvoir, et proclamer la légitimité de l'insurrection et de la guerre civile contre le gouvernement bolchevique. Il se retrouverait alors avec les plus extrémistes des anarchistes, contre tout le **mouvement communiste** de l'époque, toutes tendances confondues, y compris les tendances «ultra-gauches» les plus déviantes du marxisme. Position un peu embarrassante que le CCI n'a pas l'estomac d'assumer... Il se contente donc de se lamenter de «*l'erreur tragique*» de «*tout le mouvement ouvrier*» («oubliant» que toute une partie du «mouvement ouvrier» avait pris fait cause pour les insurgés: les mencheviks, les Socialistes Révolutionnaires, toute la IIe Internationale social-démocrate, bref toute cette partie du mouvement ouvrier vendue à la bourgeoisie dont les insurgés demandaient le retour), et de reprocher au parti bolchevik d'avoir «*choisi la mauvaise voie*». La bonne voie, cela aurait été pour les bolcheviks, non de «*tenter de rester à la tête de la machine*» étatique, mais d'«*aller dans l'opposition, prendre leur place aux côtés des ouvriers, défendre leurs intérêts immédiats et les aider à regrouper leurs forces en préparation d'un renouveau possible de la révolution internationale*». C'est-à-dire abandonner sportivement le pouvoir, avec le vague espoir que les bourgeois et les gardes blancs, tout aussi *fair play*, les laisserait démocratiquement défendre les intérêts immédiats des ouvriers en attendant des jours meilleurs. «*Si les généraux blancs étaient revenus au pouvoir, alors au moins la question aurait été claire, comme ce fut le cas dans la Commune de Paris où le monde entier a vu que les capitalistes avaient gagné et les ouvriers perdu*», se laisse aller à écrire le CCI, irrémédiablement empêtré au milieu de ses tentatives confuses de **comprendre** ce qui s'est passé. En un mot: que la révolution aurait été belle si elle s'était laissée gentiment écraser!

La lutte historique du prolétariat est dirigée vers un seul but, la réalisation du socialisme, la société sans classes, qui nécessite préalablement le renversement de la bourgeoisie, la prise du pouvoir, l'instauration de sa dictature. Cette prise du pouvoir ne peut être simultanée dans tous les pays, ce qui implique la possibilité d'un isolement momentané d'un pouvoir prolétarien, contraint d'attendre la victoire dans les autres pays. La tâche des révolutionnaires est de conserver le plus longtemps possible ce pouvoir dont la conquête a coûté tant de sang et de sacrifices en tout genre à la classe prolétarienne, et qui constitue le point d'appui le plus puissant à la diffusion de la révolution internationale. De le conserver à tout pris, de se faire tuer sur place plutôt que de l'abandonner et de le rendre à la classe ennemie. C'est bien ce qu'ont fait les bolcheviks dans les pires difficultés de la guerre civile; c'est bien ce qu'ont fait encore plus tard les meilleurs d'entre eux qui ont péri dans les geôles et les camps staliniens plutôt que de «capituler».

L'alternative proposée par le CCI, l'**abandon volontaire du pouvoir**, aurait signifié une honteuse reddition de la part des bolcheviks qui aurait eu des conséquences désastreuses non seulement en Russie mais dans le monde entier; cela aurait entraîné la perte de l'Internationale Communiste qui, tout aussi

imparfaite qu'elle était, constituait la plus haute conquête de la révolution d'Octobre, le point le plus élevé atteint par le prolétariat international dans son effort séculaire, toujours détruit mais toujours renaissant jusqu'à la future victoire finale, pour se constituer en classe et donc en parti.

Mais - pourrait rétorquer le CCI - de toutes façons la situation était sans issue, quelques années plus tard les bolcheviks restés fidèles aux positions révolutionnaires allaient être massacrés, l'Internationale Communiste et tous ses partis, l'Etat soviétique allaient passer aux mains de la contre-révolution; s'ils avaient abandonné avant, s'ils avaient laissé les bourgeois et les généraux blancs revenir, les choses seraient tout de même plus claires et plus faciles pour nous! Rien n'est moins sûr. Un abandon sans combat du pouvoir aurait été une telle faillite complète de ceux qui représentaient le retour au marxisme authentique, une telle reconnaissance implicite par eux de la justesse des positions social-démocrates anti-révolutionnaires qui affirmaient sentencieusement qu'il ne fallait pas prendre le pouvoir, que les difficultés pour resurgir de la contre-révolution et renouer avec le marxisme, auraient été **encore plus grandes**. Des révolutionnaires, des marxistes qui renoncent parce que les difficultés paraissent trop grandes, sont indignes de ce nom: Marx, Lénine et Bordiga ont flétri ceux qui ne savaient, après une défaite, que conseiller: *«il n'aurait pas fallu prendre les armes!»* (Plekhanov après la défaite de 1905) ou *«Les parisiens auraient mieux fait de rester couchés!»* (Bernstein, après le massacre des communards). La défaite finale des bolcheviks n'a pas été causée par leurs efforts pour sauver le pouvoir prolétarien, par l'utilisation de la violence pour réprimer les insurrections de secteurs périphériques à la classe ouvrière, ou même d'éléments ouvriers manipulés par la contre-révolution, comme le prétendent jusqu'à l'écoeurement tous les libertaires; mais par l'épuisement dans la lutte acharnée pour résister le plus longtemps possible en attendant la révolution prolétarienne mondiale: les bolcheviks et les prolétaires russes ont donné tout ce qu'ils ont pu dans cette lutte titanesque. C'est la faiblesse des prolétaires européens à se dégager de la paralysie causée par les habitudes démocratiques, réformistes et pacifistes qui a perdu la révolution russe, non le fait que les prolétaires russes auraient été insuffisamment démocratiques et pacifistes!

«Le parti bolchevik déclencha la guerre civile et la gagna, occupa les positions-clef au sens militaire et social, multiplia par mille ses moyens de propagande et d'agitation en conquérant les bâtiments et édifices publics, forma sans perdre de temps en procédure les «corps ouvriers armés» dont parle Lénine, la garde rouge, la police révolutionnaire. Aux assemblées des Soviets il devint majoritaire sur le mot d'ordre: "Tout le pouvoir aux Soviets!". Cette majorité était-elle un fait juridique, froidement et banalement numérique? Nullement. Quiconque - espion ou travailleur sincère, mais trompé - votait pour que le Soviet renonce au pouvoir conquis grâce au sang versé par les combattants prolétariens ou pour qu'il en trafique avec l'ennemi, était expulsé à coups de crosse par ses camarades de lutte. On ne perdait pas de temps à les compter dans une minorité légale, hypocrisie coupable dont la révolution n'a pas besoin, et dont la contre-révolution se nourrit.

(...) Les communistes n'ont pas de constitutions codifiées à proposer. Ils ont un monde de mensonges et de constitutions cristallisées dans le droit et dans

la force de la classe dominante à abattre. Ils savent que seul un appareil révolutionnaire et totalitaire de force et de pouvoir, sans exclusion d'aucun moyen, pourra empêcher que les infâmes résidus d'une époque de barbarie resurgissent et qu'affamé de vengeance et de servitude, le monstre du privilège social relève la tête, lançant pour la millième fois le cri menteur de Liberté!» (14)

(1) cf «Révolution Internationale» n° 310 (mars 2001) et «Revue Internationale» n° 100 (1er trimestre 2000) et n° 104 (1er trimestre 2001) où se trouve une critique de l'article «Cronstadt: une tragique nécessité», paru sur «Programme Communiste» n° 88. Les citations que nous produisons sont tirées de ces 4 articles, sans que nous indiquions à chaque fois la provenance précise.

(2) voir «L'Umanita Nuova», l'organe des anarchistes italiens, du 23/3/21, cité dans «Bilan d'une révolution», Texte du P.C.Int. n° 9, p.97-98.

(3) cf Voline, «La révolution inconnue», Ed. Belfond 1972, Tome III, p. 30.

(4) «Octobre» était l'«Organe du Bureau International des Fractions de la Gauche Communiste», comprenant la «Fraction belge» et la «Fraction italienne»; il avait succédé à «Bilan». Le CCI indique que cet article était l'oeuvre de la Fraction italienne.

(5) L'historien américain Paul Avritch, sympathisant anarchiste et hostile aux bolcheviks, a publié dans son ouvrage sur Cronstadt des documents attestant l'activité secrète des Blancs, en particulier un *«Mémoire sur le problème de l'organisation d'une révolte à Cronstadt»* du «Centre national» (coalition des contre-révolutionnaires bourgeois, organisée dans l'émigration) apparemment rédigé au début de 1921 à destination du gouvernement français. On peut y lire qu' *«il existe des conditions exceptionnellement favorables pour le succès d'une révolte à Cronstadt: 1) la présence d'un groupe extrêmement compact d'organiseurs énergiques de la révolte; 2) une tendance correspondante à la rébellion parmi les marins; 3) l'étroitesse de la zone d'opérations, délimitée par le périmètre restreint de Cronstadt, qui assurera le succès total de la révolte; 4) la possibilité de préparer la révolte en parfait secret, assurée par le fait que Cronstadt est isolée de la Russie et par l'homogénéité et la solidarité des marins»*. Mais les auteurs écrivent que si la révolte échouait à cause du manque d'appui militaire et moral, *«nous aurions une situation où le pouvoir soviétique ne serait pas affaibli, mais renforcé et ses ennemis discrédités»*. Dans ces conditions *«les organisations anti-bolcheviques russes devraient affirmer qu'elles n'apporteront aucune contribution au succès de la rébellion de Cronstadt si elles n'ont pas la pleine assurance que le gouvernement français a décidé d'accomplir les pas nécessaires à cet objectif»* (suivent une série de demandes de financement, de promesse de fournir du ravitaillement aux insurgés et d'envoyer des navires de guerre). Puis ils ajoutent: *«il ne faut pas oublier que même si le commandement français et les organisations russes anti-bolcheviques ne partici-*

paient pas à la préparation et à la direction de la révolte, celle-ci aura lieu tout de même à Cronstadt au prochain printemps, mais, après une courte période de succès, elle sera condamnée à la défaite. Et cela renforcera grandement le prestige du pouvoir soviétique et enlèvera à ses ennemis une rare occasion - qui probablement ne se répétera pas - de s'emparer de Cronstadt et d'infliger au bolchevisme un coup terrible dont il ne serait pas capable de se relever» cf P. Avritch, «Kronstadt 1921», Mondadori Editore 1971, p.223, 225-226. Avritch cite divers indices indiquant que le gouvernement français avait répondu positivement à ces demandes, que pendant l'insurrection il s'était maintenu en contact permanent avec le «Centre national», qu'il avait fait appareiller des navires de guerre, débloqué une importante somme d'argent, etc.; mais la révolte avait éclaté trop tôt, avant la fonte des glaces qui aurait pu permettre aux impérialistes français et aux Blancs de faire parvenir ces aides aux insurgés.

Ces agissements dans l'ombre des forces bourgeoises ne signifient pas qu'elles ont effectivement organisé la révolte et encore moins que les insurgés, mécontents de leurs conditions de vie, étaient conscients de ces manoeuvres et du sens réel de leur mouvement; au contraire si les dirigeants (qui après la défaite rejoindront les Blancs) employaient un langage «révolutionnaire» et «soviétique», c'était bien évidemment parce que ce langage correspondait à l'état d'esprit de la masse des marins. Mais ces agissements démontrent que le sens de classe de l'insurrection et les enjeux de celle-ci étaient parfaitement clairs pour les bourgeois qu'ils ne le sont aujourd'hui pour le CCI et tous les libertaires...

(12) cf «Les Fondements du Communisme révolutionnaire», Textes du P.C.Int. n° 3, p. 8,9 et 11. Une réédition de ce texte épuisé est en préparation.

(13) cf Trotsky, «Beaucoup de tapage autour de Cronstadt» (15/01/38), Oeuvres, Tome 38, p. 78-79.

(14) cf «Dictature prolétarienne et parti de classe» (1951), publié dans notre brochure «Parti et classe», Textes du P.C.Int. n° 2.

**A l'épreuve de la lutte des classes:
le caractère anti-prolétarien des positions du CCI**

(1) Le C.C.I. contre l'organisation de la classe ouvrière

(«le prolétaire, n° 401, mai-juin 1989)

Dans son n°177 (mars 89) «Révolution Internationale» (organe du Courant Communiste International) engage une «*polémique avec le PCI (Programme)*» sous le titre: «*On ne soutient pas les coordinations, on les combat!*»

Nous signalerons d'abord au rédacteur de «R.I.» que nous n'avons rien à voir avec le «Parti communiste internationaliste», organisation trotskyste tristement célèbre. Notre courant se présente, depuis déjà quelques décennies, sous l'appellation P.C. **International**, appellation qui fait référence à ce que voulait devenir l'Internationale communiste tout en soulignant la nécessité selon nous primordiale de l'organisation des communistes en **parti** et en **parti international** plutôt qu'en «Courant», «Bureau», «Mouvement» ou quelque autre forme que ce soit d'organisation plus ou moins bien définie et de contacts internationaux plus ou moins lâches.

Si R.I. lit de travers notre sigle, on peut s'attendre qu'elle fasse preuve de la même absence de sérieux dans la critique de nos positions; c'est d'ailleurs une méthode à laquelle ce groupe nous a habitué.

Selon R.I. donc, nous ferions «*écho à la mystification bourgeoise selon laquelle les coordinations constitueraient la forme de lutte enfin trouvée*», nous participerions, à notre «*modeste niveau*» - la modestie n'est certes pas un défaut qu'on peut reprocher au CCI - «*au renforcement des illusions dans la classe et au soutien des manoeuvres de la bourgeoisie*», et ainsi de suite.

Nous nous sommes bien gardés de prétendre que les coordinations seraient «la forme de lutte enfin trouvée», ne serait-ce que parce que nous ne confondons pas forme d'organisation et forme de lutte. Et il serait stupide d'idéaliser ces formes d'organisation qui ne sont qu'une première et encore confuse manifestation de la tendance du prolétariat à recouvrer ses armes de lutte et à s'organiser de manière indépendante des appareils de collaboration de classe. Le chemin sera long, ponctué de dures batailles contre la bourgeoisie, et aussi, en son propre sein, contre toutes

les fausses alternatives, avant que le prolétariat soit capable de reconstituer des organisations de classe, **ouvertes** à tous les travailleurs mais **fermées** à l'influence bourgeoise, pour les luttes de défense économique et «immédiates». Il n'est pas possible de prévoir aujourd'hui la forme de ces organisations qui seront créées par la classe ouvrière selon les conditions concrètes de la lutte des classes.

Mais ce qu'il est possible de prévoir et ce que nous répétons avec tout le marxisme, c'est le besoin, de plus en plus pressant au fur et à mesure que s'aiguisent les contradictions sociales, de l'**associationnisme ouvrier**. La classe ouvrière ne pourra jamais engager avec quelques chances de succès la lutte politique contre la bourgeoisie si elle n'a pas la force de lui tenir tête dans la guérilla quotidienne pour ses revendications économiques élémentaires. Pour cette guérilla quotidienne, et a fortiori pour de grandes batailles, une **organisation** indépendante de classe est nécessaire, organisation, qui dans la saine conception marxiste, doit être une «**école de guerre du communisme**». Dans un exposé fait au Conseil général de la première Internationale, Marx expliquait: «*Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiétements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat*» (1).

Le marxisme est bien conscient que les organisations de défense économique du prolétariat courent le risque de sombrer dans l'adaptation opportuniste à l'état de choses existant (ou de «*se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie*» comme disait Lénine); Marx n'a cessé de lutter contre le réformisme des dirigeants des trade-unions anglaises. La conclusion n'est pas qu'il faut tourner le dos à ces organisations, mais que l'action en leur sein des révolutionnaires est indispensable pour qu'elles ne «manquent pas leur but», pour qu'elles servent de «levier» à la lutte d'émancipation, de «courroie de transmission» du parti de classe.

Dans une situation qui est encore très loin de permettre la mise en pratique de ces principes, le rôle des communistes n'en reste pas moins de contribuer à tout pas en avant vers la rupture avec le collaborationnisme politique et syndical et vers la reprise des méthodes et des moyens de lutte et d'organisation de classe. Le phénomène des coordinations, des piquets et comités de grève, etc., de ces derniers mois est un signe encourageant de la difficulté grandissante rencontrée par le collaborationnisme pour encadrer la classe. Les limites de ces organismes sont le reflet des faiblesses du prolétariat qui n'a pas encore émergé de plus de 60 ans de contre-révolution et qui ne peut le faire du jour au lendemain. Elles sont donc inévitables, ce qui ne veut pas dire qu'il faille s'y résigner ni encore moins les encenser. Elles doivent être au contraire combattues, et pas seulement en rappelant abstraitement les principes généraux de la lutte de classe et du communisme, mais surtout en montrant en quoi elles sont des obstacles pour la lutte elle-même, en quoi le corporatisme, le légalisme, les divisions de toutes sortes, l'absence d'organisation, etc., sont des facteurs de défaite dans l'affrontement avec les patrons ou l'Etat.

Ce n'est absolument pas cette conclusion que tire R.I., qui, en quelque sorte, jette le bébé avec l'eau du bain. Puisque les coordinations se font manoeuvrer,

puisqu'elles se laissent magouiller par les gauchistes, puisqu'elles refusent les propositions du CCI, alors il faut combattre les coordinations! Plus fort encore, le CCI dénonce ces organismes comme... de pures et simples créations de la bourgeoisie pour égarer les travailleurs! (2). L'absurde logique du CCI l'amène à s'opposer aux efforts combien difficiles d'organisation des prolétaires, et même aux mouvements de grève, sous le prétexte que les gauchistes, les syndicalistes, la bourgeoisie, occupent le terrain. Après avoir impulsé sans résultat cet hiver un «comité pour l'extension des grèves» le CCI a appelé les travailleurs à désertier le terrain de la lutte, occupé par l'adversaire, paraît-il. En effet, la lutte des infirmières «*surgit avant-terme du mûrissement de cette situation*» (situation de grèves généralisées-NdlR) «*au moment choisi par la bourgeoisie (...). On est alors en mesure de comprendre que cette lutte (...) a constitué en fait une manoeuvre d'ampleur contre toute la classe ouvrière*» (3). Cette grève était donc l'arme des trusts et nous ne l'avions pas compris...

Le spontanéisme débridé du CCI le place en **opposition directe** aux besoins de réorganisation classiste du prolétariat. Dans son article, RI nous cite («*le succès des mouvements futurs dépend de la capacité des travailleurs d'avant-garde à tisser entre eux des liens organisatifs durables, qui puissent résister aux coups de l'adversaire ainsi qu'aux inévitables reflux des luttes...*») pour répliquer:

«*les besoins de la classe ouvrière sont totalement à l'opposé de cette perspective qui consiste à vouloir réintroduire par la fenêtre de nouveaux syndicats, avec des habits neufs, alors que les ouvriers tentent de flanquer à la porte des luttes les syndicats traditionnels*».

On voit que ce que reproche le CCI aux syndicats actuels, ce n'est pas leur orientation de collaboration de classes, leur intégration dans l'Etat bourgeois, leur soumission aux impératifs capitalistes, c'est avant tout le fait d'être une organisation permanente de travailleurs! En fanatique du spontanéisme anarchisant, le CCI ne veut bien tolérer comme forme d'organisation que celle qui naît, vit et surtout **meurt** avec la lutte, condamnant ainsi les prolétaires à recommencer à chaque fois à partir de zéro le travail d'organisation indépendante, face à des adversaires ouverts (ou de faux amis encore plus dangereux) qui, eux ne font pas la bêtise de se dissoudre entre les affrontements.

«*Les économistes et les socialistes sont d'accord sur un seul point: c'est de condamner les coalitions (les syndicats-NdlR). Seulement ils motivent différemment leur acte de condamnation. (...) Les socialistes disent aux ouvriers: Ne vous coalisez pas, car au bout du compte, qu'est-ce que vous y gagneriez? (...) Les socialistes veulent que les ouvriers laissent là la société ancienne, pour pouvoir mieux entrer dans la société nouvelle qu'ils leur ont préparé avec tant de prévoyance (...).*»

Malgré les uns et les autres, malgré les manuels et les utopies, les coalitions n'ont pas cessé un instant de marcher et de grandir avec le développement et l'agrandissement de l'industrie moderne». (Marx, «Misère de la philosophie»)

Autrefois les «socialistes» repoussaient les luttes économiques et conseillaient aux ouvriers de se détourner des organisations de défense économique. Ils dédaignaient aussi les luttes politiques car la classe ouvrière devait selon eux conserver ses forces intactes pour le passage à la société socialiste. Marx les qualifiaient ces groupes de **sectes** car ils s'opposaient au mouvement réel du

prolétariat au nom de leurs utopies.

De nos jours le CCI exhorte à la lutte - à condition qu'elle soit massive, générale, sans gauchistes, syndicalistes ou autres bourgeois. Sinon il appelle les ouvriers à se détourner de ces luttes impures et surtout il leur conseille de se détourner de toute organisation véritable des luttes. L'idéologie spontanéiste le conduit à s'opposer aux efforts du prolétariat: c'est bel et bien une **secte**.

Le CCI n'applique pas pour lui-même le judicieux conseil de rester amorphe et inorganisée qu'il adresse à la classe ouvrière. C'est regrettable. Mais de même que ses ancêtres, les sectes socialistes critiquées ci-dessus par Marx, n'ont pu empêcher les coalitions, de même le CCI ne pourra empêcher la renaissance de l'organisation en classe, donc en parti, du prolétariat.

(1) cf «Travail salarié et capital», p. 110.

(2) Le CCI ne voit partout que manoeuvres machiavéliques de la bourgeoisie mondiale pour obscurcir la conscience des ouvriers à l'offensive... depuis 20 ans.

(3) Article cité. cf aussi «Le Prol.» n°399. Remarquons au passage que le CCI ignore la différence entre «prolétaire» et «ouvrier» (alors que «classe ouvrière» et «prolétariat» sont synonymes pour le marxisme), c'est-à-dire entre une caractérisation marxiste et une catégorie sociologique: c'est ainsi que les infirmières se transforment par la puissance du verbe du CCI en... *ouvriers!*

(2) Le CCI contre les grèves

(«le prolétaire», n° 435, février-mars-avril 1996)

Parmi les groupes qui se prétendent révolutionnaires mais qui agissent en réalité contre les intérêts réels de la classe ouvrière, il faut sans nul doute accorder la palme de la franchise au *Courant Communiste International*. C'est en effet à notre connaissance le seul groupe à s'être ouvertement et publiquement prononcé **contre** les grèves de novembre-décembre. Maurice Thorez, le «*premier stalinien de France*» s'était rendu célèbre en affirmant après la guerre au nom du PCF que «*la grève est l'arme des trusts*». Le CCI, lui, affirme que le mouvement de grève de novembre-décembre était un «*piège contre les ouvriers*». Pour que le lecteur ne croit pas que nous inventons des calomnies, nous allons citer des extraits du supplément à «*Révolution Internationale*» du 6/12/95.

Selon les rédacteurs de ce supplément, les décisions gouvernementales qui ont mis le feu aux poudres étaient une «*provocation*» soigneusement mise au point. Et «*cette provocation était le premier volet d'une gigantesque manoeuvre de TOUTE LA BOURGEOISIE (gouvernements, partis politiques et syndicats)* [sic! Quelle curieuse définition de la bourgeoisie!] destinée à infliger une cuisante défaite à toute la classe ouvrière pour permettre au gouvernement de faire passer des attaques futures encore plus brutales». Cette manoeuvre s'est, selon le CCI, mise en place en trois temps:

«*1°) d'abord on [sic!] a placé les forces d'encadrement et de sabotage des luttes ouvrières, les syndicats, sur le devant de la scène. Ce sont les syndicats qui ont "lancé le mouvement" pour pouvoir d'emblée le contrôler. 2°) on [re-sic!!] a poussé tous les ouvriers qui veulent en découdre à se mobiliser derrière les mots d'ordre et les actions revendicatives des syndicats; (...) 3°) on [re-re-sic!!!] a poussé un maximum d'ouvriers à foncer tête baissée dans un combat précipité, dans une lutte qu'ils ne maîtrisent pas, une lutte longue, épuisante dont l'issue ne peut être qu'une défaite cuisante*».

A en croire le CCI «*on*» (sans doute: TOUTE LA BOURGEOISIE) est extraordinairement rusé: pousser «*les ouvriers*» (c'est ainsi que le CCI baptise tous les salariés qui ont fait grève) à entrer en lutte contre les décisions gouvernementales afin de contrôler leur lutte, de leur infliger une défaite et de faire passer plus tard des mesures encore plus dures, voilà une manoeuvre qui aurait sans doute stupéfié Machiavel lui-même! Le CCI est persuadé que la paralysie des transports a été voulue par les syndicats pour «*prendre les ouvriers en otage*», empêcher «*tout moyen de communication, de déplacement des ouvriers*», obliger «*les ouvriers qui veulent aller aux manifestations à dépendre des cars syndicaux*», les empêcher «*de se rendre aux assemblées générales des autres entreprises en grève*». Le CCI affirme sans rire que, face à une hésitation des ouvriers à entrer en lutte, «*les médias bourgeois ont prêté*

main-forte [aux syndicats] en relayant les appels répétés des grands dirigeants syndicaux à l'«extension» et au «durcissement» du mouvement. Jamais on avait vu un tel empressement des médias au service de la lutte ouvrière», tandis que «sur certaines lignes de la RATP et de la SNCF, c'est la direction elle-même qui a empêché le départ des trains pour donner un petit coup de pouce aux syndicats»: la grève est l'arme de la direction!!!

Un peu plus loin, le CCI développe ses arguments contre le mouvement de grève: «- **La grève longue divise les ouvriers et les dégoûte de la lutte** [souligné dans le texte]. Une grève longue ne renforce pas la lutte ouvrière, elle ne peut que renforcer la bourgeoisie [c'est exactement ce que disait Blondel à France Inter, le 6/12/95: «une bonne grève est une grève courte»!]. Dans une situation économique où les ouvriers ont déjà bien du mal à joindre les deux bouts, ils ont tout à perdre dans une grève «illimitée». D'abord ils perdent des semaines de salaire pour une lutte qui ne fait pas peur à la bourgeoisie car, sur le plan économique, celle-ci est prête à tenir jusqu'à ce que les ouvriers soient totalement épuisés. Souvenons-nous de la grève des mineurs en Grande-Bretagne (...). Souvenons-nous de l'échec de la grève des cheminots en 86-87 et des travailleurs d'Air-France à l'automne 93 (...). Les grèves longues préconisées par les syndicats [sic!] ne servent qu'à écoeurer les ouvriers de la lutte. (...) La grève longue «jusqu'au-boutiste», divise aussi les ouvriers entre ceux qui suivent les syndicats sur ce terrain et ceux qui ne sont pas disposés à se laisser entraîner aveuglément, qui hésitent à se lancer dans un combat sur lequel ils n'ont aucun contrôle, aucune maîtrise. (...) En imposant sans réelle discussion la grève illimitée dans les AG, en bloquant les dépôts de bus de la RATP autoritairement [horreur!], en excluant ceux qui ne veulent pas ou hésitent à s'engager dans une grève longue (...) les syndicats interdisent tout contrôle et toute maîtrise collective de la lutte par les ouvriers eux-mêmes. Et surtout ils préparent la défaite: en divisant la classe ouvrière entre grévistes et non-grévistes, ils provoquent des ressentiments et des amertumes».

On reste stupéfait devant ces raisonnements **défaitistes** qui semblent tout droit tirés de l'argumentaire de n'importe quel jaune et qui en réalité s'opposent à **tout** mouvement de lutte des prolétaires: toute grève coûte des sacrifices aux prolétaires et risque de se solder par un échec. Si les prolétaires ne sont pas prêts à ces sacrifices, s'ils n'ont pas la détermination suffisante pour tenir le temps qu'il faudra, s'ils n'ont pas l'audace de recourir à des moyens **autoritaires** (piquets de grève effectifs, blocages, occupations, etc.) pour empêcher les patrons de casser la grève en recourant aux jaunes, s'ils attendent pour déclencher la grève que le dernier des travailleurs hésitants ou opposés à la lutte soit convaincu, alors, oui, c'est là qu'ils sont assurés de la défaite! En s'appuyant sur ces arguments le CCI s'aligne sur les secteurs les plus arriérés du prolétariat, prêts en paroles à lutter mais à condition que tout le monde soit d'accord, à condition que la lutte soit la plus courte possible, à condition qu'elle soit sans risque et qu'elle ne coûte rien, bref autant de conditions qui ne se rencontrent ni ne se rencontreront **jamais**...

Et l'anti-syndicalisme **de principe** du CCI - c'est-à-dire non une opposition aux appareils syndicaux parce qu'ils sont devenus, à l'issue d'un processus dégénératif accéléré par la victoire internationale de la contre-révolution, des instruments de la collaboration des classes, mais tout simplement par **hostilité à toute organisation**

de défense immédiate du prolétariat - rejoint naturellement l'anti-syndicalisme viscéral de ces secteurs arriérés qui sont hostiles à la lutte et à l'idée même d'une **organisation** pour la lutte collective. Ce que l'on peut et que l'on doit à bon droit reprocher aux syndicats actuels, c'est le refus d'utiliser les armes et les méthodes classistes de lutte, comme les piquets de grève effectifs, le blocage réel de l'activité, le recours à la grève sans limitation de durée, l'extension du mouvement aux catégories voisines ou aux autres entreprises, le refus de se soumettre aux procédures instituées par l'Etat ou les patrons pour temporiser ou freiner les luttes, etc., les formes d'organisation indispensables à la mobilisation et la participation des prolétaires comme les comités de grève, les AG, etc. - sans même parler des revendications classistes et unifiantes à mettre en avant comme les augmentations de salaire égales pour tous ou plus fortes pour les bas salaires, la solidarité avec les catégories les plus soumises au despotisme patronal ou les plus défavorisées, etc., la rupture avec les préjugés nationalistes, chauvins, démocratiques, légalistes et pacifistes qui sont des obstacles directs à toute lutte ouvrière. Et si les grandes organisations syndicales se refusent absolument à utiliser ces armes, ce n'est pas simplement à cause d'une mauvaise direction qu'il suffirait de remplacer: des décennies de dégénérescence et de domestication par la bourgeoisie ont vidé ces grands appareils syndicaux des derniers restes classistes et les ont transformé en **organes de la collaboration des classes**, marchandant les revendications prolétariennes contre le maintien de la paix sociale. Dans un autre article nous citons une étude bourgeoise qui montre que le budget des syndicats est essentiellement assuré par des subventions patronales et étatiques, et non par les cotisations des adhérents. Ce fait suffit à montrer la fausseté de la perspective trotskyste traditionnelle de conquête des syndicats: il est impossible de conquérir ou de reconquérir à la lutte prolétarienne ces appareils d'**agents professionnels de la conciliation des intérêts ouvriers avec les exigences du capitalisme**. Par contre mille exemples sont là pour démontrer qu'il est tout à fait possible de transformer un trotskyste en bonze...

Mais si nous écartons la reconquête des appareils syndicaux, nous n'en tirons pas la conclusion qu'il faut rejeter le travail dans ces mêmes syndicats, pourvu que ce travail se fasse à la base, au contact des travailleurs du rang et non dans les instances hiérarchiques, et sur des bases classistes. Et nous en tirons encore moins la conclusion que les prolétaires ne doivent pas **s'organiser** pour la lutte, y compris de simple défense économique. Marx et Engels ont expliqué il y a déjà bien longtemps la nécessité de cette lutte et de cette organisation, dans lesquels ils voyaient l'**école de guerre du communisme**: renoncer à cette école, c'est renoncer à pouvoir ensuite mener la lutte révolutionnaire pour le communisme.

* * *

Les grèves ne se sont pas terminées sur la défaite cuisante qu'il prophétisait, mais cela n'a pas été suffisant pour ramener le CCI à la réalité. Il s'est seulement contenté de réviser en douce son analyse dans les n° suivants de son journal. Ce n'est donc maintenant plus pour infliger une défaite aux ouvriers que la bourgeoisie a poussé aux grèves, mais pour redonner de l'influence aux syndicats et regagner le terrain perdu face aux prolétaires (?) en faisant croire à ceux-ci qu'ils ont remporté

une victoire: «*La bourgeoisie a pu ainsi mener les opérations à sa guise: elle a fait partir le mouvement comme elle le voulait et elle a pu le faire cesser, quasiment du jour au lendemain, quand elle l'a voulu (...). La classe dominante a pu faire croire aux ouvriers qu'ils avaient fait reculer le gouvernement, toujours grâce aux syndicats. La confiance "retrouvée" des ouvriers dans les syndicats démontre le succès de la manoeuvre. C'est grâce à cette gigantesque manoeuvre que la bourgeoisie a pu récupérer le terrain perdu face aux ouvriers au cours des expériences de lutte des années 80*» (1).

LA GRÈVE DES TRAMINOTS MARSEILLAIS

La bourgeoisie pousserait même le machiavélisme jusqu'à organiser une grève à l'issue de laquelle les travailleurs «*gagnent sur toute la ligne*» en voulant en faire «*un exemple*» pour toute la classe ouvrière: il s'agit de la magnifique lutte des traminois marseillais, qui, à l'issue de 33 jours de grève, n'ont sans doute pas gagné sur toute la ligne comme se l'imagine le CCI, mais ont néanmoins remporté une victoire indéniable et qui mérite d'être largement connue. Les traminois sont entrés en grève pour des revendications salariales: 400 F pour tous (la direction a institué le blocage des salaires, déjà très bas), contre l'institution d'une sorte de salaire au mérite (distribution de primes d'après un classement des travailleurs en «bons», «moyens», «mauvais» selon leur ardeur au travail, la discipline, l'absentéisme, etc.), et contre l'imposition d'un nouveau statut pour les nouveaux embauchés (environ 300 contre 600 anciens) qui les faisaient gagner moins et travailler plus! La grève a été très combative, avec blocage des bus (mis hors service après avoir été disposés pour faire obstacle à leur enlèvement), occupation des dépôts, piquets de grève pour bloquer les métros, AG. La revendication d'un même traitement pour tous les travailleurs concrétisé dans le refus d'un nouveau statut pour les nouveaux embauchés - c'est-à-dire la solidarité avec les travailleurs les moins favorisés - et le refus des primes au mérite, est une revendication essentiellement classiste d'une importance fondamentale pour la lutte ouvrière: elle s'oppose aux divisions instituées et entretenues par les patrons, à cette concurrence permanente de tous contre tous qui est la règle suprême dans la société bourgeoise et le premier obstacle à l'unification des rangs ouvriers.

Les traminois marseillais, soutenus par la sympathie de la population laborieuse (qui s'est traduite sinon par des actions concrètes - il y en a eu cependant de la part des dockers -, du moins par des contributions financières à la caisse de grève et de nombreux témoignages de solidarité et la participation à leurs manifestations) et portés par le rapport de force induit par la vague de grèves de décembre, ont pu résister sans faiblir, aux campagnes de démoralisation lancées par la bourgeoisie, aux interventions policières contre les piquets de grève et les dépôts occupés, aux intimidations judiciaires (mises en référé pour «entrave à la liberté du travail» contre 18 grévistes) et aux menaces patronales, au recours aux jaunes et aux cadres pour faire circuler les métros. Lorsque la municipalité, comptant sur la lassitude des grévistes, leur a proposé d'accorder des augmentations de salaire en pourcentage, ils ont répliqué en demandant que dans ces conditions, les augmentations de salaire soient faites **de façon dégressive, anti-hiérarchique**, c'est-à-dire **plus fortes pour les bas salaires** (essentiellement les nouveaux embauchés)! La direction a refusé

en prétendant que la loi s'opposait à ce que les augmentations de salaire ne soient pas égales pour tous!!! Comme si les augmentations en pourcentage, qui reviennent à ce que les hauts salaires bénéficient davantage que les bas salaires étaient le summum de l'égalité! Mais si les patrons (et les bonzes) préfèrent toujours ce type d'augmentations, c'est parce qu'il renforce la hiérarchie salariale et donc la division entre prolétaires et les tentations de préférer la débrouillardise individuelle pour s'élever dans la hiérarchie, à la lutte collective et unitaire.

Finalement, après avoir déjoué les tentatives de division, repoussé les pressions et avoir été capables de rester en grève de façon massive, les traminois ont très largement eu satisfaction. Revendication essentielle, le double statut sera supprimé à la fin de l'année; le classement des travailleurs selon le mérite est supprimé, des augmentations de salaire accordées (quoique pas de la façon radicale demandée par les grévistes), une partie des jours de grève sera payée, etc. Le point le plus noir concerne la situation des travailleurs en CDD (une centaine) dont le sort reste incertain.

De cette lutte, véritablement exemplaire, les prétendus révolutionnaires du CCI ne parlent qu'avec mépris, prétendant que les grévistes ont eu le soutien des médias et que leur grève a été organisée par la bourgeoisie! Voici quelques exemples de cette prose révoltante: «*Les 33 jours de grève des "irréductibles traminois marseillais" ont eu droit de la part des médias à la même complaisance attendrie (sic!) que les 3 semaines des cheminots quelques temps auparavant. Comme ils ont été montrés en exemple ces grévistes, leur affrontement avec le patron de la RTM, leur détermination face à ses menaces de sanctions et aux CRS de Gaudin. Quelle publicité a été faite à la "combativité" et à la "radicalité" des 5 syndicats (...) et à "l'esprit de solidarité de leurs revendications" (...). Dans leur coin marseillais, les traminois n'étaient-ils pas les plus authentiques continuateurs de "l'esprit du mouvement" de décembre, eux qui se battaient pour des motifs dans lesquels tous les ouvriers pouvaient se reconnaître (...) etc.*». Selon le CCI tout était organisé depuis le début par la bourgeoisie dans le seul but de renforcer l'image de marque des syndicats: «*Pour que la démonstration soit complète et sans appel, il ne restait plus à la bourgeoisie qu'à faire en sorte que les traminois "gagnent sur toute la ligne". Ce qui fut fait. (...) Dès le départ les négociations ont été activées (...), dans lesquelles il a été très vite clair que la bourgeoisie avait bien l'intention de céder. Et dans le cadre limité du conflit des traminois, ce recul-là ne lui coûtait pas bien cher en regard des avantages qu'elle en tirait en termes de renforcement de l'image de marque de ses organes d'encadrement aux yeux de toute la classe ouvrière. C'est pourquoi, quand elle a jugé l'exemple suffisamment démonstratif, elle a trouvé les fonds nécessaires, et les syndicats ont pu hurler en coeur: "on a gagné!"*» (2).

Quels Brutus que ces bourgeois! s'exclamait ironiquement Marx dans sa polémique contre Proudhon lorsque celui-ci, affirmant que les bourgeois, à l'instar de Brutus frappant César, étaient sans le vouloir contraints par les lois économiques de frapper leurs ouvriers, condamnait doctement grèves économiques et organisation syndicale qui détournaient les ouvriers des vraies solutions à leurs problèmes et n'aboutissaient qu'à des pertes d'argent. Les proudhoniens modernes du CCI vont plus loin que leur ancêtre puisqu'ils accusent les bourgeois de provoquer la lutte ouvrière et de lui faire remporter la victoire pour détourner les ouvriers des vraies

solutions: ils se frapperaient eux-mêmes pour éviter d'être frappés! Attendons encore un peu et nous verrons dans la lanterne magique du CCI les bourgeois organiser eux-mêmes la révolution prolétarienne et la disparition du capitalisme dans le seul but d'empêcher les prolétaires de la faire...

Les communistes révolutionnaires ne peuvent pas idéaliser les grèves en général, ni le mouvement de grève de cet hiver en particulier. Ils ne peuvent ignorer les difficultés qui restent à vaincre pour que la classe ouvrière réussisse à remonter la pente où l'a fait tomber la contre-révolution, rompe avec l'intoxication démocratique, pacifiste, collaborationniste distillée en son sein depuis des décennies et retrouve ses armes de classe. Il y a une distance énorme entre les grèves de défense économique immédiate qui éclatent en riposte aux attaques bourgeoises, les grèves menées avec enthousiasme et détermination, mais sans encore dépasser l'horizon purement bourgeois de maintien du statu-quo ou de son amélioration, et les luttes offensives contre le capitalisme qui marquent l'existence de la **lutte révolutionnaire de classe**. Mais sans les luttes défensives et économiques immédiates, si confuses soient-elles sur le plan politique, le prolétariat ne pourrait jamais accéder au stade supérieur de la lutte révolutionnaire. Ou pour reprendre les phrases de Marx: **«Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure»** (3). Tout mouvement de lutte important doit être apprécié et salué à sa juste valeur dans la mesure où il marque un progrès dans le sens du réveil de l'initiative prolétarienne et de la réappropriation de certaines méthodes de lutte classistes - en soulignant en même temps les faiblesses et les limites qu'il faut dépasser et les obstacles qu'il faut combattre.

Mais ceux qui appellent dans les faits à abandonner la lutte parce que les syndicats collaborationnistes en sont à la tête, renoncent en fait en combattre sur le terrain pour arracher le prolétariat à cette influence collaborationniste. Ceux qui appellent à abandonner la lutte parce qu'elle risque d'être longue, difficile et impliquant des sacrifices financiers, comment pourraient-ils un jour appeler à la lutte révolutionnaire, incomparablement plus difficile, plus dangereuse, plus coûteuse - et pas seulement sur le plan financier? Ceux-là peuvent bien se dire révolutionnaires, ils ne sont pas autre chose que des **déserteurs** de la lutte prolétarienne.

Cela aura été aussi l'un des mérites - sans aucun doute secondaire mais qu'il ne faut pas laisser perdre - du mouvement de grève que d'avoir démasqué au grand jour et de façon irréfutable le courant faussement révolutionnaire incarné dans le CCI: à l'épreuve des faits il s'est déclaré sans équivoque en opposition au mouvement prolétarien. Dans son cycle qui va de l'exaltation à-critique des événements de mai 68 jugés comme révolutionnaires, à l'opposition tranchée aux grèves de novembre-décembre 95, le CCI aura suivi, à son échelle, une trajectoire parallèle à celle de tous les courants «gauchistes» petits-bourgeois nés de 68.

(1) cf «Grèves contre le plan Juppé: une victoire pour la bourgeoisie, pas pour les ouvriers» in «Révolution Internationale» n°253, février 96.

(2) cf «La manoeuvre de la bourgeoisie joue les prolongations», in «R.I.» n°253.

A propos d'Adelshoffen, Cellatex...

(3) Un exemple à ne pas suivre: le C.C.I.

(«le prolétaire», n° 455, oct.-nov.-déc. 2000)

Nous avons parlé dans le dernier «Prolétaire» des divers conflits radicaux qui ont défrayé la chronique l'été dernier. Nous sommes obligés d'y revenir à la suite d'articles publiés sur «Révolution Internationale» organe en France du Courant Communiste International (l'un étant reproduit sur «Internationalisme», organe en Belgique du C.C.I.) (1). Le C.C.I., qui affirme être une organisation de gauche communiste plus ou moins apparentée à notre courant, a en effet violemment **condamné** ces luttes au nom de ses propres principes. Mais ce sont bien plutôt ces luttes elles-mêmes qui condamnent sans appel les orientations et les principes du CCI!

Croyant peut-être comme la presse bourgeoise à la réapparition de ces courants lors des grèves de l'été, «Révolution Internationale» a publié un article de critique de l'anarchisme et surtout du *luddisme* qui détruisait les machines introduites par les capitalistes en Grande-Bretagne. Nous consacrons un autre article pour rappeler ce qu'a été réellement ce mouvement selon les marxistes et non selon ce qu'en disent les bourgeois.

Mais ce qui nous intéresse ici, c'est l'analyse par le CCI des grèves de Cellatex et autres. Le ton est donné dès le début; après avoir rappelé les faits, l'article de «Révolution Internationale» condamne aussitôt, à l'instar des patrons et des petits-bourgeois écologistes depuis les Verts jusqu'à la médiatique association Robin des Bois, le déversement d'acide sulfurique dans un affluent de la Meuse (sur «Internationalisme», le titre de l'article est même devenu: *«Poison dans la Meuse, un exemple à ne pas suivre»*: voilà à quoi le CCI réduit cette lutte!). Il ne s'agit pourtant que d'une goutte d'eau par rapport aux quantités industrielles de pollution qui sont produites quotidiennement par le capitalisme sur terre, sur mer et dans les airs dont les premières victimes sont les prolétaires contraints de travailler et de vivre en permanence dans ces environnements désastreux.

Sans doute l'article affirme-t-il que *«la première violence c'est celle du capital»*, celle qui est faite aux prolétaires dans l'usine ou hors d'elle par le capitalisme. Et le CCI va même jusqu'à reconnaître que: *«En ce sens, ces luttes traduisent d'abord un refus de se plier à la violence des attaques anti-ouvrières de la bourgeoisie et à la logique capitaliste des plans de licenciement. En cela elles sont une manifestation de la lente et difficile reprise de la combativité ouvrière, au même titre d'ailleurs que beaucoup d'autres grèves qui ont fait beaucoup moins parler d'elles»*. Mais cette reconnaissance du bout des lèvres ne sert qu'à préparer la condamnation sans appel des formes de ces luttes, de ce qui les a «distinguées des autres», des méthodes de lutte employées par les prolétaires qui les animaient. En effet pour le CCI, ces méthodes qu'il qualifie rien moins que de *«terroristes»* (pour cette organisation il s'agit là d'une condamnation gravissime), ne sont rien d'autre que des... *«moyens de lutte encouragés par la bourgeoisie»!!!* Grave accusation, comme on voit. Voyons comment le CCI la justifie.

RIONS UN PEU

Pour preuve que *«la bourgeoisie elle-même, bien loin de craindre de telles luttes ou d'y voir la moindre menace, les encourage ouvertement»*, le CCI met en avant d'abord le fait que ces luttes ont eu pendant l'été un retentissement médiatique inhabituel. *«Et [indice aggravant!] le caractère qui était souligné, qui consacrait et assurait leur couverture médiatique, qui servait de critère pour les mettre en avant par rapport aux autres luttes, c'était précisément leur "radicalité"»*. Ensuite c'est le fait que Martine Aubry - comme tout bon pompier social, mais cela le CCI fait semblant de ne pas s'en rendre compte - se soit déclaré *«compréhensive»*, non vis-à-vis du *«terrorisme social»* comme le prétend l'article, mais vis-à-vis de la colère des prolétaires.

Mais la preuve définitive selon le CCI que la bourgeoisie encourage ce type d'actions, c'est que les travailleurs ont réussi à obtenir sinon un *«pactole»* comme le dit méchamment l'article tout entier écrit pour **calomnier** cette lutte, du moins des résultats appréciables:

«Mais le meilleur encouragement de la part de la bourgeoisie a été de faire croire aux ouvriers qu'avec des luttes de ce type, ils pouvaient "gagner" quelque chose. C'est d'ailleurs l'Etat lui-même qui aura "payé" ce cadeau (...). Les "gains" des ouvriers de Cellatex sont certes réels et appréciables, mais ils sont illusoire». Entre parenthèses, il faudrait savoir: les ouvriers de Cellatex ont ils gagné quelque chose ou non? Leurs gains sont-ils réels ou illusoire?

Selon l'article tout cela n'était qu'un *«appât»*, la bourgeoisie ayant machiavéliquement élaboré un plan diabolique, heureusement percé à jour par le CCI: *«le but poursuivi par la bourgeoisie était qu'en mettant en avant une "victoire des ouvriers de Cellatex", elle en faisait un modèle, un exemple à suivre, qui ne pouvait qu'inciter d'autres ouvriers à reprendre de telles méthodes "qui paient" et à pousser dans cette voie un certain nombre d'entre eux dans d'autres entreprises. Cela servait en fait à attirer les ouvriers dans une impasse»*. Bon sang, mais c'est bien sûr!

D'ailleurs les autres luttes de ce type ont vu *«beaucoup moins d'avantages substantiels (...), voire aucun»* et à Valenciennes ce sont les CRS qui ont été envoyés

pour déloger les grévistes (la bourgeoisie aurait-elle abandonné son plan au cours de l'été? Il y a de quoi se perdre en conjectures...).

Quel était donc le but de la bourgeoisie en faisant de la *«publicité»* à ces *«méthodes terroristes»* (sic!)?

«D'abord (...) discréditer la lutte de classe (...). Et là l'occasion était trop belle pour elle d'assimiler la lutte de classe au terrorisme et de dénoncer son caractère destructeur pour l'environnement et les conditions de vie de la population [encore une foi, il faudrait savoir: ou la bourgeoisie s'est montré «compréhensive» pour ces méthodes ou elle les a dénoncé comme destructrices. Le raisonnement du CCI est tellement absurde qu'il tombe dans des contradictions insolubles presque à chaque phrase (2)]. En ce sens la médiatisation de ces "méthodes exemplaires" ne vise - et ne peut aboutir - qu'à pourrir la conscience de la classe ouvrière».

Nous y voilà! Le grand mot est lâché: la classe ouvrière a une belle et pure **conscience**, au point qu'elle serait sans doute sur le point d'entrer en lutte massivement, voire de faire la révolution, mais patatras, la bourgeoisie n'arrête pas de lui pourrir la conscience, de la déboussoler, de la troubler par les pièges les plus abracadabrantesques.

Ce n'est pas tout: *«De plus, et de manière générale, la bourgeoisie encourage toujours les méthodes lutte qui contribuent à enfermer les ouvriers dans l'isolement. De façon tout à fait concrète, les luttes que la bourgeoisie nous donne en exemple permettent d'entraîner les ouvriers vers un repli corporatiste sur l'occupation de l'usine, elles poussent à l'enfermement chacun dans son coin, elles mettent surtout en avant des méthodes qui menacent les conditions de vie des autres ouvriers et ne peuvent que les isoler, les diviser, les désolidariser les uns des autres»*.

«En faisant croire que les actions radicales et la menace du sabotage sont le seul moyen de gagner ou ne serait-ce qu'un bon moyen de se faire entendre, la bourgeoisie ne peut que pousser les ouvriers à tirer de fausses leçons».

(...) *On veut faire croire aux ouvriers que s'ils veulent se battre ils ne peuvent le faire qu'en recourant à des actions désespérées menées par des irresponsables»,* etc.

LES FAUSSES LEÇONS DU CCI

L'article peut bien affirmer dans sa conclusion que la seule voie à suivre, la seule qui soit sur le terrain de classe, c'est la lutte générale, la plus large possible, au-delà de l'usine, du secteur, mettant en avant les intérêts communs à tous les ouvriers, en donnant l'exemple des luttes ouvrières en Pologne en 1980; **opposer** abstraitement cette perspective très générale, juste sans doute (si l'on met de côté l'analyse faite par le CCI du cas polonais), aux luttes qui se mènent aujourd'hui contre les patrons appuyés par l'Etat bourgeois, avec toutes les difficultés dues à l'isolement, à l'absence de solidarité de classe effective d'un côté et de l'autre à l'action étouffante de toute l'innombrable bande des pompiers sociaux, des professionnels en tout genre du maintien de la paix sociale (partis de gauche, élus, curés, sociologues, journalistes, etc.) jusqu'aux différentes bonzeries syndicales (sans oublier les résidus de l'extrême gauche), ce n'est pas seulement se moquer du monde et en particulier des prolétaires en lutte. C'est aussi discréditer cette perspective générale et se mettre

en travers de la seule voie qui lui permettra de devenir un jour une réalité.

Qu'auraient dû faire en effet, si nous comprenons bien, les prolétaires de Cellatex et d'ailleurs, en attendant que les ouvriers, ayant compris que c'est le sort de toute la classe qui est en jeu dans la fermeture de telle ou telle usine, se mettent en lutte dans tout le pays? Refuser bien sagement les actions «radicales», les méthodes «terroristes» et «violentes» qui risquent de se mettre à dos «la population», ne pas menacer l'outil de travail, ne pas séquestrer les patrons, ne pas occuper l'usine, ne pas risquer d'empoisonner l'environnement, bref ne pas donner le mauvais exemple «irresponsable», en un mot se laisser licencier comme tant d'autres après des mois d'attente passive? Car aujourd'hui c'est cela l'alternative réelle «tout à fait concrète», comme dit le CCI, et non pas la perspective fantastique de déclencher on ne sait comment un mouvement de l'ampleur de celui de 1980 en Pologne.

Cette alternative, les prolétaires de Cellatex et d'ailleurs l'ont refusée; ils ont refusé la passivité, ils ne se sont pas laissés intimider par les accusations d'«anarchistes», d'«irresponsables», de «terroristes», de «vandales»; ils ont utilisé les seules armes qu'ils avaient sous la main, ils ont menacé l'outil de travail que des décennies d'opportunisme ont voulu rendre intouchable, ils ont eu recours à la violence, ils ont même osé menacer l'**environnement** qui dans l'écoeurante idéologie démocratique omniprésente est présenté comme notre bien à tous, et que nous devrions tous, nous la «population», les citoyens, quelle que soit notre classe sociale, respecter et protéger (alors que cet environnement malsain est saccagé en permanence par les ravages du capitalisme). Ils ont osé et ils ont eu raison!

Tout prolétaire combatif sera à leurs côtés, en dépit des doctes condamnations des révolutionnaires responsables et pacifiques du CCI. Et il ne pourra ressentir que le plus profond mépris envers l'attitude de ces prétendus communistes qui, pour mieux discréditer ces luttes, ne se contentent pas de reprendre sans honte les calomnies lancées par les bourgeois et les petits-bourgeois, mais en ajoutent encore d'autres (3).

Non, ce n'est pas vrai que l'utilisation de méthodes de lutte radicales, n'excluant pas le recours à la violence, ne peuvent qu'*isoler, diviser* les travailleurs, les *désolidariser les uns des autres*. Non, ce n'est pas vrai que ces *méthodes radicales* soient *irresponsables* et *terroristes*, ni évidemment qu'elles soient encouragées par la bourgeoisie et mises en oeuvre par les syndicats collaborationnistes, et que tout cela ne soit qu'une machination ourdie par la classe dominante pour détourner le prolétariat de la lutte de classe!

Les révolutionnaires marxistes ne cherchent pas à faire de ces luttes un modèle qu'il suffirait d'appliquer ailleurs pour que le succès soit assuré. Ils ne cherchent pas à en cacher les faiblesses, faiblesses qui sont dues fondamentalement non aux prolétaires qui se battent comme ils le peuvent pour se défendre, mais à leurs frères de classe encore apathiques, encore hésitants à entrer en lutte, bref à la situation de paralysie persistante de la classe ouvrière. Ces luttes sont des luttes défensives, et avec un rapport de forces défavorable aux prolétaires. Il est inévitable dans ces conditions que ceux-ci aient énormément de difficultés à éviter les pièges de l'adversaire, à prendre véritablement en mains leur combat, à éviter de s'en laisser déposséder finalement par le retour en force du collaborationnisme syndical et politique.

Malgré cela, malgré des situations qui paraissent sans espoir, les ouvriers de Cellatex et d'ailleurs ont montré à tous leurs frères de classe qu'il est possible de résister et qu'il est possible de remporter des concessions non négligeables.

C'est bien là l'important à souligner, l'**exemple à suivre**, la **leçon** qu'ils ont donné au prolétariat: la leçon que seule la lutte véritable peut payer; c'est une contribution pratique de première importance à la rupture avec la collaboration des classes et son pacifisme, son légalisme, ses méthodes bien sages et bien responsables qui sont synonymes de défaite, une contribution à la reprise du chemin de la lutte de classe ouverte.

Et il faut vraiment être complètement coupé de la réalité ou avoir une sacrée dose de suffisance professorale pour leur reprocher de ne pas s'être conformés aux grands principes de la lutte bien propre et bien ordonnée ou de ne pas avoir fait comme les dizaines de milliers d'ouvriers polonais de la Baltique!

Ceux qui crient à l'anarchisme devant des luttes trop radicales, ceux qui les dénoncent comme **terroristes** et y voient de l'**irresponsabilité** parce qu'elles utilisent les seules armes à leur disposition pour assurer un minimum de rapport de forces (occupation de l'usine, séquestration des patrons, menaces de destruction de l'outil de travail, etc.), ceux-là se rangent en fait aux côtés des **adversaires** de la lutte ouvrière. Ils démontrent qu'ils **craignent** en réalité le retour de cette lutte de classe qui ne pourra pas ne pas s'accompagner d'explosions brutales de luttes, d'affrontements violents, cette lutte de classe dans laquelle les prolétaires apprendront la nécessité du terrorisme social contre tous leurs adversaires, cette lutte de classe qui sera l'**école de guerre du communisme**.

Ces gens-là peuvent bien se baptiser communistes internationalistes, pérorer sur la lutte de classe et la révolution internationale, ils n'ont en réalité rien à voir ni avec la lutte prolétarienne ni avec le communisme.

(1) «Révolution Internationale» n°304, sept. 2000, «Internationalisme» n°266, 15/9-15/10/2000

(2) Il se contredit même au milieu d'une même phrase, comme lorsque l'article affirme sans sourciller qu'on cherche à «*déboussoler davantage*» les prolétaires en braquant les médias sur «*4 ou 5 luttes présentées comme "typiques" ou modèles, en les présentant comme des luttes marginales d'exclus de la croissance...*»: luttes typiques ou marginales? Il semble bien dans cette histoire que le déboussolé ce soit... le CCI!

(3) Dans le n° suivant de «Révolution Internationale», le CCI met ces luttes sur le même plan que les actions des patrons routiers, comme deux opérations pour «*saper le développement dans la classe ouvrière de sa conscience*»...

Une polémique révélatrice du CCI

(«le prolétaire», N° 426, avril-mai 1994)

Dans deux articles récents de son mensuel «Révolution Internationale», le Courant Communiste International dénonce ce qu'il appelle notre «*opportunisme*» à l'occasion de nos critiques des trotskistes de Lutte Ouvrière. La façon dont nous critiquons L.O. ne plaît pas du tout au CCI, au point que sur R.I. n°229 (décembre 93), il se demande solennellement si nous ne devons pas être comptés «*au nombre des ennemis de la classe, à la queue des gauchistes*». Grave question, qui aurait de quoi nous faire frémir si elle était émise par d'authentiques communistes! Mais le CCI a beau prétendre sans rire que «*comptable devant la classe ouvrière entière [sic!] (comme chaque composante du milieu révolutionnaire) des minorités communistes que le prolétariat a secrétées [!], (il) se doit de réagir à cette nouvelle marque de son [?] glissement vers l'extrême-gauche des forces bourgeoises qu'inscrivent les camarades présumés révolutionnaires du "Prolétaire"*», tout son article démontre une lourde ignorance, non seulement de la syntaxe - ce qui n'est pas bien grave -, mais surtout du marxisme - ce qui l'est beaucoup plus pour des prétendus communistes.

En plus du ton de notre article («Lutte Ouvrière, agent de la propagande réformiste», dans Le Prolétaire n°422) qu'il juge avec indignation «*certes sévère, mais somme toute fraternel*», le CCI nous reproche essentiellement de parler d'*opportunisme* à propos de Lutte Ouvrière. Or affirme, péremptoire, notre comptable communiste international, «*pour les marxistes, ce terme ne s'applique qu'aux organisations politiques du prolétariat*» alors que L.O. et ses consœurs trotskistes sont des organisations politiques de la bourgeoisie. Ne pas les caractériser d'organisations *bourgeoises* reviendrait à accomplir un «*travail d'obscurcissement de la conscience de classe*» en trompant en quelque sorte les ouvriers: «*Voir un opportunisme inexistant dans une organisation bourgeoises et conséquente telle que L.O. C'est de leur part [la nôtre-NdlR], un franc opportunisme. Très exactement, ils sont centristes par rapport à l'extrême gauche bourgeoise*».

Il suffit au lecteur de bonne foi de jeter un coup d'oeil aux textes de Lénine et du véritable mouvement communiste international avant sa dégénérescence pour constater notre fidélité rigoureuse au vocabulaire comme à l'analyse marxistes. Le CCI ignore l'un comme l'autre, ce qui explique qu'il fait un contresens grossier sur les termes et qu'il n'a pas la moindre idée du soin mis par les bolchéviks à évaluer l'importance et le rôle politique de l'opportunisme, principal pilier de la domination bourgeoise dans la classe (les organisations traditionnelles du réformisme et de la collaboration des classes) et du **centrisme** (les courants pseudo-révolutionnaires, congénitalement suivistes par rapport aux premières), principal obstacle à la rupture

de l'avant-garde prolétarienne avec l'opportunisme et à sa cristallisation en parti communiste.

Ces courants, explique Lénine dans des textes qui ont gardé tout leur intérêt (1), ont une base matérielle créée par le capitalisme; ils correspondent aux aspirations politiques et sociales de l'**aristocratie ouvrière** (dont le CCI nie l'existence) et des couches périphériques à la classe ouvrière. Ils ne peuvent disparaître ou s'affaiblir du jour au lendemain en conséquence d'une prise de conscience de leurs partisans, mais seulement après que le capitalisme ait mis fin à la situation relativement privilégiée de ceux-ci. La lutte politique et pratique pour combattre leur influence sur les larges couches de la classe ouvrière ne prend donc fin qu'après la révolution.

Mais dans la nuit théorique du CCI, tous les chats sont gris. A quoi bon se casser la tête à faire des analyses marxistes puisque du Front National à Lutte Ouvrière ce ne sont que des organisations bourgeoises à mettre à peu près sur le même plan? A quoi bon prendre la peine de réfuter théoriquement et politiquement les arguments des organisations influentes dans la classe ouvrière ou parmi les éléments qui cherchent à rompre avec le réformisme, à quoi bon même chercher à comprendre les raisons de cette influence? Tout ceci est même suspect puisqu'il suffit de crier le plus fort possible à l'organisation **bourgeoise!**

Le CCI s'imagine peut-être avoir ainsi une attitude très révolutionnaire: mais cette attitude qui trahit par ailleurs son indigence théorico-politique, a surtout pour fonction de masquer le fait qu'il appartient lui-même intégralement à ce monde des organisations pseudo-révolutionnaires, **centristes**, qu'il affecte de dénoncer bruyamment.

DU PURISME AU SOCIAL-CHAUVINISME

Nous en avons une illustration éclatante dans le deuxième article de «Révolution Internationale» («*Le PCI s'enfonce dans l'opportunisme*», R.I. n°232, mars 1994) ou est attaquée notre critique du suivisme de L.O. par rapport au sionisme: il apparaît en effet que le CCI a le même type de position que L.O., à savoir qu'il met sur le même plan les oppresseurs et les opprimés, les colons et les colonisés, l'Etat israélien et ceux qui le combattent (ou prétendent le faire)! Selon le CCI notre «*opportunisme*» supposé consisterait à ne pas rester à égale distance des deux camps et à prendre au contraire parti en faveur des «*masses palestiniennes' en oubliant' que le nationalisme palestinien n'a pas été autre chose durant des décennies que le fer de lance de l'impérialisme russe dans la région et qu'il n'a jamais cessé d'être une force tout aussi réactionnaire et impérialiste que l'Etat juif!*»

Quant à l'éventualité de la création d'un mini Etat-bantoustan à la suite de l'accord Israël-OLP, «*cela n'est pas plus une manifestation contre-révolutionnaire que ne l'était l'embrigadement durant quarante ans des populations et surtout des ouvriers de ces zones derrière...*» - les blindés et les barbelés israéliens? Vous n'y êtes pas: «*...derrière le nationalisme palestinien et la haine de leurs frères de classe juifs, et derrière leur fourvolement au prix du sang sur le terrain interclassiste et sans perspective de l'Intifada*».

Il ne s'agit pas ici d'une critique des organisations qui sont à la tête d'une lutte d'émancipation - critique indispensable pour les communistes qui doivent toujours

oeuvrer pour l'organisation **indépendante de classe** du prolétariat même lorsqu'il se trouve en présence d'une lutte commune à plusieurs classes, en présence de ce que le marxisme appelle une **révolution bourgeoise** (antiféodale, anti-coloniale...), de façon à ce qu'il puisse développer sa propre lutte de classe après la révolution; ou si les conditions objectives le permettent, à ravir à la bourgeoisie la direction de la lutte au cours même de la révolution bourgeoise afin de pousser celle-ci jusqu'au bout et d'en faire un tremplin pour l'éclatement de la révolution socialiste, purement prolétarienne, dans les pays capitalistes développés. C'est là la stratégie de la **révolution en permanence** définie par Marx à propos de l'Allemagne en 1850, la stratégie qui se réalisa en Russie en 1917 et pour laquelle travailla l'Internationale Communiste au début des années vingt.

Non, ce que critique au fond le CCI, ce qu'il qualifie de «*réactionnaire*» et d'«*impérialiste*» (?) et dont il appelle à se détourner, c'est la lutte même contre le colonialisme sioniste! Face à cette prose, il est difficile de ne pas ressentir un haut-le-cœur en lisant que ces gens-là poussent l'impudence jusqu'à dire que le marxisme aurait «*déjà mis en évidence il y a 80 ans que tout mouvement de libération nationale a définitivement cessé d'avoir le moindre caractère progressiste, chose que l'histoire a amplement confirmé depuis*».

Il y a 80 ans (donc au moment de la première guerre mondiale) Lénine menait précisément une bataille implacable contre ceux qui s'opposaient aux mouvements d'émancipation nationale sur la base de raisonnements faussement marxistes. Il démontrait que cette tendance (qualifiée par lui d'«*économisme impérialiste*») faisait tout simplement le jeu de l'impérialisme. Contre la «*Brochure de Junius*» de Rosa Luxemburg (qu'il ne mettait pas sur le même plan que les précédents), Lénine écrivait:

«*Des guerres nationales ne sont pas seulement probables, mais inévitables à l'époque de l'impérialisme, de la part des colonies et des semi-colonies. Les colonies et les semi-colonies (Chine, Turquie, Perse) comptent environ un milliard d'habitants, c'est-à-dire plus de la moitié de la population du globe. Les mouvements de libération nationale y sont, ou déjà très puissants, ou en voie de maturation. (...) Les guerres nationales contre les puissances impérialistes ne sont pas seulement possibles et probables, elles sont inévitables et progressives, révolutionnaires (...)*» (2) (souligné par Lénine). L'histoire a depuis amplement confirmé Lénine et donné tort à Luxemburg.

Lénine et les bolchéviks qualifiaient de social-chauvins ceux qui, refusant de faire la distinction entre le nationalisme des oppresseurs et le nationalisme des opprimés, refusaient de se placer résolument, sans hésitation ni conditions, aux côtés des opprimés en lutte contre le colonialisme et l'oppression coloniale. Et ces social-chauvins étaient honteusement chassés de la nouvelle Internationale: ce fut en particulier le cas mémorable d'une section en Algérie du PCF qui repoussait les «*Thèses de Moscou*» et affirmait qu'«*une insurrection indigène qui ne serait pas postérieure à une insurrection communiste*» en métropole risquerait de plonger l'Algérie dans la barbarie (3).

En dépit de tous ses grands airs révolutionnaires, le CCI a succombé à l'influence de cette tradition social-chauvine si présente et enracinée dans les pays impérialistes et en France en particulier. On peut le constater une fois de plus à propos de l'Algérie.

«*La situation que subit en premier lieu la population algérienne ne peut que rappeler celle qu'elle a connue il y a plus de trente ans durant la "guerre de libération nationale". Les luttes sanglantes entre cliques islamistes nous rappellent les mêmes affrontements meurtriers entre les différents mouvements de libération, le MNA et le FLN (...). Les affrontements sur le territoire français pour le contrôle et le racket sur la population algérienne immigrée firent plus de morts que les ratonnades de la police de l'époque. Quant au recours aux attentats qu'utilise le FIS, ce n'est qu'une pâle copie des méthodes que pratiqua le FLN contre les français dans les années 50 (...). De nouveau, le cauchemar recommence, et la classe ouvrière doit tirer des enseignements de cette barbarie. Quant à ceux qui dénoncent les islamistes comme l'ennemi principal, la gauche et les gauchistes, ils essaient de nous faire oublier qu'ils "portaient les valises" des tueurs du FLN. Voilà où a mené la "lutte de libération nationale"».*

Nous n'avons pas trouvé ces lignes sous la plume de pieds noirs revanchards ou d'anciens fanatiques de l'OAS, mais bien dans le même n°232 de «*Révolution Internationale*»! Même en tenant compte d'un bout de phrase sur le «*quadrillage policier*» opéré par les «*militaires sous le commandement du général Massu*», tout l'article revient à **blanchir l'impérialisme français** de ses atrocités innombrables, de ses centaines de milliers de victimes, et de ses responsabilités y compris dans la situation actuelle en Algérie. Il fait également disparaître la **responsabilité criminelle** de l'opportunisme social-impérialiste («*la gauche*»). Bien loin de «*porter les valises*» du FLN, celui-ci a enchaîné le prolétariat français au char de son impérialisme apportant de cette façon une aide irremplaçable à la bourgeoisie française et collaborant directement ou indirectement à la répression coloniale. Cette **collaboration avec l'impérialisme** des partis et organisations dominantes dans la classe ouvrière française rejetait du même coup les prolétaires algériens dans les bras de la seule organisation luttant contre le colonialisme, le FLN, même si cette organisation en dépit de son vernis «*socialiste*» était de nature bourgeoise.

Le fait tragique que les révolutions anti-coloniales n'aient pas rencontré le soutien actif du prolétariat des métropoles, mais l'hostilité ouverte des organisations parlant en son nom, a empêché toute possibilité de prise de conscience de la part du prolétariat des pays coloniaux de leur appartenance à une même classe aux intérêts identiques que les prolétaires des pays colonisateurs, et donc de leur opposition à leur propre bourgeoisie. Il a bloqué toute possibilité qu'au moins une minorité de ce prolétariat mette sur pied des embryons d'**organisation prolétarienne** et dès la victoire sur le colonialisme acquise, commence à engager la lutte contre sa nouvelle classe dominante sur des bases claires et avec l'appui solide du prolétariat de l'ancienne métropole.

Le CCI en arrive à répéter haut et fort ce que murmurent avec délices tous les réactionnaires nostalgiques de l'Algérie française: «*voilà où cela a mené les Algériens de vouloir leur indépendance*»! Le CCI croit-il peut-être que la situation des prolétaires et des exploités algériens serait meilleure s'ils étaient restés colonisés?

Les causes des difficultés de la classe ouvrière algérienne à s'engager dans une lutte révolutionnaire de classe contre la bourgeoisie et son Etat, ce qui lui permettrait de devenir le centre de ralliement des masses pléthoriques de chômeurs et de paysans prolétariés aujourd'hui séduites par les bandes islamistes réactionnaires,

sont fondamentalement les mêmes que celles qui paralysent encore la classe ouvrière de tous les pays: la terrible contre-révolution internationale qui a détruit le parti et les organisations du prolétariat, remplacé son programme par des programmes bourgeois et qui dans les grands pays capitalistes a soumis la classe ouvrière aux impératifs de la conservation sociale.

C'est dire que la première responsabilité de la situation actuelle de la classe ouvrière algérienne repose sur les forces qui ont défiguré le drapeau et les orientations prolétariennes, qui ont désorienté partout dans le monde la classe ouvrière; sur les forces qui en particulier ont empêché l'union combattante des prolétaires français avec les masses algériennes insurgées, qui ont diffusé parmi les prolétaires des pays impérialistes l'esprit de supériorité nationale, le mépris des travailleurs étrangers et des peuples colonisés, et donc l'acceptation de leur oppression: ces forces politiques liées corps et âme à la bourgeoisie, que le vocabulaire marxiste désigne sous le nom d'**opportunisme** ou de **collaborationnisme**.

Ensuite, la dite extrême-gauche a contribué elle aussi à sa manière (et avec ses forces incomparablement plus réduites) à l'égarement du prolétariat en présentant comme le programme prolétarien véritable des alternatives de type démocratique ou de simples variations à peine gauchisées des positions de l'opportunisme; dans le meilleur des cas elle a détourné le sentiments généreux de solidarité envers la lutte anti-coloniale vers effectivement un pur et simple suivisme vis-à-vis de telle ou telle organisation indépendantiste à qui elle décernait des brevets d'authenticité socialiste et prolétarienne.

Le «*cauchemar*» d'il y a vingt ans qui fait gémir le CCI ne consiste donc pas dans la lutte anti-coloniale, mais dans ce que les prolétaires algériens sont restés tragiquement **seuls** face au déchaînement de la terreur coloniale, sans que le prolétariat des pays impérialiste et de France en particulier ne puisse prendre appui sur les luttes d'indépendance pour aller vers la révolution socialiste internationale, sans qu'il puisse favoriser au moins un début d'organisation autonome du prolétariat des pays colonisés ni même diminuer les souffrances des combattants anti-coloniaux en affaiblissant de l'intérieur les puissances coloniales. Ce fait historique pèse encore d'un poids très lourd dans les pays de jeune capitalisme: les réflexes politiques acquis lors des luttes d'indépendance ou les révolutions bourgeoises subsistent dans la classe ouvrière longtemps après que leur base réelle ait disparu, comme Marx l'avait rappelé à propos de la France.

* * *

Ce n'est pas par hasard que le CCI fait un silence total sur le rôle réel de l'opportunisme, mais parce qu'il flirte avec la tradition social-chauvine, exactement de la même façon qu'un groupe comme L.O. toujours prêt à flatter les préjugés aristocratiques, ou au moins à ne pas les attaquer de front pour ne pas perdre des sympathies ou... des voix. Et ce n'est pas non plus par hasard que le CCI concentre sur L.O. toute sa critique, mais parce qu'il chasse sur les mêmes terres. En dépit de leurs divergences bien réelles - et qui ne sont pas toutes à l'avantage du CCI (4) - et de leur rattachement à des antécédents historiques différents, L.O. et le CCI ne sont pas des adversaires mais des concurrents. Ils partagent de nombreux points

communs sur l'attitude envers des catégories particulièrement opprimées de la classe ouvrière (femmes, immigrés) ou envers les luttes dans les pays de la périphérie capitaliste, comme sur des principes aussi essentiels que la question de l'Etat, de la violence, du parti. Cette similitude avec L.O. sur les points fondamentaux qui les séparent du communisme s'explique par leur adaptation aux positions politiques de certaines couches de l'aristocratie ouvrière redoutant la perspective de leur prolétarianisation.

Ces deux organisations, comme bien d'autres, ne peuvent pas fournir une solution au besoin de la reconstitution du parti de classe révolutionnaire mais représentent autant d'impasses et de diversions que le prolétariat a absolument à éviter: rôle funeste du centrisme que le marxisme ne doit pas cesser de démasquer.

(1) Voir, entre autres le texte. «L'impérialisme et la scission du socialisme», dont nous publions des extraits dans ce n°. Dans «La faillite de la deuxième Internationale» (juin 1915. Tome 21 des oeuvres complètes) Lénine écrit: «*L'affiliation formelle des opportunistes aux partis ouvriers ne les empêche nullement d'être - objectivement - un détachement politique de la bourgeoisie, d'être le canal par lequel elle exerce son influence, d'être ses agents au sein du mouvement ouvrier*».

(2) cf «A propos de la brochure de Junius», juillet 1916 (Tome 23). Le lecteur peut se reporter à notre étude «Stratégie et tactique révolutionnaire dans les polémiques Lénine-Rosa Luxemburg», Programme Communiste n°65 et 66 ainsi qu'à «La question de l'autodétermination dans les classés du marxisme», P.C. n°61 et 62 où les textes classiques sont cités et commentés. Notre parti a consacré de très nombreux travaux théoriques à ce thème, parmi lesquels: «Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste», Ed. Prométhée.

(3) Les membres (français) de la section de Sidi Bel Abbès du PCF furent fustigés au IVe Congrès de l'Internationale Communiste (décembre 1922) par Trotsky qui, après avoir cité leurs résolution, s'exclamait: «*On ne peut pas tolérer deux heures ou deux minutes des camarades qui ont la mentalité de possesseurs d'esclaves et qui souhaitent que Poincaré [le chef du gouvernement français-Ndir] les maintienne sous les bienfaits de la civilisation capitaliste, car c'est Poincaré qui est le mandataire d'un tel groupe puisque c'est lui qui, par ses instruments d'oppression, sauve les pauvres indigènes de la féodalité, de la barbarie*». Les «Thèses de Moscou» étaient les thèses sur la question nationale et coloniale. Il aurait suffi à ces social-chauvins de connaître l'argument selon lequel le marxisme venait de décréter réactionnaires les luttes d'émancipation nationale, pour passer de plein droit pour les vrais prédécesseurs du CCI...

Le discours de Trotsky citant la résolution de la section de Sidi Bel Abbès se trouve dans le recueil «Le Mouvement communiste en France», Ed. de Minuit, p.256.

On peut trouver dans le «Bulletin Communiste» n°49 et 50 (décembre 1922) le texte d'un rapport du Congrès Interfédéral Communiste de l'Afrique du Nord qui défend les mêmes thèses racistes. Le Bulletin Communiste était un organe du PC dirigé alors par le courant «centriste» qui, majoritaire dans le parti, entravait tous les efforts de l'Internationale pour transformer celui-ci en véritable parti communiste, y compris en donnant la parole aux social-chauvins.

(4) Le CCI nous accuse de collusion avec un groupe maoïste lors de la grande grève des foyers de Sonacotra dans les années soixante-dix, sous le prétexte probablement des sympathies politiques des dirigeants de cette grève. Le lecteur doit savoir que le CCI, comme la plupart des organisations dites d'extrême gauche manifesta d'abord la plus grande indifférence à l'égard de cette lutte qui se menait en dehors des grandes organisations syndicales et rencontrait leur sabotage ouvert. Puis il vint faire un tour dans quelques comités de soutien et comme ceux-ci ne montraient aucune envie de reprendre ses orientations politiques, il abandonna définitivement le terrain non sans lancer les pires accusations contre les militants qui ne désertaient pas le combat. Pour les leçons que nous avons tirées de cette grève, voir «Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte», brochure Le Prolétaire n°14.

Une attitude encore plus affirmée de jaune peut se retrouver lors de la récente grève générale en Espagne où la section locale du CCI a appelé pratiquement à saboter le mouvement.

La tare insurmontable des préjugés libertaires

Le C.C.I. ou la phobie de l'autorité

(«le prolétaire», N° 301, 30 nov. - 13 déc. 1979 et
«le prolétaire», N° 302, 14-27 déc. 1979)

«Ces messieurs ont-ils jamais vu une révolution? Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit [...], et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit maintenir cette domination par la terreur que armes inspirent aux réactionnaires» (Engels, *A propos de l'autorité*, 1873).

«Qu'est-ce qui nous distingue des anarchistes quant aux principes? Les principes du communisme consistent dans l'institution de la dictature du prolétariat, dans l'emploi par l'Etat des méthodes de coercition en période de transition. Tels sont les principes du communisme» (Léning, *Discours en faveur de la tactique de l'Internationale Communiste*, 1921, Œuvres, tome 32, p. 499).

Il n'est pas facile de concilier marxisme et anarchisme. Un exemple moderne des pitoyables acrobaties auxquelles sont contraints ceux qui s'y essayent nous est fourni par le Courant Communiste International, et notamment par l'interminable débat qui, depuis plus de quatre ans, non sans heurts et scissions, agite cette organisation au sujet de l'Etat et du principe

«Les conditions de la victoire du pouvoir prolétarien dans la lutte pour la réalisation du communisme ne se trouvent pas tant dans l'utilisation rationnelle des compétences pour les tâches techniques, que dans le fait que l'on confie les charges politiques et le contrôle de l'appareil d'Etat à des hommes qui font passer l'intérêt général et le triomphe final du communisme avant les intérêts limités et particuliers des groupes [...]. La dictature du prolétariat sera donc la dictature du Parti Communiste, et celui-ci sera un parti de gouvernement dans un sens totalement opposé à celui des vieilles oligarchies, car les communistes endosseront les charges qui exigeront le maximum de renoncement et de sacrifice, et prendront sur eux la part la plus lourde de la tâche révolutionnaire qui incombe au prolétariat dans le dur travail qui enfantera un monde nouveau » (Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du P.S.I., 1920, dans *Défense de la continuité du programme communiste*, p. 19).

central du marxisme: la dictature du prolétariat.

Voici comment Lénine résumait ce principe, à la veille d'Octobre 1917, dans *L'Etat et la révolution*: «*La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est à dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en classe dominante capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses laborieuses et exploitées.*

Le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploités que pour diriger la grande masse de la population – paysannerie, petite-bourgeoisie, semi-prolétaires – dans la « mise en place » de l'économie socialiste.

En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de mener le peuple tout entier au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie» (Œuvres, tome 25, p. 437).

Une telle conception s'oppose diamétralement aussi bien à la vision réformiste, qui prétend arriver à l'émancipation du prolétariat pour la démocratisation croissante de l'Etat bourgeois, qu'à la vision anarchiste, ennemie de tout Etat et de toute dictature. Elle s'oppose aussi diamétralement à toutes les tentatives de concilier le marxisme et ces visions étrangères, en mariant dictature et démocratie ou encore en admettant la nécessité de la dictature prolétarienne, mais non sa direction par le parti.

IL N'Y A PAS D'ETAT PROLÉTARIEN !

Le marxisme a une vision historique, matérialiste, de l'Etat, l'anarchisme une vision a-historique et métaphysique. Pour lui, l'Etat, c'est, dans l'absolu, le Mal, et le prolétariat ne saurait donc s'en servir. Pour le marxisme, le prolétariat a besoin de briser l'Etat bourgeois et de le remplacer par son propre Etat révolutionnaire. Le C.C.I., en s'efforçant de concilier les deux, aboutit à des absurdités sans fin.

D'une part, il admet, avec le marxisme, que le prolétariat doit se servir de l'Etat – «avec toutes les amputations et mesures de précautions [...] qui font de cet Etat un demi-Etat» (*Revue Internationale* n°1, p. 32). D'autre part, il affirme à la manière de l'anarchisme, que «dans toute société, l'Etat ne peut être autre chose qu'une institution conservatrice par essence et par excellence» (Projet de résolution du 2ème Congrès du CCI sur la période de transition, *Revue Internationale* n°11, p. 24).

De cette pétition de principe qui tire un trait sur l'expérience de toutes les révolutions, non seulement prolétariennes, mais bourgeoises, découle... logiquement la distinction absurde entre «Etat de la période de transition» et dictature du prolétariat: «Le prolétariat classe porteuse du communisme, agent du bouleversement des conditions économiques et sociales de la société transitoire, se heurte néces-

sairement à l'organe tendant à perpétuer ces conditions [affirmation qui n'a pas de sens, parce que ces «conditions» éminemment provisoires et changeantes tendent justement à être perpétuellement bouleversées par les mesures despotiques] prises par l'Etat prolétarien pour assurer la transition graduelle de l'économie capitaliste à l'économie communiste; à moins que l'on ne veuille dire ici que le prolétariat se heurte à son Etat parce que celui-ci n'assure pas assez vite le passage au communisme, ce qui revient en plein à la position de l'anarchisme]. C'est pour cela qu'on ne peut parler ni d'«Etat socialiste», ni d'«Etat ouvrier», ni d'«Etat du prolétariat» durant la période de transition [...]. Pour ces raisons, si le prolétariat doit se servir de l'Etat dans la période de transition, il doit conserver sa pleine indépendance à l'égard de cet organe. En ce sens, la dictature du prolétariat ne se confond pas avec l'Etat. Entre les deux existe un rapport de forces constant que le prolétariat devra maintenir en sa faveur: la dictature du prolétariat ne s'exerce pas dans l'Etat ni à travers l'Etat, mais sur l'Etat» (Ibidem, p. 25).

Ainsi se trouve allègrement renversée toute la conception marxiste de l'émancipation du prolétariat, lumineusement résumée dans les lignes célèbres de la Critique du programme de Gotha: «Entre la société capitaliste et la société communiste se place la transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat». Et, en effet, qu'est-ce que la dictature, sinon le pouvoir exclusif d'une classe, et qu'est-ce que ce pouvoir – organisation centralisée de la violence – sinon un pouvoir d'Etat ?

UN «ETAT POPULAIRE LIBRE» ?

Mais c'est qu'en réalité, pour le C.C.I., l'Etat n'est pas l'organe exclusif de la dictature d'une classe: il est un «médiateur entre les classes» (*Revue Internationale* n°1, P. 50). Ceci se traduit par cette étourdissante nouveauté: faire de l'«Etat de la période de transition» - issu, qui plus est, d'une révolution prolétarienne pure – un Etat interclassiste, en revendiquant la participation de toute la «population» non exploiteuse aux organes de l'Etat: «Il ne sert à rien de vouloir faire de l'organisation unitaire du prolétariat: les Conseils ouvriers, l'Etat [...]. En proclamant que le Conseil est Etat, ils excluent et interdisent toute participation des classes travailleuses non prolétariennes à la vie de la société, participation qui est, comme nous l'avons vu, la principale raison du surgissement de l'Etat» (*Revue Internationale* n°15, p. 13).

«L'institution étatique est constituée à sa base par les Conseils existant sur une base non pas de classe [...], mais géographiquement: assemblées et conseils de délégués de la population par quartiers, villes, régions, etc..., culminant dans un conseil central qui constitue l'organe central de l'Etat» (*Revue Internationale* n°11, p. 44).

En somme, le C.C.I. en arrive à revendiquer une sorte de... démocratie populaire qui coexisterait avec la dictature du prolétariat dans une espèce de «dualité de pouvoirs»: on conçoit que, dans ces conditions, il ne soit pas possible de parler d'«Etat du prolétariat»! Mais c'est parce que la dictature du prolétariat elle-même a disparu, celle-ci ayant précisément pour signification d'être un pouvoir que le prolétariat ne partage avec personne...

Ainsi, le C.C.I. rejoint à sa manière les vieux tenants de l' «*Etat populaire libre*» raillés par Engels, qui précisait que «*tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point dans l'intérêt de la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel*» (Lettre à Bebel du 18-28 mars 1875, citée dans *L'Etat et la révolution*, Lénine, Œuvres, tome 25, p. 475-476). Le C.C.I. remplace cette conception par un vulgaire libéralisme, en affirmant que l'Etat de transition «*remplace l'oppression par un maximum de démocratie, c'est à dire de liberté d'opinion, de critique, et d'expression*» (*Revue Internationale* n°15, p. 11).

Inutile de rappeler (voir *Le Prolétaire* n°203) que la terreur rouge est condamnée par le C.C.I. comme l'abomination des abominations pour une double raison: parce que le prolétariat ne saurait employer «*les mêmes moyens*» que la bourgeoisie (affirmation de caractère purement moral), et aussi du fait qu'elle nécessite «*un corps spécialisé*» (*Revue Internationale* n°15, p. 15). Mais alors, et Marx, et Lénine, et Trotsky ? «*La littérature marxiste emploie parfois [sic – La dictature du prolétariat ? un «petit mot» employé «une fois» dans une lettre, disait Kautsky] le terme de terreur à la place de violence de classe, mais il suffit de se référer à l'ensemble de l'œuvre de Marx pour comprendre qu'il s'agit plutôt d'une imprécision de formulation que d'une véritable identification dans la pensée. Cette imprécision lui vient en outre de la profonde impression qu'a laissée sur elle l'exemple de la grande révolution bourgeoise de 1789*» (*Revue Internationale* n°15, p. 22).

En fait, ces «arguments» ne font que cacher le souci de **limiter la violence de classe du prolétariat**, dans une vision idéalisée et purement mythique de la lutte de classe, qui efface d'un trait de plume les réalités de la guerre civile, pour confier la défense du pouvoir du prolétariat à la... conscience de celui-ci : «*Sa force invincible ne réside pas tant dans sa force physique et militaire, et encore moins dans la répression, que dans sa capacité de mobiliser les larges masses, d'associer la majorité des couches et classes travailleuses non prolétariennes à la lutte contre la barbarie capitaliste. Elle réside dans sa prise de conscience et dans sa capacité de s'organiser de façon autonome et unitaire, dans la fermeté de ses convictions et dans la vigueur de ses décisions. Telles sont les armes fondamentales de la pratique de la violence de classe du prolétariat*» (*Revue Internationale* n°15, p. 21).

«MASSES» ET «CHEFS»

La dichotomie entre Etat de transition et dictature du prolétariat, entre Etat et Conseils, reflète d'autre part, à la manière de l'anarchisme et du kaapédisme, l'opposition métaphysique entre «*masses*» et «*chefs*», la phobie des «*spécialistes*», des «*experts*», au nom d'une «*autonomie*» de la classe ouvrière considérée comme une «*totalité*» qui aurait toujours raison, à la base, même dans ses manifestations reflétant une mentalité arriérée, **face à l'Etat central**.

Le C.C.I. affirme - contre les leçons de la Commune de Paris, qui ont inspiré les mesures prises par les bolcheviks, dans les années léniniennes, pour combattre les déformations bureaucratiques de leur Etat - qu' «*il n'y a pas d'Etat sans bureaucrates*» (*Revue Internationale* n°11, p. 37), ce qui est la négation même du caractère spécifique de l'Etat prolétarien, Etat-Commune qui, fondé sur l'organisation des prolétaires

armés, sur leur participation la plus large possible aux rouages de l'appareil d'Etat, sur la suppression graduelle du fonctionnarisme en tant que corps privilégié détaché de la société, **commence** précisément dans ce sens à n'être plus un Etat «*au sens ordinaire*» du mot.

Mais c'est que sous la crainte de la bureaucratie se cache en réalité la phobie anarchiste de l' «*autorité*», ainsi que l'incompréhension de la priorité de la défense des intérêts **généraux et historiques** du prolétariat, remplacés par un suivisme pur et simple vis-à-vis des intérêts immédiats de ses couches même les plus arriérées: «*Si la vague révolutionnaire rencontre de sérieux obstacles [...], il sera nécessaire de recourir à certains compromis, comme demander aux ouvriers de travailler plus ou de réduire leur ration. Les délégués commenceront alors à apparaître comme des agents extérieurs aux ouvriers, comme des fonctionnaires d'Etat dans le vieux sens du terme, comme des éléments se situant au-dessus des ouvriers et contre eux*» (*Revue Internationale* n°1, p. 47). D'où la nécessité d'assurer «*l'autonomie et l'initiative de la base ouvrière vis-à-vis des organes centraux*», ainsi que la renonciation à toute méthode violente au sein du prolétariat» (*ibid.*, p. 48).

Qu'avons-nous d'autre ici que l'idéalisation de ce que Lénine appelait «*l'élément anarchiste petit-bourgeois*», qui risquait de saper le pouvoir prolétarien de l'intérieur, et contre lequel Lénine appelait constamment, dans les années d'après Octobre, à livrer une énergique bataille? Mais c'est que le C.C.I. combat la nécessité de la discipline du travail et des sacrifices au nom précisément de cette mentalité petite-bourgeoise que Lénine définissait par la formule: «*empoche le plus possible et après toi le déluge*». Comment pourrait-il comprendre que c'est précisément **par ses sacrifices héroïques** que le prolétariat de Russie a défendu et sauvé son pouvoir, durant et après la guerre civile, des assauts de la réaction internationale mais aussi de la démoralisation dans ses propres rangs et dans ceux des masses petites-bourgeoises?

L'autre aspect essentiel de la phobie anarchisante de l' «*autorité*», c'est, à côté de la phobie de l'Etat, celle du rôle dirigeant du parti. Pour le marxisme, la dictature du prolétariat ne saurait être elle-même **que** grâce à la direction du parti révolutionnaire. C'était déjà la leçon de la Commune de Paris: «*Avant de réaliser une transformation socialiste, il faut une dictature du prolétariat, et l'armée prolétarienne est une condition primordiale de celle-ci (...). Le rôle de l'Internationale est d'organiser et de concentrer les forces prolétariennes pour le combat qui les attend*» (Marx, *Discours pour le 7^e anniversaire de la 1^{ère} Internationale*, 1871).

Ce sera la leçon de la révolution d'Octobre et le pilier central autour duquel se constituera l'Internationale Communiste: «*Le marxisme enseigne - ce que confirment de façon formelle l'Internationale Communiste tout entière dans la résolution du 11^{ème} Congrès de l'IC (1920) sur le rôle du parti politique du prolétariat, mais aussi notre révolution dans la pratique - que le parti politique de la classe ouvrière, c'est à dire le parti communiste, est le seul capable de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, qui est seule en mesure de s'opposer aux inévitables oscillations petites-bourgeoises de ces masses, aux inévitables traditions et récidives de l'étroitesse corporative ou des préjugés corporatifs dans le prolétariat, et de diriger toutes les activités unifiées de l'ensemble du prolétariat, c'est à dire de le diriger politiquement et, par son*

intermédiaire, de **guider** toutes les masses laborieuses. Autrement, la dictature du prolétariat est impossible » (Lénine, *Avant-projet de résolution du Xème Congrès du PCR sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre parti*, 1921, Œuvres, tome 32, p. 257).

DICTATURE ET PARTI

Cette conception de la dictature du prolétariat dirigée par le parti repose sur une vision **matérialiste**, non idéalisée, de la classe ouvrière, composée, comme dit Trotsky, de « *différentes couches* », avec des « *niveaux de développement* » variés (*Terrorisme et communisme*, 1920). C'est cette direction par le parti - « *organe dont les caractéristiques se rapprochent le plus d'une collectivité unitaire homogène et solidaire dans l'action* » (*Le principe démocratique*, 1922, dans la brochure *Parti et classe*, p. 82) qui est seule capable de donner au prolétariat son « *unité de volonté, d'orientation, d'action* » dans sa lutte contre les tentatives de restauration de la bourgeoisie et contre les oscillations de la petite-bourgeoisie, dont lui-même n'est séparé par aucune muraille de Chine. C'est elle qui est seule capable d'assurer le triomphe des intérêts **généraux** de la classe, « *en réduisant au minimum la pression des intérêts limités des petits groupes* » (*Dictature prolétarienne et parti de classe*, 1951, *ibidem*, p. 99). Pour la même raison, c'est le parti - et même l'Internationale - qui, d'après Lénine, est appelé à arbitrer les éventuels conflits surgissant entre le prolétariat et son Etat. Enfin, c'est cette direction par le parti - organisé à l'échelle internationale - qui seule peut assurer que l'Etat prolétarien obéit aux intérêts **internationaux** de la classe ouvrière, et non à des intérêts nationaux.

Le caractère extrêmement centralisé et unitaire de la assurée par le parti ne s'oppose d'ailleurs nullement à la plus intense **participation** des larges masses prolétariennes à la direction de l'Etat. **Dirigés par le parti**, les Soviets se révèlent même, d'après Lénine, comme d'incalculables organes d'éducation, susceptibles d'entraîner dans la vie politique des couches de plus en plus larges du prolétariat. C'est pourquoi Lénine **pouvait à la fois** défendre, sans aucune contradiction, et la « *dictature d'un seul Parti* », et le rôle irremplaçable des Soviets.

Obnubilés par le prétendu principe démocratique, qui va de pair, sur le plan théorique, avec le plus pur **idéalisme**, le C.C.I. ne saurait évidemment admettre le rôle de direction et d'organisation du parti dans la dictature, pas plus d'ailleurs qu'avant et pendant la révolution : « *C'est la classe ouvrière dans son ensemble [!] qui seule peut exercer le pouvoir dans le sens de la transformation communiste de la société: contrairement aux classes révolutionnaires du passé, elle ne peut déléguer son pouvoir à une quelconque institution particulière, à aucun parti politique, y compris les [nous apprécions le pluriel!] partis ouvriers eux-mêmes* » (*Revue Internationale*, n° 11, p. 23). La raison en est l'opposition totalement abstraite et métaphysique (que nous avons analysée ailleurs: voir *Le Prolétaire* n° 264) entre « *minorité de la classe* » et « *totalité de la classe* »: la subordination de la « *partie* » au « *tout* » selon le plus pur démocratisme, c'est à dire l'idéologie la plus plate ment bourgeoisie.

C'est au nom de cet idéalisme rien moins que nouveau, que le C.C.I. condamne les « *imprécisions [!] de Marx sur le problème de l'Etat et sur la nature et le rôle du*

parti » (le pauvre, comme tous les révolutionnaires d'avant la première guerre mondiale, n'avait « *pour expérience que des révolutions bourgeoises* » !) (*Revue Internationale*, n° 17, p. 21). C'est au nom de ce même idéalisme qu'il condamne « *les confusions politiques du Parti bolchevik* (sur cette même question, confusions qui) *ont accéléré le processus de la dégénérescence de la révolution et leur propre passage dans le camp du capital* » (*ibid.* p. 24). La contre-révolution stalinienne est ainsi attribuée à la conception marxiste du parti, alors qu'elle en fut le reniement. « *Le parti ne peut "diriger" l'Etat sans devenir lui-même un organe d'Etat* » (*ibid.*, p. 28): la conception léniniste - le parti dirigeant l'Etat - est grossièrement confondue avec la conception et la pratique staliniennes - le parti organe ou instrument de l'Etat, et donc intégré ou subordonné à l'Etat -, qui en est exactement le contraire. Ce qui revient, soit dit en passant, à **justifier** Staline (1).

C'est au nom de ce même idéalisme que, faisant de la révolution une question de formes d'organisation, le C.C.I. porte aux nues les Soviets, expression de la « *totalité* » de la classe, et qu'il intime au parti l'ordre de ne pas sortir du rôle de simple éclaireur des consciences, de ne pas « *chercher le pouvoir* » (ô Pannekoek ! - *ibid.*, p. 29) ni « *utiliser la répression physique sur un secteur de la classe* », sous peine « *d'affaiblir la révolution et pervertir sa propre essence* », reprenant ainsi en écho le mot d'ordre typique qui - lancé par les cronstadiens et repris par les grands bourgeois à la Milioukov - était devenu en 1921 le cri de ralliement de la contre-révolution : « *les Soviets sans les bolcheviks!* ».

RÉVOLUTION SIMULTANÉE ?

Enfin, logiquement, le rapport entre dictature prolétarienne dans un pays et parti mondial est lui aussi inversé: de même que les intérêts immédiats sont placés au-dessus des intérêts historiques de la classe, la fraction nationale de celle-ci qui a pris le pouvoir est placée au-dessus de son organe mondial. Et le C.C.I. de tomber dans la perplexité que lui vaut la contradiction entre son démocratisme et l'« *internationalisme* » qu'il affiche: si le parti est un parti mondial, « *comment peuvent faire les ouvriers dans un bastion pour maintenir leur contrôle sur un organe qui est organisé au niveau mondial?* » (*Revue Internationale*, n° 17, p. 26) !!!

A moins que la solution ne réside dans le vieux mythe, si cher aux sociaux-démocrates du passé (et qui leur servait à renvoyer la préparation révolutionnaire aux calendes grecques), de la « *révolution simultanée* », qui résoudrait d'un coup de baguette magique le problème de la défense du pouvoir prolétarien contre la bourgeoisie mondiale... Le C.C.I. n'affirme-t-il pas que « *c'est de fond en comble et à l'échelle mondiale que celui-ci (l'Etat bourgeois) doit être détruit pour que puisse s'ouvrir la période de transition du capitalisme au communisme* » (c'est à dire non pas le socialisme, mais bien la dictature du prolétariat) (*Revue Internationale*, n° 11, p. 23)? Et n'en déduit-il pas que « *l'expérience du prolétariat en Russie était condamnée à l'échec du moment qu'elle n'était pas parvenue à s'étendre mondialement* » (*Revue Internationale*, n° 11, p. 32)? S'il est vrai, en effet, que le pouvoir prolétarien ne pouvait se maintenir **à la longue** si la révolution mondiale ne venait pas à son aide en temps voulu, les délais assignés par le C.C.I. à cette extension (il cite comme preuve de cette « *condamnation* » les événements de 1917-1921) montrent bien que

pour lui la révolution devait être ou «*simultanée*» ou périr. Ce qui revient encore une fois, et à faire ignoblement de Lénine le précurseur de Staline, et à accrédi- ter l'idée qu'en l'absence d'internationalisation de la révolution dans des délais très brefs, il fallait alors **quitter le pouvoir**. En 1926, contre les sarcasmes des partisans du «*socialisme dans un seul pays*», Trotsky, lui, cria qu'il croyait dans la révolution mondiale, dans laquelle reposait en dernière instance le sort de la révolution russe, mais qu'il fallait l'attendre en restant au pouvoir, même si elle devait tarder encore pendant cinquante ans (cf. «*Le marxisme et la Russie*», dans *Programme Communiste*, n° 68, p. 24).

A la leçon **défaitiste** de la contre-révolution tirée par le C.C.I., nous opposons la nôtre, tirée dès 1926 et insérée en 1951 dans notre programme de parti «*La défense du régime prolétarien contre les dangers de dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'œuvre de transformation sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une **coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir***» (Thèses caractéristiques du Parti, dans *Défense de la continuité du programme communiste*, p. 170).

Là est le véritable internationalisme, inséparable de l'anti-démocratisme marxiste.

(1) Le problème des rapports entre parti et Etat en Russie était un problème crucial, qui réclamait, pour être correctement résolu, une politique juste et lucide. Comme le disait Trotsky en 1924 dans *Cours nouveau*: «*Le prolétariat réalise sa dictature par l'Etat soviétique. Le Parti Communiste est le parti dirigeant du prolétariat, et, par conséquent, de son Etat. Toute la question est de réaliser ce pouvoir dans l'action sans le fondre dans l'appareil bureaucratique de l'Etat*» (commenté dans «*La crise de 1926 dans le PC russe et dans l'International*», *Programme Communiste*, n° 74). Ce problème **réel** n'est même pas effleuré par le C.C.I., qui le remplace par une **pétition de principe métaphysique** (et donc une conception **fataliste** du cours historique de la révolution en Russie), analogue finalement à la vieille pétition de principe des anarchistes: le pouvoir corrompt !

« Révolution Internationale » et ses amis

La légende d'une « Gauche européenne »

(«le prolétaire», N° 204, 4-17 oct. 1975)

Nous avons montré dans un précédent article que, sous le verbe «marxiste» de *Révolution Internationale* et de ses amis de la *Revue Internationale*, se cachait l'idéalisme foncier de l'école anarchiste. Une autre caractéristique de ce groupe et de ses amis tient à la façon dont il envisage ses rapports avec la Gauche communiste.

C'est avec le même aplomb théorique qui la fait se réclamer du marxisme, conçu il est vrai comme un «marxisme occidental» opposé au bolchevisme qui aurait trahi l'enseignement de Marx et Engels, que R.I. prétend mettre la Gauche «italienne» dans le panier de crabes d'une «gauche européenne» et nous opposer aux bolcheviks.

Bien entendu, à ses dires, tout n'est pas à retenir dans la Gauche «italienne», pas plus d'ailleurs que dans le KAPD, car ils ne représentaient que «des réactions prolétariennes à la contre-révolution» et s'il faut reconnaître leur «importance», on s'empresse d'ajouter qu'«il faut dépasser leur apport indispensable, mais limité» (couverture de R.I., du n°1 au n°14).

Avant d'aller plus loin, il est bon de mettre en évidence le mensonge éhonté selon lequel la naissance du KAPD aurait signifié une «réaction à la contre-révolution», à moins que l'on entende par contre-révolution la centralisation de la dictature dans les mains du Parti, la paix de Brest-Litovsk, la NEP, etc... Ne faut-il pas plutôt voir dans la création en 1920 d'une prétendue IVème Internationale au moment où la IIIème, la véritable, affrontait une dure bataille, une désertion de l'armée révolutionnaire? Et cette révolution occidentale dont on se gargarise, ce fameux modèle à suivre, qu'a-t-elle donné justement en Occident? Elle n'est même pas parvenue à se doter, en dépit des efforts des bolcheviks, de partis communistes dignes de ce nom – à l'exception près des pas faits en ce sens en Italie -, car elle était embourbée dans le démocratisme, l'immédiatisme, l'autonomisme, l'anti-autoritarisme, le mépris aristocratique pour la violence «aveugle» et la peur de quitter le terrain du légalisme.

Mais, diront nos froids observateurs, remplis de fatalisme, «le prolétariat (...) pas mûr pour, en unifiant la lutte économique et la lutte politique, s'unifier lui-même et s'affirmer comme classe révolutionnaire» (R.I. n°6). Ou alors, sans être effrayés par l'éclectisme, les mêmes qui nient le rôle positif du Parti dans l'unification de la classe, feront porter sans vergogne à l'Internationale la responsabilité de la tragédie du prolétariat allemand, attribuant ainsi au parti un rôle de la même intensité, mais de signe contraire!

Ce qui devrait pourtant sembler curieux à des gens qui veulent mettre KAPD et Gauche dans le même sac, en opposant cette dernière aux bolcheviks, c'est précisément que la Gauche – même si elle a regretté les conditions de la scission de 1920 en Allemagne et si elle était vraiment désireuse d'influencer (tout comme les bolcheviks d'ailleurs) et d'aider les éléments, souvent sincères dans leur réaction

antisociale démocrate et anti-centriste, qui suivaient les kaapédistes – s'est toujours trouvée d'accord avec le Centre de l'Internationale pour la critique des positions théoriques, politiques et tactiques du KAPD. Que l'on considère les thèses sur le rôle du Parti dans la révolution prolétarienne du II^{ème} Congrès (1). Que l'on se rappelle que la Gauche a approuvé les thèses tactiques du II^{ème} Congrès, non parce qu'elle se serait «soumise» à la direction de l'IC, mais parce que ces thèses étaient la codification de pratiques et d'expériences révolutionnaires parallèles et communes – et même elle aurait souhaité sur quelques points plus de précision (2).

Quant à la fameuse divergence avec Lénine sur la question parlementaire, c'est par un abus grossier que l'on peut mettre notre abstentionnisme sur le compte d'un «marxisme occidental», comme plus tard notre refus du front unique compris comme un bloc entre partis, ou du mot d'ordre de «gouvernement ouvrier», lancé sans dire explicitement qu'il ne saurait être conçu comme une situation intermédiaire entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat, ou pire, sans exclure qu'il se traduise dans une formule de type parlementaire.

Une preuve du mensonge de l'assimilation de notre position à celle du «marxisme occidental » nous est même donnée par nos détracteurs. C'est ainsi que R.I. écrit dans son n°10 «contrairement à ce que la Gauche italienne affirmait et encore maintenant ses pâles épigones du PCI, il ne s'agissait nullement d'un débat sur l'utilisation du Parlement, mais bien de la question de principe de la non-participation aux élections». Effectivement, pour le KAPD, comme pour les anarchistes, l'abstentionnisme était une question de principe; mais pour la Gauche, comme pour les bolcheviks, il s'agissait d'une question de tactique. Le nôtre n'était pas déduit de la théorie, comme nous en déduisons au contraire l'anti-démocratisme et l'antiparlementarisme, mais il dérive d'un bilan historique fait dans les pays de capitalisme avancé, pourris de démocratie, et dont il faut se garder d'étendre l'application de façon indifférenciée à toutes époques et à tous les lieux: si la Gauche était abstentionniste - et si notre parti l'est aujourd'hui -, cela concernait l'aire de démocratie impérialiste et... avancée.

Un autre plan, où R.I. oppose sa conception à celle de la Gauche, c'est la **question du parti**. Mais affirme la *Revue internationale* n°1, «nous n'avons fait que mettre ce débat à jour en dégageant l'idée de centralisation des déviations léninistes (centralisme démocratique) ou bordighistes (centralisme organique)». Comme si, en matière de principe, on pouvait opposer les deux formules, étant donné que le seul principe qu'elles contiennent est celui du centralisme, les adjectifs n'étant que descriptifs! Quant au «centralisme» d'un club de professeurs en marxisme occidental en plein débat pour s'auto-définir, et dont la seule activité est de publier une revue de discussion, il est facile d'imaginer qu'il est dirigé à 180° de celui du parti marxiste. Encore une fois, où est le fossé entre la Gauche et les bolcheviks, où est la mare où KAPD et Gauche italienne pataugeraient ensemble?

La manière dont R.I. prétend trouver une parade à cette embarrassante question est aussi risible que lamentable. Elle consiste à encenser la Gauche italienne pour mieux envoyer au tapis Bordiga et les «bordighistes». Il fallait y penser !

Prenons un exemple de cet intéressant stratagème. Chacun sait que, pour nous, la question de l'abstentionnisme était une question secondaire par rapport à la question première, celle-là, de la constitution du parti communiste, anti-démocra-

tique et antiparlementaire par principe, et de sa direction centralisée. Eh bien pas du tout, crient nos censeurs: «N'en déplaise au PCI, la Gauche italienne reconnaissait que c'était malgré tout une question fondamentale, ne serait-ce qu'en se constituant en fraction abstentionniste (1919)». Soit dit en passant, le fait que l'abstentionnisme était un moyen utile et même indispensable pour atteindre des objectifs essentiels, en particulier une bonne sélection des communistes et l'élimination complète des éléments centristes, cela échappe tout à fait à la compréhension de nos critiques. Mais poursuivons. Le malheur a voulu, voyez-vous, que Bordiga ait été représentant (on se demande bien pourquoi!) au Congrès: «la soumission de Bordiga à l'IC allait entraîner la participation du PC d'Italie aux élections et précipiter la dégénérescence du parti» (R.I. n°10). Que, pour la Gauche, le **centralisme** passe avant l'abstentionnisme (le premier est un principe, le second non; et le premier est aussi une condition sine qua non de l'efficacité d'une règle tactique que nous n'avons jamais conçue comme locale et laissée à l'initiative des sections, mais internationale et valable pour toute l'organisation), cela dépasse évidemment l'entendement de nos marxistes occidentaux qui flairent là «l'électoratisme le plus grossier».

Prenons un second exemple. On sait que la Gauche, réduite au silence par le régime disciplinaire stalinien, puis dispersée par le fascisme, réussit à se regrouper dans l'émigration autour de la **Fraction à l'étranger** qui publia *Prometeo* puis *Bilan*, avant, lit-on dans le *Bulletin de discussion* n°6 de R.I., «sa dissolution en 1945, au sein d'un "parti" créé de toutes pièces, en hâte et dans la confusion, autour de Bordiga en Italie».

Que la Fraction était belle! Mais le Parti, pouah! Pour nos historiographes, l'**idée** que l'on puisse se préparer à l'**idée** de constituer **un jour** un parti, cela est concevable. Mais surtout pas de parti avant que n'arrive une situation révolutionnaire. Auparavant des fractions, si l'on veut, mais pas de parti, et, au grand jamais, pas de préparation révolutionnaire! Et malheureusement, là aussi, Bordiga est arrivé, et voilà que la Gauche «italienne» s'est encore une fois mise à dégénérer (3)!

On sait toutefois que justement consciente du précédent Trotsky et de sa malheureuse expérience d'une soit-disant IV^{ème} dont Bordiga et la Gauche avaient pu prévoir, hélas, le triste résultat, cette dernière avait lutté pour éviter que le parti ne se regroupe «autour de la personne» de Bordiga, et pour démontrer que, loin de pouvoir constituer un parti solide sur la publicité d'individus renommés, les individus et les chefs ne sont réellement efficaces que si les militants se regroupent sur la base d'un programme sûr et précis. Mais, bien sûr, cela est complètement ignoré et, de toute façon, incompréhensible pour les tenants de l'opposition masses-chefs, qui voient dans les partis les corrupteurs des masses, dans les chefs les corrupteurs des partis, mais qui ne nous ont pas encore expliqué qui diable peut bien corrompre les chefs!

Cela dit, le lecteur peu averti de l'absence de scrupules de nos détracteurs pourrait demander à R.I.: comment se fait-il que vous vantiez la Fraction constituée dans l'émigration mais provenant d'un parti que vous qualifiez de dégénéré? Le fait que la Fraction soit simplement une fraction et pas un parti ne serait évidemment pas suffisant pour la rendre sympathique à nos accusateurs. Selon R.I., la Fraction aurait révisé les positions «contre-révolutionnaires» de Lénine et notamment, comme nous l'indique le *Bulletin de discussion* n°6, sur la question coloniale, ou en rejetant la distinction entre bourgeoisie progressiste et réactionnaire.

Disons carrément que cette affirmation est un mensonge. Car s'il est vrai que la revue *Bilan* a fait des erreurs politiques, c'étaient justement des erreurs, des concessions à des courants de type «gauche européenne», mais ceci dans une attitude oscillante qui interdit de prétendre que *Bilan* avait une théorie particulière qui aurait révisé les positions originelles de l'Internationale et de la Gauche.

Le grand mérite de la «fraction», comme nous l'avons rappelé dans l'introduction aux thèses d'après 1945 (publiées dans *Défense de la continuité du programme communiste*), c'est d'avoir pu «maintenir une continuité physique de groupe». Son «rôle fut justement de préserver la continuité de notre tradition et d'en jeter la semence là où elle n'existait pas. C'est à cette matrice que nous devons notre réseau international, aussi faible qu'il soit numériquement, et en grande partie les premiers cadres de 1943».

Quiconque est incapable de considérer les conditions de profonde détresse des groupes isolés de véritables communistes victimes de la dispersion de l'organisation et en proie à des difficultés effroyables sera aussi incapable de comprendre qu'en luttant pour préserver une tradition, des camarades aient pu commettre des bourdes, même graves, dans les domaines théorique, tactique ou organisationnel. Celui qui s' imagine que la restauration des positions théoriques cardinales du marxisme, détruites par la contre-révolution, fut le résultat d'une simple promenade de week-end, se trompe lourdement. Il se rend incapable de saisir la portée de ce fait historique indéniable que la Gauche, malgré ses erreurs, malgré même la part de confusion qui accompagna l'élan généreux de la formation du parti en 1943, a été le seul courant qui, grâce à une tradition vivante et authentiquement communiste, et sur la base de son propre bilan, a pu renouer le fil interrompu du marxisme révolutionnaire et fournir la base théorique de granit du parti de la future vague révolutionnaire.

Ceux qui considèrent cette épreuve avec le regard froid des professeurs de marxisme en général sont déjà méprisables. Mais ceux qui sont à l'affût des bavures, pour en faire leur théorie, leur justification, ne se rendent pas compte que la réalité les fait tomber dans les déchets que l'histoire vivante laisse inévitablement, à chaque cycle de son métabolisme incessant et riche de lendemains exaltants.

(1) Ces thèses figurent dans notre brochure *Parti et classe*, récemment rééditée dans la série *Les textes du Parti Communiste International*.

(2) Nous renvoyons à ce sujet le lecteur aux chapitres 8 et 9 de notre *Histoire de la Gauche*, parus en français dans les n°58, 59 et 60 de notre revue internationale *Programme Communiste*.

(3) L'absence des bases matérielles sérieuses à la thèse des prétendus zigzags de notre invariance ou à celle de notre dégénérescence trouve sa confirmation dans l'étrange qualité des expédients dont doit faire usage R.I. pour les étayer.

C'est ainsi qu'à propos d'un référendum en Italie sur l'abrogation d'une loi autorisant le divorce, nos censeurs se mirent en campagne parce que nous avions écrit que les ouvriers devaient voter non: non seulement ils prétendirent que nous abandonnions notre antiparlementarisme (mais nous ne confondons pas le parle-

ment avec un référendum qui intéresse la défense des conditions de vie - eh oui ! - des ouvriers, même de façon limitée) mais, en plus, ils insinuèrent que, menant en même temps dans les élections en France une propagande anti-électorale (comme si nous ne faisons pas la même chose en Italie!), nos sections avaient liberté d'action et de moyens tactiques et que notre centralisme n'existerait pas!

Après l'insinuation le mensonge: le lecteur qui connaît un tant soit peu nos positions sera surpris d'apprendre notre «admiration inavouée pour le "régime populaire" d'Allende» ou notre «apologie des fronts interclassistes» (R.I. n°8), ou encore que nous sommes devenus de «vulgaires lèche-bottes des militaires radicaux» (R.I. n°14) en Ethiopie, etc...

Enfin, les citations «subtilement» truquées. Qu'on juge: R.I. n°14 renvoie au n°191 de notre journal. Nous nous y reportons et lisons au deuxième paragraphe de l'article incriminé: «Ce que nous disions de la révolution bourgeoise "par en haut" en Ethiopie [suit une parenthèse] reste vrai en dépit des "excès" dénoncés par l'opinion publique». Les prétendus excès ne sont rien d'autre que la fusillade de notables d'ancien régime. Puis, au dernier paragraphe du même article, nous disons à propos de la guerre d'Erythrée: «c'est la rançon d'une révolution par en haut qui n'ose pas rompre complètement avec le passé». Tout ceci devient chez R.I.: «Les excès dénoncés par l'opinion publique c'est la rançon de la révolution par en haut», où il faudrait trouver la preuve de notre «trahison définitive des fondements de l'internationalisme»! Comprenne qui pourra ce brillant raccourci et l'argumentation! Cela va faire des envieux du côté des habitués stalinien de la falsification. En tout cas, quelles armes et combat magnifiques empoignent nos terribles justiciers de la probité théorique!

« Révolution Internationale » et ses amis

L'insondable profondeur du «marxisme occidental»

(«le prolétaire», N° 203, 20 sept.-03 oct.. 1975)

La victoire théorique du marxisme sur le bakouninisme a eu son revers de médaille. Le regain d'influence de cette école au début du siècle ne prit pas seulement la forme de l'anarchisme à la bombe et de l'anarcho-syndicalisme. Il donna également une variété qui, née notamment en Allemagne en réaction à l'infamie sociale-démocrate, guerrière et ouvertement contre-révolutionnaire, remplaça la panacée du syndicat, chère aux syndicalistes, par celle du conseil, et prétendit couvrir d'un voile marxiste le vieux fond idéaliste, stirnérien et pré-marxiste.

Les chevaliers errants du «communisme occidental», les Gorter et Pannekoek et leurs amis s'illustrèrent dans la dénonciation de la «trahison léniniste», par l'accusation faite à l'Internationale d'avoir empêché, sous le poids écrasant de la barbarie et de l'arriération russes la magnifique révolution occidentale et civilisée.

Parmi les disciplines modernes de cette école méprisable, il faut compter *Révolution Internationale* (R.I.), qui vient, avec des cousins en perpétuelle dispute de plusieurs pays de lancer une revue intitulée *Revue Internationale*, organe du «Courant Communiste International».

Qu'est-ce qui nous distingue des anarchistes sur le plan des principes? Répondons avec Lénine, à la suite de Marx: «**l'institution de la dictature du prolétariat et l'emploi de la contrainte d'Etat dans la période de transition**». Nos «communistes occidentaux» ne sont pas aussi ingénus, si l'on peut dire que Bakounine; ils veulent bien concéder le terme de «dictature du prolétariat», mais c'est pour s'empresser d'ajouter:

«*La société transitoire est encore une société divisée en classes et comme telle, elle fait surgir [d'où, mystère !] nécessairement en son sein cette institution propre à toutes les sociétés de classe: l'Etat; (mai) il ne faut pas perdre de vue sa nature anti-communiste et donc anti-prolétarienne et essentiellement conservatrice. L'Etat reste le gardien du statu-quo (...)*» (R.I. dans *Revue Internationale* n°1).

Que l'on songe un peu à la tâche titanessque du prolétariat révolutionnaire: faire servir les intérêts de la révolution communiste par un organe «anti-communiste par nature» ! Après avoir rendu le problème aussi inextricable, R.I. se garde bien de nous indiquer une solution réelle et trouve refuge derrière des phrases grandiloquentes du genre: «*tout en se servant de l'Etat, le prolétariat exprime sa dictature non par l'Etat, mais sur l'Etat!*»

Arrêtons-nous un instant pour nous remettre du coup porté par cette étourdissante proposition: le prolétariat exerce sa dictature, mais surtout pas «par l'Etat». Mais qu'est-ce que la dictature sinon le pouvoir exclusif d'une classe, et qu'est-ce que le pouvoir sinon un pouvoir d'Etat? La seule explication qui nous semble donner une cohérence à de telles imbécillités théoriques est la suivante: le prolétariat commencerait avec l'insurrection à démanteler l'appareil d'Etat, «anti-prolétarien par nature», c'est à dire bourgeois qui ne disparaîtrait qu'avec le communisme! Cette formule diffère de celle de Bakounine en ce que le communisme n'est pas le résultat d'une seule nuit de travail mais celui d'une période de transition; mais elle est inspirée par la même phobie de l'Etat que chez le prophète de l'anti-autoritarisme.

On conçoit par conséquent que dans cette vision véritablement originale et pénétrante de la révolution, «*l'exaltation de la terreur dite "rouge" fut une profonde erreur des bolcheviks!*» (R.I. n°15). Figurez-vous ces derniers, tout juste sortis des brumes de la taïga : naturellement éblouis par les révolutions bourgeoises forcément «arriérés» et par les «*conceptions jacobines et substitutionnistes*», ils ont arraché la violence des mains du prolétariat organisé en soviets pour la remettre à l'Etat! Comme si on pouvait opposer les soviets et l'Etat, comme si les soviets n'étaient pas des organes d'Etat! Pauvre Lénine qui s'imaginait suivre consciencieusement la leçon d'Engels selon lequel «l'Etat est une trique», c'est à dire la violence centralisée!

Qui plus est, les bolcheviks ont, sacrilège des sacrilèges, créé des corps spécialisés, des «*équipes de spécialistes de la terreur (les tchekas) qui devaient vite*

se retourner contre la classe avec le recul puis la défaite de la révolution» (toujours R.I. n°15). Selon une telle conception purement moraliste, vous ne devriez jamais, dans la guerre, vous servir d'un fusil, car si l'ennemi venait à vous le prendre, il serait capable de s'en servir pour vous tirer dessus! Mais surtout se cache derrière le refus de «spécialistes de la terreur», celui de corps de spécialistes en général; or se passer totalement d'eux suppose avoir complètement dépassé la division du travail et se trouver dans le communisme supérieur : c'est ainsi que dénoncer les «corps spécialisés» revient à exiger de la dictature du prolétariat qu'elle ait comme condition de non dégénérescence... la réalisation du communisme! Seul des «marxistes» civilisés et occidentaux pouvaient évidemment accoucher d'une telle aherie.

Dans ces conditions, le lecteur ne sera pas surpris de trouver sur la couverture de la *Revue Internationale* et du n° 15 de R.I. que «*le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'organiser la classe ouvrière, ni de prendre le pouvoir au nom des travailleurs, mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière*». Et en effet, s'il n'est pas besoin de dictature autre que morale, il n'est pas non plus besoin de parti qui soit autre chose qu'un club où de pédants professeurs peuvent échanger leurs tics anti-marxistes.

Après la trouvaille d'une violence et d'une dictature qui ne soient pas «d'Etat», R.I. prétend poser une autre limite à la violence: «*longtemps obnubilés par l'exemple de la Révolution française, [les marxistes] donnaient en exemple la violence plébienne des masses sans-culottes, violence aveugle étrangère à une classe consciente [horreur !]. Ainsi Marx écrivait: "Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus hais ou contre des édifices publics auxquels se rattachent des souvenirs odieux, il convient non seulement de tolérer ces exemples mais encore d'en prendre soi-même la direction en main". (Adresse du Conseil Central de la Ligue, 1850)*» (R.I. n°15).

Erreur, double erreur, vieux Marx! La violence ne saurait être une vengeance! Le prolétariat, qui a la tâche positive d'édifier une société nouvelle, ne saurait s'abaisser à utiliser cette arme négative qu'est la violence que pour «*briser l'échine de la bourgeoisie, dès les premiers jours de la révolution, pour éviter de nouveaux massacres de prolétaires*» (idem). La violence par humanitarisme seulement, mais jamais la violence pour intimider, jamais la terreur! Jamais de violence centralisée ni de violence de masses, évidemment aveugles et inconscientes quand elles ne se laissent pas guider par le lumineux enseignement des professeurs en marxisme occidental! Sinon on tombe dans l'«apologie de la violence», on en fait «l'essence de la révolution», défaut commun à Marx, aux bolcheviks et aux «bordighistes»! Une telle accusation a au moins le mérite de balayer la prétention au marxisme affichée par R.I. et d'affirmer, au moins négativement, la continuité entre les accusés.

C'est le même aveu involontaire que doit faire R.I. dans une autre grande question de théorie qui est celle de l'appréciation du facteur national. Pour nos grands pourfendeurs de «déviation léninistes», un des critères de la pureté prolétarienne et révolutionnaire, c'est d'être antinational (partout et toujours); les luttes entre petites nations comme les luttes d'émancipation nationale **ne** seraient **que** des «*moments de la lutte à mort entre puissances impérialistes*».

Supposons que soient réelles l'omniprésence et l'omnipuissance que nos savants

matérialistes prêtent à un capitalisme qui tirerait les ficelles de toute lutte nationale, de toute réaction de couches et de classes intermédiaires ou impures à la barbarie qu'il engendre, de toute lutte entre partis - tous également représentants du capital, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche -, de la lutte syndicale et plus généralement de toute lutte purement économique ou qui n'arrive pas à dépasser le niveau de la catégorie, ou de la nationalité. Dans ce cas, la révolution serait impossible car le prolétariat n'aurait l'aide d'aucune force capable d'affaiblir l'ennemi, ne trouverait aucun facteur matériel sur lequel prendre appui pour briser le mur d'un ennemi inébranlable de toutes parts et inexpugnable. Bien entendu, seul le laser théorique du «marxisme occidental» serait capable de percer une telle muraille et le mystère d'une telle révolution.

Il faut quand même dire que R.I. tempère son affirmation en concédant verbalement que le caractère progressif du facteur national disparaît seulement à **l'époque impérialiste**, c'est à dire à l'époque du capitalisme décadent et de la révolution prolétarienne. Pour eux, en effet, ce tournant historique justifierait tout.

Avant, le prolétariat pouvait aller au parlement (entendez: être parlementariste), demander des réformes et mener une lutte quotidienne de défense (entendez: être réformiste), se donner des syndicats (entendez: s'organiser pour le capital), lutter pour la nation et défendre la patrie (entendez: être patriote et chauvin); bref, toutes les débauches aujourd'hui dénoncées étaient alors permises comme une sorte de péché de jeunesse, **parce que** le capitalisme n'était pas mûr et que le prolétariat devait, selon la formule significative de Jan Appel, «*s'installer au sein de l'ordre capitaliste*»!

Aujourd'hui, que l'heure de la révolution a sonné, qu'elle est devenue aussi inévitable qu'elle était impossible la veille, il faut en finir avec toutes ces manies d'une autre époque: une seule chose à faire, la révolution, rien que la révolution. Et tout le reste est contre-révolutionnaire (1)! Le prolétariat, en devenant le facteur principal et déterminant de l'évolution historique, élimine, par l'acidité d'une mission historique pure, tous les autres facteurs! Et même dans l'ancestrale Ethiopie, souffrant des douleurs d'un capitalisme naissant, la tâche immédiate est de «*libérer les forces productives de leur carcan national* » (R.I. n°14), comme si le carcan qui l'enserme n'était pas une conjugaison du facteur impérialiste **et** des facteurs pré-nationaux et pré-capitalistes! Comme si le soleil théorique du communisme à venir avait pu faire mûrir les rapports sociaux au point de permettre au prolétariat, en tout temps et en tout lieu, de faire la même récolte sociale!

Bien sûr, les positions typiquement «occidentales» de l'anti-nationalisme, de l'anti-syndicalisme et de l'abstentionnisme de principe n'ont rien à voir avec les sains principes de la juste tactique marxiste, même lorsque cette dernière se détermine contre la défense de la patrie, contre le réformisme des directions syndicales et éventuellement dans certains cas contre certains syndicats, ou pour l'abstentionnisme aux élections dans les pays impérialistes de la vieille démocratie. Les principes du marxisme ne changent pas avec les périodes historiques ni les aires géographiques, même si les solutions tactiques peuvent être différentes. C'est justement cette altération des principes que le marxisme a toujours dénoncée comme de l'éclectisme et de l'opportunisme.

En réalité, si l'on regarde au-delà de justifications théoriques, comment R.I. va

faire un tour dans les époques obscures de l'avant-impérialisme (où toute débauche était permise), on fait des découvertes édifiantes. En voici un exemple :

«*Chez Marx-Engels, il y a contradiction entre la vision du communisme comme socialisation universelle des forces productives et les illusions étatistes et nationales qu'on peut trouver dans certains écrits (...). Ils ont fait la critique de la nation, mais la nation reste un cadre progressif*» (R.I. n°8).

Ainsi, tout comme Marx le reprochait à Proudhon, R.I. nie le facteur national en général et au nom du communisme, un peu comme si l'adolescent devait combattre la jeunesse sous le prétexte que l'adulte qu'il aspire à devenir suppose qu'il ne soit plus jeune! Chef d'œuvre de dialectique!

N'est-ce pas la reconnaissance que le père de nos «déviations» est bien Marx? Il ne reste plus à nos censeurs qu'à reconnaître ouvertement que c'est au nom de Proudhon qu'ils nous combattent!

(1) Que l'on affirme que «*les luttes revendicatives sont toujours potentiellement révolutionnaires*», ou que l'on tente d'«*exprimer l'expérience historique et quotidienne de leur échec*» (R.I. n°9), une chose est certaine pour nos dialecticiens, qui n'avancent jamais une seule revendications dans aucune revue ou aucun tract (rendez-vous compte que revendiquer par exemple une revendication de la durée du travail reviendrait à **enfermer** la classe ouvrière dans la lutte pour un objectif partiel!): la lutte doit être générale ou elle doit être condamnée. «*Il vaut mieux une lutte, même pour 10 centimes menée par l'ensemble des ouvriers d'une usine, qu'une grève où la moitié des travailleurs restent dans l'atelier pendant que les autres sont en grève, (...) dans la première on trouve, ne fut-ce que de façon embryonnaire, la tendance vers l'unité de la classe*» (R.I. n°6).

On ne voit pas que si on attend que tous les ouvriers soient pour la grève, on la rend impossible. Et n'est-ce d'ailleurs pas un mot d'ordre des bonzes réformistes, tant vilipendés par R.I.? Il est significatif que R.I. (n°6) ait, tout comme l'opportunisme chauvin et impérialiste, condamné la grève des ouvriers à Marseille fin 1973, sous prétexte qu'elle divisait les ouvriers. Ultra-gauches en paroles, ultra-conservateurs en fait !

AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme	7 €
2. Parti et classe	3 €
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire	épuisé
4. Eléments d'orientation marxiste	2 €
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme»)	15 €
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	7,5 €
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS)	4,5 €
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	9 €
10. Elements de l'économie marxiste	9 €

Brochures « le prolétaire »

5. Question féminine et lutte de classe	1 €
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	1 €
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)	1 €
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	1 €
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	1 €
11. Auschwitz ou le grand alibi	1 €
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	1 €
13. Le marxisme et l'Iran	1 €
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte	1 €
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	1 €
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981)	1,5 €
18. Vive la lutte des ouvriers polonais!	1 €
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	2 €
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques	
21. Lénine sur le chemin de la révolution	1,5 €
22. Marxisme et science bourgeoise	1,5 €
23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise	

et de nationalisme	1,5 €
24 Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	1 €
25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne	1,5 €
26 A propos de la polémique sur notre texte. Auschwitz ou le grand alibi: ce que nous nions et ce que nous affirmons	1,5 €
27 Algérie: Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!	1,5 €

Suppléments au « prolétaire »

- Mouvements revendicatifs et socialisme	1 €
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition !	1 €
- Pour un anti-racisme prolétarien	1 €
- Révolution et contre-révolution en Russie	1 €
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien	0,5 €
- Algérie: Les enseignements du «Mouvement de Printemps» (1981)	1 €

Série «Les cahiers d'el-Oumami»

1. Le syndicalisme en Algérie (1919-1979)	1 €
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires (1981)	1 €
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau»	1 €

Revue théorique « Programme communiste »

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies)	2 à 3 € le numéro
- Numéros 51 à 57	2 €
- Numéro 58 (112 pages)	4 €
- Numéros 59 à 88	2 €
- Numéro 89	3 €
- Numéros 90 à 96	4 €

Série des éditions Prométhée

- Terrorisme et communisme, Léon Trotsky	7,5 €
--	-------

EN ITALIEN

- Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919)	15 €
vol. I bis (raccolta di scritti 1912-1919)	4,5 €
vol. II (1919-1920)	18 €
vol. III (1920-1921)	épuisé
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	22,5 €
- Classe Partito Stato nella teoria marxista	1,5 €
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	épuisé

I testi del partito comunista internazionale

1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario	2 €
2. In difesa della continuità del programma	

comunista	épuisé
3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico	épuisé
4. Partito e classe	2 €
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	2 €
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	épuisé
7. Lezioni delle controrivoluzioni	2 €

Quaderni del Programma Comunista

- Il mito della pianificazione socialista in Russia	1,5 €
- Il «rilancio dei consumi sociali» ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	1,5 €
- Il proletariato e la guerra	1,5 €
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	1,5 €

Reprint « il comunista »

- Marxismo e scienza borghese	2 €
- La lotta di classe dei popoli non bianchi	1,5 €
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	6 €
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune	4,5 €
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	2 €
- Abaco della economia marxista	2 €
- Lotta di classe e questione femminile	2 €
- La teoria marxista della moneta	2 €
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale	2 €
- Antimilitarismo di classe e guerra	4 €

Altri opuscoli

- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	1,5 €
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	1,5 €
- Il marxismo e l'Iran (1980)	1,5 €
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	2 €
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	1,5 €
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	1,5 €
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	1,5 €

EN ANGLAIS

- The fundamentals of Revolutionary Communism	4,5 €
- Party and Class	4,5 €
Communism Program Ns 1 to 7	3 €
The Party's Programme	1,5 €

EN ESPAGNOL

1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	4 €
---	-----

2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	4 €
3. Partido y clase	épuisé

El Programa Comunista

- n°1 à 38, n°40	2 €
- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial)	2 €
- n° 41, 42, 43	3 €
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	1,5 €

EN ALLEMAND

1. Die Frage der revolutionären Partei	3 €
2. Revolution und Konterrevolution in Russland	3 €
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	2 €
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	3 €
5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	4 €
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	3 €
Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	3 €

EN ARABE

- Pour le parti ouvrier indépendant	1 €
- Thèses caractéristiques du parti	1,5 €
- Les communistes et la question de la liberté politique	1,5 €
- Manifeste du P.C. International	2 €
- Ce qui distingue notre parti	1 €

EN PORTUGUAIS

1. Teses características do partido	1,5 €
2. Lições das contra-revoluções	1,5 €
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	1,5 €
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	1,5 €

EN TURC

- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels)	1,5 €
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	1 €
- Bulletin Enternationalist Proleter (3 nos parus)	1 €

EN HOLLANDAIS

- Het demokratisch principe	1 €
-----------------------------	-----

EN POLONAIS

- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	1,5 €
---	-------

EN PERSE

- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	1,5 €
- Les fedayins et la question de l'Etat	1 €

EN GREC

- Parti et classe	3 €
-------------------	-----

EN DANOIS / SUEDOIS

1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristiske teser	3 €
2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet	3 €

AUX EDITIONS « ISKRA »

- Economia marxista ed economia contro-rivoluzionaria (263 p.) - A. Bordiga	9 €
- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.) - A. Bordiga	6 €
- Imprese economiche di pantalone (153 p.) - A. Bordiga	6 €
- Proprietà e capitale (202 p.) - A. Bordiga	6 €
- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.) - A. Bordiga	9 €
- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.)	6 €
- Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.)	6 €
- Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927	

(Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.)	9 €
- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.)	6 €
- La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.)	9 €
AUX «EDIZIONI SOCIALI»	
- Dialogato con Stalin - A. Bordiga	4,5 €
- Dialogato coi Morti - A. Bordiga	épuisé
- La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone)	épuisé
- La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione	7,5 €

«Communisme et Fascisme»

(140 pages - Prix 7 €)

Au sommaire de cette ré-édition:

Préface - Introduction - La fonction de la social-démocratie en Italie («Il comunista» du 6 février 1921) - **Les sociaux-démocrates et la violence** («Il comunista» du 12 avril 1921) - **Les voies qui conduisent au «noskisme»** («Il comunista» du 14 juillet 1921) - **Le fascisme** («Il comunista» du 17 novembre 1921) - **Le programme fasciste** («Il comunista» du 27 novembre 1921) - **Du gouvernement** («Il comunista» du 2 décembre 1921) - **Le rapport des forces sociales et politiques en Italie** («Rassegna comunista» des 30 septembre et 31 octobre 1921) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IVème Congrès de l'Internationale Communiste** (2ème séance - 16 novembre 1922) - **Rome et Moscou** («Il lavoratore» du 17 janvier 1923) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au Vème Congrès de l'Internationale Communiste** (23ème séance - 2 juillet 1924) - **Annexe: Les tâches du parti communiste face à la crise de la société capitaliste italienne** (Rapport d'A. Gramsci au C.C. du P.C.I.; «L'Unità» du 26 août 1924)

PAIEMENT :

Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention), envoyé à notre adresse de Lyon, ci-dessous.

Commandes à notre adresse: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon (France)

FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter).

AVERTISSEMENT: LES TEXTES ÉPUISÉS OU EN VOIE D'ÉPUISEMENT NE PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES.

ORGANES PÉRIODIQUES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- «le prolétaire» : Journal bimestriel en français - Prix de l'exemplaire: 1€; 3FS; £ 1
- «Il comunista» : Journal bimestriel en italien - Prix de l'exemplaire: 1,5€; 5FS; £1,5
- «programme communiste» : Revue théorique - Prix de l'exemplaire : 4 €; 10 FS; £ 3; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 4 US \$.
- «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol - Prix de l'exemplaire : 3€; 8 FS; 2 £; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 3 US \$

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les em-

ployeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les États bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.